DOSSIER ITALIE

1962 – 1982

Le document qu'on trouve ici a été publié en 1982 ; il s'agit d'un assemblage de documents d'époque, touchant la rébellion ouvrière en Italie et son expansion menant au passage à l'affrontement ouvert.

Il est tiré de la revue « Marx envers et contre Marx », une revue d'ultra-gauche se situant dans la mouvance générale de la fin des années 1970 cherchant une voie pour relancer le processus commencé en mai 1968.

La plupart des organisations d'extrême-gauche s'étaient, en effet, effondré ou bien avaient capitulé ; la tendance générale consistait à courir derrière le Parti socialiste et le Parti Communiste Français.

Ceux qui refusaient cette inféodation au réformisme, même s'il prenait les masques de la radicalité, du « socialisme », étaient largement marginalisés en France à ce moment-là, mais ils représentaient une véritable ébullition, notamment en région parisienne.

Leur nature était très différente : situationnistes voulant réactiver une critique poétique et émeutière, squatteurs vivant de manière semi-criminelle, maoïstes, squatteurs tournés vers la culture (comme le squat dénommé l'Usine en banlieue parisienne), soutiens aux prisonniers (avec par la suite la revue « Cavales »), musiciens (notamment les Béruriers Noirs et Camera Silens), « autonomes » tournés vers les comportements déviants (avec la revue « Marge »), « autonomes » cherchant le nouveau sujet révolutionnaire (avec la revue « Camarades »), « autonomes » voulant combiner les démarches contestataires et la lutte armée (« l'autonomie offensive »), anarchistes tournés vers les « autonomes » (Organisation Communiste Libertaire), communistes des conseils, bordiguistes, partisans de la lutte armée (Action Directe) ou du sabotage (« Os Cangaceiros »), etc.

Tous ces gens, au-delà de leurs différences, regardaient du côté de l'Italie, où le principe de l'autonomie face aux institutions et au Parti Communiste avait atteint un degré de masse majeur. Tous n'avaient, évidemment, pas la même évaluation de ce qui s'y passait, mais tous pouvaient y retrouver des formes de lutte et des acteurs très proches de leur propre état d'esprit et de leur propre démarche.

Quand on voit dans un autre pays des gens très similaires, qui en plus parviennent à avoir un écho touchant des centaines, des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de gens, forcément cela parle.

Cependant, il faut bien voir qu'en Italie au même moment, il existait une effervescence intellectuelle et idéologique, tandis que toute la scène française dont on parle ici avait comme dénominateur commun de ne pas vouloir en entendre parler. Dégoûtés par les anciens gauchistes ayant trahi au fur et à mesure depuis 1968, tous avaient en commun un rejet de l'idéologie comme piège, et une méfiance fondamentale pour les affirmations se définissant comme scientifiques.

La revue « Marx envers et contre Marx » est emblématique de cette approche ; éphémère, elle s'est effondrée sous le poids de son incohérence voulant que, pour assumer totalement Marx, il fallait rejeter absolument le marxisme.

Si la critique avait un sens, pour dégager la pratique de toutes les idéologies mensongères, le non-aboutissement à une idéologie vraiment révolutionnaire a conduit à la liquidation, aux analyses sociologiques post-marxistes, avec éventuellement la revendication d'un Communisme immédiat qui s'exprimerait du jour au lendemain dans une société découvrant, un beau matin, son caractère faux et dépassé.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt pour l'Italie exprimait une véritable volonté d'aller de l'avant, au moyen de la subversion généralisée dans la société capitaliste. C'est tout l'intérêt des documents accumulés pour former ce « Dossier Italie 1962 - 1982 ».

(Disponible sur le site materialisme-dialectique.com)



Regarde autour de toi... Cet hiver est artificiel. Ce n'est pas l'hiver. Sous la neige artificielle, il y a la plage chaude, il y a notre désir réprimé...

DOSSIER ITALIE 1962-1982



préparé par Pavie Z.

AVERTISSEMENT

Les documents présentés dans ce DOSSIER ITALIE 1962 / 1982 sont tout à fait partisans. Ils veulent témoigner doublement. Témoigner, en premier lieu, de l'exceptionnelle profondeur du mouvement de destructuration de l'ordre établi, qui s'est déployé ces vingt dernières années en Italie dans toute ses composantes, des plus radicales aux plus réformistes. Les fractions traditionnellement les plus radicales du mouvement de dissolution ont eu le plus grand mal à prendre la mesure de cette profondeur. Car, outre le fait qu'elles sont occupées à s'exclure mutuellement du Club de la Révolution, elles ne savent lire les bouleversements sociaux qu'à la lumière de tel ou tel des codes sacrés du mouvement passé de contestation.

Mais le mouvement de la formation sociale, qui est le mouvement même des luttes de classe, s'en balance, si l'on peut se permettre l'expression. Et l'ébranlement de la formation sociale italienne, par le double effet d'une restructuration radicale commencée après-guerre et d'une dissolution aussi radicale en riposte, oblige à SE REBELLER AUTREMENT, si ce n'est à penser autrement.

Car la conceptualisation globale de toutes les données est encore à faire, afin de doter le mouvement moderne de sunversion d'une idéologie théorique à sa mesure (note). On verra que certains se sont déjà attelés à la tâche... et pas toujours ceux dont on pouvait attendre le meilleur. En tout cas, il est déjà clair en Italie que l'axe autour duquel s'affrontent déjà les idéologies pratiques en présence est celui du TRAVAIL — l'utilisation capitaliste du travail, l'esclavage salarié.

Témoigner ensuite d'une tentative de lecture alternative de la formation sociale italienne. Lecture qui puisse mettre en relief d'une part l'édification progressive d'une nouvelle composition de la classe ouvrière — nouvelle composition qui oblige à dépasser le concept marxiste du prolétariat des usines souffrant mais rédempteur ; et d'autre part le mouvement permanent de rééquilibrage de la formation par le commandement capitaliste, rééquilibrage qui triomphe aujourd'hui, par la carotte et le bâton. Car, lançant son assaut, ces vingt dernières années, contre toutes les citadelles de l'ordre établi, le mouvement de subversion n'a su pourtant en conquérir aucune. C'est un fait qu'il s'est au contraire dispersé, atomisé. Il a été défait.

Aussi est-il temps sans doute, par delà la métaphysique marxiste qui veut indiquer le sens unique de l'Histoire, de comprendre le fonctionnement réel des formations sociales capitalistes : c'est-à-dire en particulier leur capacité à reproduire toujours plus les conditions de leur existence, et donc à empêcher le procès de dissolution de triompher. Comprendre ce fonctionnement, c'est chercher une porte de sortie qui ne se profile pas dans les limbes d'un lendemain toujours plus éloigné, mais dans un présent à reconstruire. Et les matériaux ne manquent pas.

note : voir la première partie du dossier (Prolégomènes)

QUELQUES POINTS DE REPERE POUR ÉCLAIRER LE MOUVEMENT DE RESTRUCTURATION DESTRUCTURATION ITALIEN

«Si le travail intellectuel se déqualifie et se trouve expulsé du cycle économique de la restructuration même, le travail manuel subit le même sort».

QUELQUES POINTS DE REPERE POUR ÉCLAIRER LE MOUVEMENT DE RESTRUCTURATION / DÉSTRUCTURATION ITALIEN :

Les formes de lutte les plus radicales d'une période donnée, qui font s'ébaubir les adorateurs du prolétariat mythique, ne sont rien qu'une réponse adaptée, par la force des choses, à l'écrasement très particulier dont il est l'objet, et non pas l'effet des vents violents de son essence révolutionnaire fécondant enfin son imagination.

Et la force des choses, en Italie, tient à deux points principaux : un développement inégal de la formation sociale italienne, accompagné d'une crise institutionnelle, d'une part ; et d'autre part, une restructuration permanente et exceptionnellement radicale de la production industrielle.

La situation du capitalisme italien n'est pas si éloignée de la situation du capitalisme international en général. Il connaît aujourd'hui les effets d'une crise mondiale qui stimule ses tendances à la rationalisation, tout comme au début des années 60, il connaissait un boom économique dans le cadre de la reprise mondiale. Depuis la guerre, il poursuit, et réussit, dans ses centres vitaux — FIAT à l'avant-garde *(annexe 1)* — une entreprise de restructuration qui, dès l'origine, et au-delà même des objectifs de la taylorisation classique, tend à casser la vieille classe ouvrière, à la remplacer par une classe nouvelle déqualifiée — d'origine rurale sinon entièrement méridionale — à diminuer toujours plus la part du capital variable, *(annexe 2)* et à soumettre enfin toute la société à ses propres rythmes vitaux, *(annexe 3)*, État, syndicats, École et Université dont les «excédents» prolétarisés sont draînés par milliers vers ses usines *(annexe 4)*.

Les nécessités de sa survie conduisent le Capital à accentuer toujours plus cette polarisation cruelle MACHINE D'EXPLOITATION — DE RÉPRESSION — D'INTÉGRATION / MASSE PROLÉTARISÉE — INDIFFÉRENCIÉE — DÉMUNIE, qui apparaît comme la tendance dominante des formations sociales contemporaines. Mais dans le même temps, cette polarisation défait toujours plus aux yeux des exploités la crédibilité des machines de médiation sociale, montrant crûment le rapport de domination comme tel, et poussant aux rebellions que l'on sait, rebellions contraignant à leur tour le commandement capitaliste et ses «partenaires sociaux» à la recherche de moyens inédits d'intégration de la chair à travail au processus bien compris de «paix sociale» et de «prospérité».

Aussi la caractéristique des luttes sociales des années 60/70 est-elle la caractéristique commune à tous les pays industrialisés, où l'on voit une part variable de la masse prolétarisée / déqualifiée, prise ou rejetée selon les besoins, contrainte de mépriser son travail «sans âme», et cantonnée dans des métropoles déshumanisées *(annexe 5)* où ses besoins les plus élémentaires sont bafoués, se retourner contre la main qui tient sa laisse.

Certes, la situation italienne est puissamment originale. Mais il faut affirmer avec force que cette originalité qui lui vient du Sud et de sa main-d'œuvre émigrée en masse vers les grands centres industriels du Nord, au lieu de télescoper, pour le contrarier, le premier mouvement de rebellion, l'amplifie au contraire et le renforce. Pour ne citer qu'une des raisons, mais non des moindres, de ce phénomène, disons que la virginité politique et syndicale des prolétaires qui viennent de l'arrière-train plombé du pays, et qui sont recrutés après l'épuisement de la main-d'œuvre rurale du Nord *(annexe 6)*, apporte dans les rapports Capital/Travail une absence totale de domestication par les organisations ouvrières traditionnelles, habitués qu'ils sont à être parqués depuis des générations dans les froids hangars de l'exploitation capitaliste. Encore ne faut-il pas négliger la part de cette main-d'œuvre sudiste qui a fait ses classes dans l'émigration, dans les citadelles ouvrières des pays voisins. Car le jeu social italien, plus que celui d'aucun autre «pays développé», est difficile à maîtriser précisément à cause des pièces multiples qui s'imbriquent les unes dans les autres à des degrés divers et des réactions en chaîne qui, s'ensuivant, peuvent déstabiliser à tous les niveaux la formation sociale italienne.

Si l'on veut s'en tenir essentiellement au mouvement de subversion des dernières années, il faut noter que d'une part il est marqué par deux ruptures successives, et que d'autre part la seconde rupture a eu une profondeur et une ampleur qu'aucun autre pays n'a connu.

Elle a mis à nu la fonction sociale de la violence que l'on voit apparaître quand les rapports antagonistes atteignent un point de non-retour entre Capital et Travail (1), et qu'aucun discours du vieux mouvement ouvrier — cogestionnaire ou auto-gestionnaire — n'est plus capable de maîtriser *(annexe 7)*. La première rupture sociale est celle des années soixante, bien connue dans le monde entier. Elle pose, avec son refus des conditions existantes, différents projets contestataires qui sont ceux du vieux mouvement : réformistes, syndicalistes-révolutionnaires, conseillistes, terroristes. Du vieux mouvement car tous ces projets sont centrés sur l'usine, sur sa gestion «humaine», «son contrôle» dans un premier temps, et dans un second temps sur une acceptation de la fonction politique comme fonction «séparée».

La seconde rupture est bien plus profonde et prometteuse, mê-

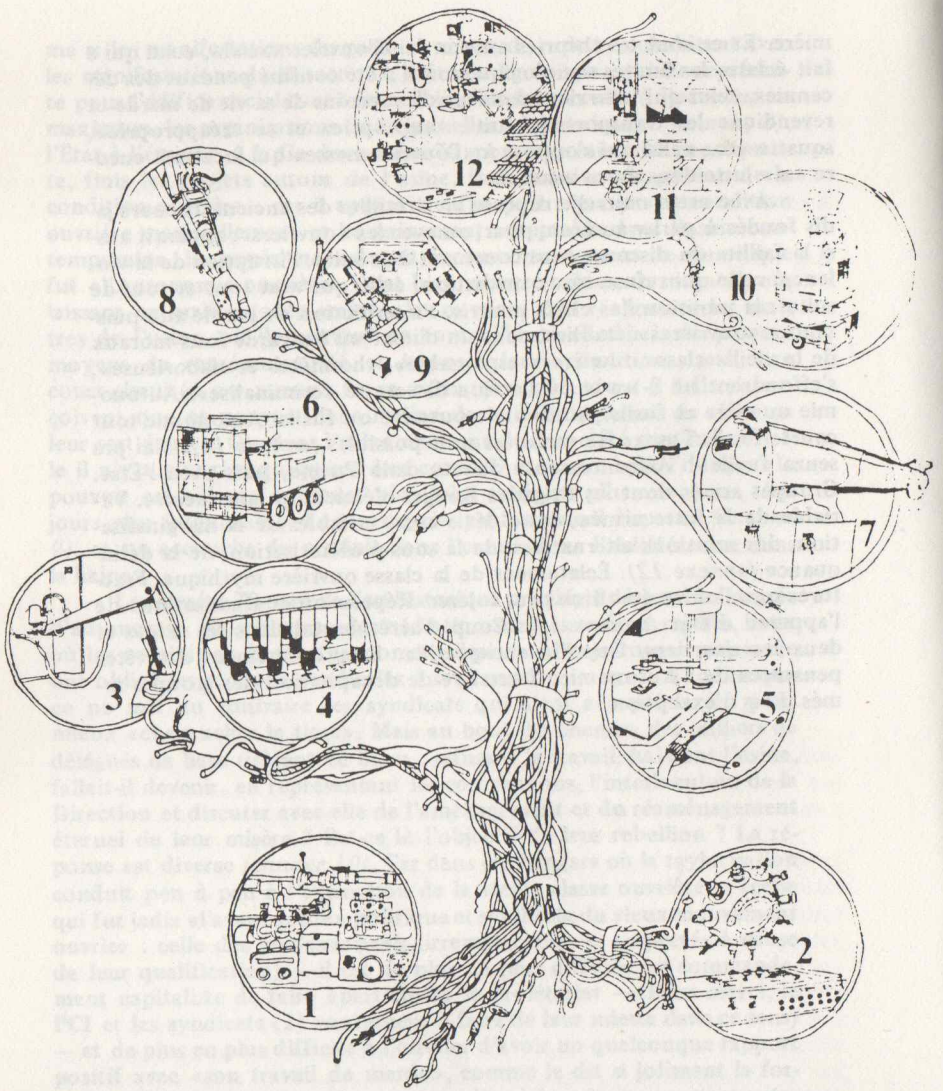
(1) il ne sera pas traité de la violence fasciste dans ce dossier

me si les manifestations du premier niveau de rupture cohabitent avec les manifestations de la seconde, même si les dangers qu'elle représente pour l'édifice social tout entier oblige les mass-media à l'occulter au maximum, les organisations traditionnelles à la criminaliser *(annexe 8)*, l'État à l'écraser. A la fin des années 70, pour une minorité conséquente, finis les projets autour de l'usine, finis les rêves de gestion de la condition ouvrière... car il apparaît enfin qu'il n'y a pas de condition ouvrière matériellement et humainement acceptable dans l'usine contemporaine, les expériences de cet énorme mouvement de masse que fut «l'Autonomie ouvrière» l'ont bien montré : dans un moment où, laissant en arrière toute crainte, les ouvriers sont réellement les maîtres de l'usine, où ils peuvent en toute liberté choisir leurs propres moyens de représentativité et imposer leurs conditions, sans être court-circuités par aucune force médiatrice, qu'arrive-t-il ? Ils s'aperçoivent que ce pouvoir dans l'usine dont il était permis de rêver ne leur sert de rien. Car dans l'usine moderne de la société post-industrielle il n'y a plus rien qui puisse être contrôlé et dominé par l'ouvrier : le pouvoir est ailleurs, toujours plus loin, toujours plus anonyme, toujours plus intouchable. Le vrai ouvrier professionnel disparaît *(annexe 9)*, et on accouche du produit dans l'ennui, dans l'indifférence, dans la haine.

Les années 70 sont ce lieu historique privilégié où tous les degrés d'autonomie, de violence, de médiation sont essayés et rejetés, ceux où les comités de base «autonomes» dans leur majestueuse puissance ont obligé les sections syndicales à se dissoudre en eux — à moins que ce ne soit au contraire les syndicats qui aient accepté le jeu pour mieux «chevaucher le tigre». Mais au bout du chemin, des milliers de délégués de base tirèrent ce bilan : refusant le travail, haïssant l'usine, fallait-il devenir, en représentant les compagnons, l'interlocuteur de la Direction et discuter avec elle de l'aménagement et du réaménagement éternel de leur misère ? Est-ce là l'objectif de leur rebellion ? La réponse est diverse *(annexe 10)*. Car dans ces hangars où la taylorisation conduit peu à peu à l'extinction de la vieille classe ouvrière — (celle qui fut jadis «l'avant-garde» politique et syndicale du vieux mouvement ouvrier : celle des professionnels, irremplaçables et respectés à cause de leur qualification) — il est de plus en plus difficile au commandement capitaliste de faire «participer» le prolétariat — (Dieu merci, le PCI et les syndicats (2) continuent à faire de leur mieux dans ce sens) — et de plus en plus difficile à l'ouvrier d'avoir un quelconque rapport positif avec «son travail de merde», comme le dit si joliment la formule. D'où les tentatives de conceptualiser, dans le mouvement autonome, cette réalité nouvelle (à nouvelle composition de la classe, nouvelle idéologie pratique de la classe) apparue maintenant en pleine lumière. Et ce sont les théories autour de «l'ouvrier social», celui qui a fait éclater les limites sociologiques où il a été confiné pendant des décennies, celui qui intervient dans tous les recoins de sa vie de merde et revendique les transports gratuits, «exproprie» et se «réapproprie», squatte etc., celui qui s'oppose à «l'ouvrier-masse» qui localisait encore «sa» lutte dans «ses» usines...

(2) La CGIL, Confédération générale italienne du travail, la CISL, l'UIL, trois équivalents très approximatifs de la CGT, de la CFDT et de FO

Avec cette nouvelle rupture et la faillite des anciens discours jadis fondés à parler au nom, pour, ou avec les «ouvriers», apparaît aussi la faillite du discours tout court... et à sa suite, l'irruption de la violence, celle qui refuse toute médiation, celle qui veut tout et tout de suite : la punition des chefs pourris, l'interdiction de parole aux puissances «ouvrières» établies, dans un climat où les garde-fous moraux de la vieille classe ouvrière «responsable», «honnête» et «laborieuse», s'effondrent un à un et où l'action directe se «criminalise». Autonomie ouvrière et fusils. Autonomie ouvrière ou fusils. Autonomie tout court. Fusil. Toutes les variantes sont possibles *(annexe 11)*. Mai piu senza fucile ! Affrontements directs dans l'usine, puis avec l'État. Groupes armés dont les Brigades Rouges n'étaient qu'une facette. Variable de la lutte armée, donc. Mais aussi variables de la marginalisation, des solutions alternatives, de la sous-prolétarisation, de la délinquance *(annexe 12)*. Éclatement de la classe ouvrière mythique. Fractures que l'ordre établi ne peut tolérer. Répression et «fascisation» de l'appareil d'État *(annexe 13)*. Coup d'arrêt brutal dans les usines et dans les quartiers. Guerilla anti-guerilla. Emprisonnement des têtes pensantes de l'Autonomie. Tentative de décapitation des groupes armés. Lois d'exception.



L'«albero genealogico» dei robot (v.). 1. Tornio automatico; 2. Macchina utensile a controllo numerico; 3. Robot «Tallfa» per verniciatura; 4. Apparecchiatura per collaudo automatico della tastiera di un calcolatore; 5. Braccio meccanico per alimentazione di presse di tranciatura; 6. Carrello con guida automatica per magazzini; 7. Robot «Unimate» per lavori vari (in fonderia, per saldatura); 8. Mano meccanica di un robot realizzato dal MIT; 9. L'occhio e la mano automatici costruiti nella Stanford University; 10. Robot mobile «Sha Key»; 11. Robot di manipolazione; 12. Robot Olivetti «Sigma».

publié dans **Il comando cibernetico**, brochure éditée en 1981 par CONTROinformazione

Annexe 1 : . . . FIAT A L'AVANT-GARDE : DES INCIDENCES INSTITUTIONNELLES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES MAJEURES

UN GOUVERNEMENT IMMATRICULÉ FIAT

Coïncidence ? Non, symbole. Le jour même où était signé l'accord entre la direction de la FIAT et les syndicats, la quarantième crise gouvernementale italienne, la plus tortueuse de l'après-guerre prenait fin.

L'automne chaud n'aura pas lieu chez Fiat. Le grand vainqueur de l'affaire, Giovanni Agnelli, le patron du groupe turinois a prouvé à la classe politique qu'elle ne pouvait diriger l'Italie sans lui. Le gouvernement Cossiga a pris position contre lui, il l'a démissionné en lançant 15.000 licenciements définitifs dans la balance. Un nouveau gouvernement se forme et Agnelli s'adoucit : il y aura 23.000 mises en chômage technique mais pour une durée de trois mois.

Fiat for ever !

Viva-Fiat !

Après tout, Turin est la ville d'une seule entreprise : Fiat. Impossible de faire un pas sans voir ces foutues quatre lettres. Fiat for ever, viva Fiat. La multinationale fait vivre tout le Piémont, des garagistes aux sous-traitants sans compter les 80.000 ouvriers de Mirafiori et Rivalta. Fiat emploie près de deux cent mille personnes dans le monde entier. (...)

Il y a plus angoissant : Fiat domine tout le marché piémontais ; pour chaque ouvrier Fiat, il faut compter quatre ouvriers qui travaillent dans les petites industries piémontaises à la fabrication des pièces de voitures.

Libération – 16/9/80 – 20/10/80

Annexe 2 : . . . DIMINUER LA PART DU CAPITAL VARIABLE

Analyse BR extraite de **RISOLUZIONE DELLE DIREZIONE STRATEGICA** – publiée par **GENTE** N° 40 et **L'ESPRESSO** N° 41 – 1975 –

Tout cela produira sur le tissu social des modifications stables.

La forte chute du taux moyen de profit produit une diminution notable de la force de travail (note) utilisée par rapport à l'ensemble de la population. Tout ceci produit et produira sur le tissu social et les classes des modifications stables qu'on peut schématiser ainsi. Par rapport à la population d'ensemble on aura :
– a) une diminution permanente des salariés à occupation stable
– b) une augmentation de l'armée de réserve, c'est-à-dire de salariés sans occupation stable
– c) une augmentation des marginaux (la part de la population éjectée de façon définitive du procès capitaliste).
En ce qui concerne «le comportement de classe», on peut faire l'hypothèse suivante:
– a) salariés à occupation stable : une partie reflète le niveau de conscience immédiat de défense de leur condition, ils formeront la base matérielle du réformisme. Une autre partie, et c'est la couche la plus productive (l'ouvrier à la chaîne) développe une conscience révolutionnaire, celle de l'abolition du travail salarié.
– b) marginaux : ils sont utilisés dans la société de consommation comme consommateurs sans salaire. De cette contradiction naît la «criminalité». L'utilisation «économique» de la criminalité par le capitalisme consiste dans le fait qu'elle contribue à la destruction de la marchandise, nécessaire pour pouvoir continuer le cycle. Entendons-nous : on pourrait très bien construire des voitures pour les voleurs, mais cela va contre l'intérêt de la FIAT.

note : document complémentaire à consulter dans la 2ème partie : «Fiat : en janvier, tous à la caisse d'intégration»

Une partie des marginaux reflète à un niveau immédiat la conscience bourgeoise : individualisme extrême, aspiration à une consommation toujours plus grande. Une autre partie reflète la conscience révolutionnaire de l'abolition de leur condition de marginaux, c'est-à-dire de l'abolition de la société fondée sur le travail salarié.
– c) l'armée de réserve : les niveaux de conscience sont situés à la convergence des niveaux de conscience des travailleurs «stables» et des marginaux.

Annexe 3 : . . . SOUMETTRE TOUTE LA VIE SOCIALE A SES PROPRES RYTHMES VITAUX

RISOLUZIONE DELLA DIREZIONE STRATEGICA – 1975 –

Agnelli, porte-parole en cela de tout le patronat, avait anticipé (sur cette idée de pacte social) dans son premier discours de Président de la Confindustria (note), quand il soutenait la nécessité d'en «venir à un «pacte social» qui, trente ans après avril 45, redéfinirait les objectifs nationaux du peuple italien en vue des années 80 et 90». L'intérêt de la chose réside dans le fait que le «pacte social» ne se justifie pas par sa fonction «anticonjoncturale», donc comme accord tactique, mais comme exigence intrinsèque de la société industrielle avancée, et par conséquent comme projet de stabilisation pour les années 80 ! L'opération de (ingabbiamento)* qu'il présuppose peut être définie ainsi : incorporation organique de la classe ouvrière dans le Capital et dans l'État. La logique est telle que la classe

Le pacte social, exigence intrinsèque de la société industrielle avancée.

* la mise en cage

note : **Confindustria** : Confédération de l'Industrie, créée en mars 1920. Elle regroupe alors toute la grande industrie et les 3/4 de la petite et moyenne industrie. Sa première victoire est l'écrasement de la grève générale de Turin en 1920. (d'après LES TEMPS MODERNES Juin 1974)

ouvrière, pour se sauver, doit sauver les patrons ; pour sauver les patrons, il faut sauver l'État ; pour sauver l'État, elle doit assumer les coûts économiques de la reconversion de la production et les sacrifices de la restructuration impérialiste. C'est une logique misérable, et elle ne vaut la peine d'être prise en compte que parce que les directions syndicales et celle du PCI l'ont faite leur.

Annexe 4 : . . . DES EXCÉDENTS PROLÉTARISÉS ET DRAINÉS VERS LES USINES

I lavotori-studenti (1) et (2)

Un pont naturel

A Milan, on trouve la plus haute concentration d'étudiants-travailleurs (environ 80.000 en 1970). En raison du caractère industriel de la ville, les agitations des étudiants-travailleurs créent un pont naturel entre les luttes dans l'École et les luttes dans l'usine. Au début de 70, le mouvement des étudiants travailleurs se présente comme suit :

1) Mouvement des étudiants-travailleurs adhérant au CPM (Collectif Politique Métropolitain)
2) Courant Prolétarien des étudiants-travailleurs
3) Comité d'agitation des étudiants-travailleurs
(...)

Le Mouvement des étudiants-travailleurs (déjà centre d'informations politiques), dans lequel se retrouvent des militants d'expériences diverses (cadres du CUB Pirelli, (3) étudiants de Trente (4), etc), tient une position de force à l'Institut technique Feltrinelli,... etc... etc...

(1) d'après **MAI PIU SENZA FUCILE** (Soccorso Rosso) Feltrinelli 1976
(2) les étudiants-travailleurs
(3) **CUB Pirelli** : comité de base, créé en 1968, à la Pirelli, et qui exprime de façon ouverte les positions des ouvriers les plus conscients face à la restructuration, à la compromission des syndicats. «A la différence du syndicat, qui entend opérer à l'intérieur de l'organisation du travail en acte, le CUB se propose au contraire de contester l'autorité du patron et l'utilisation capitaliste du travail», proclame-t-il.
(4) **TRENTE** : «le mouvement étudiant de Trente, par ses liens avec les luttes similaires d'autres pays européens (l'influence de «la Kritische Universität» allemande, par exemple, a été très forte) et par son caractère marqué d'anticipation, reste exemplaire pour tout le mouvement étudiant italien» **MAI PIU SENZA FUCILE.**
note : «compagni», et non «camarades» comme en France ; le mot «camarade» garde sa connotation fasciste en Italie.

Annexe 5 : . . . LA MASSE CANTONNÉE DANS DES MÉTROPOLES DÉSHUMANISÉES

Un fait objectif : en 1961, 14.431.000 Italiens sont concentrés dans 8 aires urbaines ; on prévoit qu'en 2001, ils seront 29.153.000, la moitié de la population totale.

A ce fait statistique, correspond un fait politique : la ville est aujourd'hui le cœur du système, le centre de l'organisation de l'exploitation économico-politique, la vitrine où est exposé le «point le plus haut», le modèle qui doit motiver «l'intégration» prolétarienne. Mais c'est aussi le point le plus faible du système : celui où les contradictions apparaissent plus aiguës, où le chaos organisé qui caractérise la société capitaliste avancée apparaît plus évident...

La ville comme vitrine où se trouve exposé le modèle qui doit motiver l'intégration ouvrière

La ville est devenue pour l'adversaire, pour les hommes qui exercent aujourd'hui un pouvoir toujours plus hostile et étranger à l'intérêt des masses, un terrain dangereux...

... A partir de 69, on assiste à la naissance de nombreux groupes, partis et collectifs qui se posent le problème de l'organisation. Le Collectif Politique Métropolitain est de ceux-là, qui nait à Milan du comité de base Pirelli (CUB Pirelli), du Groupe d'Études Sit-Siemens (GdS SIT SIEMENS), du Gds IBM, de quelques collectifs étudiants/travailleurs, de groupes de camarades (note) de l'Alfa Romeo, de la Marelli, des Téléphones d'État, du mouvement étudiant, ainsi que de militants inorganisés.

Annexe 6 : . . . LA MAIN-D'OEUVRE RURALE DU NORD

Entretien avec F. Platania, ouvrier FIAT et dirigeant du groupe LOTTA CONTINUA – publié dans **LES TEMPS MODERNES** Juin 1974

La classe ouvrière Fiat de la Résistance, de l'insurrection, de la reconstruction, avait été bouleversée jusque dans ses composantes sociales par la politique Fiat. A force de licencier les militants, de les muter, de les inciter à la démission, et à force de sélectionner les nouveaux, Valletta était arrivé à changer le visage de ses ouvriers. Sa politique amena le premier afflux massif de main d'œuvre non turinoise chez Fiat, (ça avait déjà commencé pendant les dernières années du fascisme, mais de façon beaucoup moins systématique et avec moins d'ampleur). C'étaient tous des ouvriers dont le lien avec la terre était encore solide et idéologiquement décisif. Paysans et fils de paysans, provenant des «zones blanches» du Piémont, ils étaient particulièrement sensibles aux arguments de la productivité, de la compétitivité, aux encouragements matériels ; ils étaient donc prêts à se faire avoir par la politique paternaliste du patron. Au moment de la récolte, le chef d'atelier distribuait des permissions, et ils étaient tout contents. Et s'ils réussissaient à se faire affecter au service de nuit, encore mieux : ils avaient toute la journée pour leurs champs *. Je me rappelle un camarade de Cesena qui était drôlement en avance sur son époque : il était absentéiste et se foutait complètement du travail. Quand il faisait beau, il arrivait devant la grille, flairait l'air et s'en retournait sur la Place d'Armes, où il y avait encore de l'herbe et il restait là toute la journée le ventre en l'air. Sa spécialité, c'était d'exploiter la crédulité et la résignation des culs-terreux.

Une classe ouvrière bouleversée dans ses composantes sociales

note : il en sera tout autrement avec les paysans du Sud, coupés de leur terre et de leurs racines culturelles, recrutés quand sera épuisé le réservoir de main-d'œuvre rurale du Nord

Annexe 7 : . . . LA FONCTION SOCIALE DE LA VIOLENCE QU'AUCUN VIEUX DISCOURS N'EST PLUS CAPABLE DE MAITRISER

Toni NEGRI : extrait de la «**lettre de prison**» écrite à Rebibbia en août 1979 et publiée par la revue CHANGE (Negri a été arrêté lors de la grande rafle du 7 avril 1979 – il est un des théoriciens les plus en vue de l'Autonomie)

Quel est cet ensemble de forces politiques, appelées sans plus «déstabilisantes» dans le langage politique italien ? C'est d'abord un ensemble de couches sociales prolétaires, un «nouveau» prolétariat qui a vu le jour au cours des dix dernières années (après 1968-69), après la restructuration productive qui a suivi les luttes ouvrières d'alors. C'est ensuite un ensemble de forces politiques, plus ou moins consistantes, qui se meuvent à l'intérieur de ces couches sociales, et en organisent la poussée salariale. Un ensemble complexe et très varié, aux bords duquel survivent des forces traditionnelles d'opposition, de type *troisième-internationaliste*, agissant souvent sur le terrain, de la lutte armée. Après 1968-69, l'État et le capital italiens se sont trouvés dans la nécessité de contre-attaquer le pouvoir ouvrier qui s'était constitué dans les grandes entreprises et qui freinait lourdement le développement des niveaux de productivité : des phénomènes déjà apparus dans les années soixante s'étaient diffusés massivement grâce aux luttes. Absentéisme, chute de la productivité en usine, refus du travail, élargissement organisé de la poussée salariale sur le terrain social par des actions d'autoréduction des loyers, des prix, d'autodétermination des coûts sociaux (services, hôpitaux, etc.). Tout cela s'était étendu démesurément. La contre-attaque capitaliste passa, sur le terrain politique, par l'accord avec le syndicat et le PCI pour rétablir l'ordre dans la société et des niveaux de productivité acceptables

Un nouveau prolétariat qui a vu le jour au cours des dix dernières années

dans l'usine. Nous sommes en état d'urgence, dit le PCI, pour sauver la nation acceptons de faire des sacrifices. En même temps, le cerveau capitaliste s'occupe de ses oignons, détruit toute concentration de la force de travail, émiette la production sur le territoire : imprimant à la force de travail une très haute mobilité. Les phénomènes de travail précaire et de travail au noir prennent une portée exceptionnelle : ils concernent près d'un tiers de la main-d'œuvre italienne, une masse d'environ sept millions de travailleurs. Cette restructuration attaque surtout les secteurs nouveaux de la classe ouvrière : les jeunes, les femmes, les gens âgés et les enfants... Le PCI défend la main-d'œuvre stabilisée dans les usines, en la rappelant au même moment à ses «devoirs productifs» ; le capital relève ses marges de profit en utilisant de façon sauvage des millions de travailleurs hors de toutes garanties sociales et d'État. Tout cela ne se produit pas sans résistances : celles-ci au contraire, se font de plus en plus fortes et chaque année enregistre des phases de lutte qui se placent toujours davantage en dehors de la représentativité syndicale et du parti communiste. Ces luttes sont appelées, justement, «autonomes». Elles sont vite vaincues dans les usines (même si elles renaissent à chaque fois, même en usine, dans les vides du contrôle syndical), mais elles s'étendent de façon impressionnante dans les services (chemins de fer, hôpitaux, écoles, universités, employés municipaux, transports routiers, etc.). De plus ces luttes s'unissent à celles des chômeurs, surtout dans le Sud, et à celles des jeunes et des femmes dans le Nord. Au printemps 1977, l'Italie est parcourue par un mouvement de lutte des jeunes qui a des caractéristiques insurrectionnelles, surtout à Bologne et à Rome. En 1977, le PCI, qui se prononce décidément pour la répression du mouvement de résistance et

Ces luttes sont appelées, justement, autonomes

de révolte, et qui accepte même formellement de faire partie du gouvernement de la répression avec la DC, perd dans une large mesure son contact avec les masses. Jusqu'aux élections de 1976, le Parti avait continuellement progressé en voix, sur la poussée de la résistance massive à la politique de la restructuration ; à l'époque une grande partie des autonomes votait encore pour lui. En 1979, le PCI essuie une dure défaite : il perd 4,5 % de ses voix en pourcentage absolu. Le Parti est en crise ; il doit choisir son camp : soit avec les corporations des ouvriers garantis et la moyenne bourgeoisie productive, soit interpréter les exigences et les besoins du nouveau prolétariat. (...)

(...) Le désordre italien est d'une part la somme d'une crise des institutions et des politiques constitutionnelles, et d'autre part la résultante d'un mouvement prolétaire qui n'accepte pas l'état actuel des choses. L'État autoritaire est né et se développe chez nous avec une dynamique qui semble souvent irrésistible, sur la base d'une crise sociale dont on n'entrevoit pas la solution possible. L'espace conquis par la classe ouvrière et le prolétariat, avec les luttes des années soixante, l'espace défendu par les luttes ouvrières des années soixante-dix ne peut plus être concédé par le pouvoir capitaliste et par les nécessités de sa production. Cette rigidité de la situation politique et la crise qui en découle ne peuvent être dépassées que par une très profonde modification de toute la structure politique. Mais, et c'est ici que le bât blesse, une bonne partie des forces politiques de la gauche, et le PCI en premier lieu, ne sont plus crédibles, au moins à moyen terme, parce que compromis dans la politique d'unité nationale, et parce que la critique de leur politique (et de la forme même de leur organisation, dont ne pouvaient provenir que pareilles erreurs) a été assumée par la conscience

Un État autoritaire et une Gauche brûlée dans des opérations opportunistes

de masse, surtout dans les nouvelles générations. Un État autoritaire et une gauche brûlée dans des opérations opportunistes : tout cela dans une situation de crise des rapports de classe et de contradiction des politiques économiques, qui traverse toute la société : c'est cela, la situation italienne.

Annexe 8 : . . . LA SECONDE RUPTURE EST BIEN PLUS PROFONDE ET PROMETTEUSE

extrait de : **IL CASO 7 APRILE** (le cas du 7 avril) de **G. BOCCA** – Feltrinelli – mars 1980

L'Autonomie n'est pas l'organisation que veulent présenter les inquisiteurs, elle n'est pas le noyau du parti armé ; elle est magma, confédération agressive d'enragés et de marginaux, floraison de nouvel ouvriérisme et aussi «obscure racaille», comme elle se définira elle-même. Un mélange d'élites ouvrières avancées et de Lumpen-prolétariat, de «soviétisme» et de «soixante-huitisme». Leurs signes de reconnaissance sont peu nombreux, mais, à leur manière, clairs : les autonomes sont pour les solutions de force, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Mouvement, et ils sont à la fois les plus divers et les plus éloignés des antifascistes traditionnels.

Nos désirs ne se contentent plus des espaces concédés par la loi

Le philologue qui voudrait étudier les voix de l'Autonomie aurait un matériel des plus abondant : ROSSO et SENZA TREGUA, le premier fondé par le groupe Gramsci de Madera et de Ricordi et passé ensuite à Negri, le second proche d'Oreste Scalzone. Et les autres, pêle-mêle : LINEA DI CONDUTTA, SENZA PADRONI (Alfa Romeo), LAVORO ZERO (Marghera), CONTRO IL PADRONE (Gênes), MAI PIU SENZA FUCILE (semi-clandestin), CONTROINFORMAZIONE, NELLA MISURA IN CUI (Pioltello), SESTO SENSO (Sesto San Giovanni) LA SCIMMIA, PUFF, SCHIZZO, GATTI SELVAGGI, I VOLSCI, WOW, COCCOLONE, A/TRAVERSO.

Les deux âmes du Mouvement, l'insurrectionnelle et la libératrice, la violente et la fantasque, arrivent dans l'Autonomie en même temps que les seccessionnistes des groupes...

... Abondent ceux qui réélaborent grossièrement la théorie des besoins de Heller, dans les variations de ABIOGENESI, DESIR, ZUTT et autres feuilles du courant créatif : «Investissons de notre désir la matérialité des choses. Nos désirs ne se contentent plus des espaces concédés dans le cadre de la loi... Voix, musique, orgasme, lutte, tout ça, c'est de la dynamite pure»

Voix, musique, orgasme, tout ça, c'est de la dynamite pure

... On pourrait ajouter les œuvres et les graffitis des autonomes bariolés, les indiens métropolitains* qui se considèrent «expropriés et enfermés dans des réserves comme les peaux-rouges» (voir AIGLE NOIR PARLE ou HO SEPPELLITO IL MIO CUORE A WOUNDED KNEE).

Il paraît clair cependant que la substance de l'Autonomie est plus noire que rose, plus portée à l'affrontement et à la rage, plus, physiquement, prolétaire... (...) Ici, dans l'Autonomie, il y a de tout ; ici, l'étiquette autonome s'applique aux antipodes : sont autonomes ceux du groupe CEN PO TA qui imposent la violence à l'intérieur de la FIAT, et, d'une façon ou d'une autre, se trouvent aussi dans l'aire de l'Autonomie les professeurs milanais : Sergio Bologna, éditeur d'une revue au niveau de la MONTHLY REVIEW, IL PRIMO MAGGIO, et Alberto Magnaghi

* 1977 à Rome, mouvement étudiant radical

Un détachement croissant des nouvelles générations par rapport au travail

qui dirige les recherches sur le territoire. Les dockers et les ouvriers du port de Gênes se proclament aussi autonomes, eux qui participent à la gestion de la ville du fait qu'ils sont depuis des années aux commandes du port ; et ces contrebandiers napolitains qui ont affiché le manifeste suivant se disent également autonomes : «A Naples la contrebande permet à peine de survivre à cinquante mille familles... On ne touche pas à la contrebande !». Sont autonomes encore les groupes les plus avancés et les plus durs du mouvement étudiant ...

(...) Mais tous devraient s'accorder sur un point : pour ces jeunes, les valeurs des générations élevées sous le fascisme et le stalinisme sont devenues insupportables. L'isolement à l'intérieur de la famille et de la grande ville est vécu comme quelque chose d'intolérable, et pour en sortir, on est prêt à courir le risque du terrorisme et de la prison.

(...) Faisons donc un rapide voyage dans les places fortes autonomes...

(...) L'Autonomie romaine est la plus divisée : d'une part, un groupe fermé, «soviétiste», ouvriériste et groupé autour du collectif de la via dei Volsci ; et d'autre part l'Autonomie originelle, provenant en grande partie du mouvement étudiant et de Potere Operaio, groupée autour de Scalzone et Piperno. Occupons-nous des Volsci, appelés ironiquement les volscheviks. Le groupe dirigeant est composé de communistes de formation, sortis du Parti au moment de la scission du Manifesto, et sortis du Manifesto après la fusion manquée avec Potere Operaio ; les gens de ce type sont attachés, très attachés aux valeurs anciennes, et presque archaïques, du mouvement communiste bolschevik : discipline, amour du prolétariat souffrant, schématisme idéologique. Leur mépris pour les «messieurs» Piperno et Scalzone égale celui qu'ils ont pour les intellectuels

de Lotta Continua (...) A la polyclinique, Pifano (note) et les autres ont choisi un terrain de lutte dédaigné par les syndicalistes, et considéré comme secondaire par les partis et les grandes confédérations syndicales : les hospitaliers...

... L'Autonomie de Milan est un creuset contenant des choses diverses. Entre 74 et 77, la ville vit des heures difficiles. Il y a des affrontements avec les fascistes, au cours desquels sont tués des camarades comme Varalli et Zibecchi ; des manisfestations violentes de plusieurs kilomètres, qui paralysent le centre et font apparaître révolutionnaire – aux yeux des touristes étrangers – une Milan qui n'est que névrotique.

Le mouvement prolétaire se conjugue au mouvement de libération

Partout naissent des cercles prolétariens, des radios libres. «Le mouvement prolétaire», observe Scalzone, «se conjugue au mouvement de libération». Cette alliance entre ouvriers marginalisés et étudiants apparaît la plus évidente au moment du festival du Parc Lambro. L'Autonomie... c'est aussi un nouveau mode de vie de la jeunesse : s'embaucher quelques mois dans «un travail de merde», mettre assez de côté pour vivre entre copains, parler de la révolution, et discuter de ses sectes. On s'habille avec quatre sous, et il y a toujours des tantes et des cousines chez qui passer la nuit. Systématiquement, les copains fortunés ont le devoir prolétarien de te prêter leur voiture, leur maison, et de te donner de l'argent (...)

L'Autonomie de Turin est la plus secrète : écrasée d'abord sous le poids de Lotta Continua et sous l'activisme de Potere Operaio, puis «criminalisée» par l'appareil du pouvoir turinois, par l'alliance entre la municipalité rouge et la grande entreprise automobile. On parle de cette Autonomie et de ses cercles comme d'un lieu de recrutement des formations terroristes, en particulier Prima Linea.

... Ici, l'origine de l'Autonomie et des

Le terrorisme devient riposte existentielle, refus total et suicide

autres formations subversives est plus sérieuse, plus tragique, liée de quelque façon aux profondes transformations de la classe ouvrière, au fossé de plus en plus grand entre les nouvelles générations et le travail. Le terrorisme suit cette faille originelle et devient là quelque chose de tout à fait différent du terrorisme des Curcio et des Franceschini : riposte existentielle, refus total et suicide.

(...) A Gênes, en revanche, l'Autonomie conserve une base ouvrière solide dans le collectif des ouvriers autonomes du port, syndicalistes qui traduisent en pratique le tournant des années 68 et les poussées du Mouvement, demandant, sinon tout, du moins beaucoup : surmonter la crise du port sans que les travailleurs, «qui n'ont déjà que trop payé», n'en fassent les frais, continuer la cogestion en conservant tous les emplois, même aux plus anciens. Le collectif portuaire n'est pas fortement hostile au Parti Communiste comme le sont les autres groupes autonomes (...)

La vie dans la périphérie métropolitaine a effacé les distinctions traditionnelles travail propre / travail dégueulasse, violence légale / illégale

Le discours de l'Autonomie sur la violence consiste plus à «chevaucher le tigre» qu'à être tigre, il constate que les jeunes ouvriers se sont désormais habitués à une violence généralisée. La vie dans la périphérie métropolitaine a effacé ou affaibli les distinctions entre travail propre et travail dégueulasse, entre violence légale et illégale, publique ou privée, et le recours au revolver n'apparaît pas plus scandaleux que le recours au couteau dans la société paysanne. Derrière les centaines de sigles (ou plus) du terrorisme diffus, se sont créés des comportements et des portes de sortie propres à la jeunesse. A Pero, un coin de l'hinterland milanais, la caserne des carabiniers a subi entre 74 et 78 une quinzaine d'attentats : il suffit d'avoir bu un coup entre copains pour décider : «et maintenant, si on allait tirer sur la caserne des carabiniers ?»

Annexe 9 : . . . LE VRAI OUVRIER PROFESSIONNEL A DISPARU

extrait de FIAT, **CONSEILS OUVRIERS ET SYNDICAT, M. Burnier,** Les Éditions Ouvrières 1980

La place des ouvriers sans qualification continue ainsi de croître dans l'industrie. Cependant il faudrait se garder de parler à ce propos de déqualification générale du travail ouvrier. De même que les années 1950 ont vu l'immixtion d'une nouvelle couche d'ouvriers sans qualification issus des campagnes, expulsant des entreprises les ouvriers porteurs d'une tradition politique de classe ou chargeant les autres des fonctions de commandement, les années 1960 et 1970 voient se poursuivre le mouvement de transfert des ouvriers qualifiés vers les secteurs à faible coefficient de capital (souvent des petites entreprises) ou vers des ateliers auxiliaires de préparation ou de maintenance, parallèlement à l'arrivée de jeunes pour qui le travail d'OS constitue le premier emploi. Ceci est nettement confirmé par la disparition progressive dans l'industrie automobile du vivier professionnel que constituaient les apprentis... Parler de déqualification générale du travail revient à observer la transformation de la répartition des qualifications de manière non dynamique. Il serait préférable de parler d'une fixité accrue dans la répartition des qualifications, ne préjugeant pas d'une mobilité plus forte des classifications. Cette fixité relative a pour origine la division augmentée entre une masse d'emplois sans contenu professionnel... et un nombre très restreint d'emplois demandant une qualification technique très poussée. L'introduction dans le processus de travail direct des machines à contrôle numérique ou des systèmes de gestion centralisés par ordinateur, conduit à éliminer la figure de l'ouvrier traditionnel détenteur d'un métier et d'un rapport d'intimité avec les machines...

Une fixité accrue dans la répartition des qualifications

Éliminer la figure de l'ouvrier traditionnel détenteur d'un rapport d'intimité avec les machines

Annexe 10 : . . . DISCUTER DE L'AMÉNAGEMENT ET DU RÉAMÉNAGEMENT ÉTERNEL DE LEUR MISERE

extrait de . Les conseils de délégués, article préparé par Lotta Continua pour **LES TEMPS MODERNES**, juin 1974*

Contester l'utilisation capitaliste du travail

L'«ambivalence entre représentation ouvrière et représentation syndicale» dont parlent les auteurs d'un rapport sur les délégués (note) n'est pas autre chose que le reflet d'une ambivalence de la classe ouvrière elle-même : celle-ci est simultanément force de travail et donc agent de la production et de la reproduction capitaliste, et classe potentiellement révolutionnaire, donc antagoniste vis-à-vis du mode de production capitaliste. Cette «ambivalence» se développe tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, en fonction de la faiblesse ou de la force de la lutte de classe, et ne cesse pas d'exister, si ce n'est à travers la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et l'abolition du mode de production capitaliste. Institutionnellement, le syndicat est l'organisation des vendeurs de force de travail, la face «bourgeoise» du prolétariat. Loin d'être une institution apolitique, c'est l'institution qui incarne historiquement la revendication politique bourgeoise des travailleurs et même des catégories qui jouissent d'un pouvoir contractuel supérieur sur le marché du travail capitaliste.

Quand la lutte ouvrière gagne une *autonomie* grandissante, – c'est-à-dire dépasse les limites de la négociation contractuelle sur le prix et l'utilisation de la force de travail, et tend à agir consciemment en exprimant sa volonté de classe antagoniste – elle tend aussi, inévitablement à construire une organisation *autonome* et à s'opposer au rôle *institutionnel* du syndicat. Cette opposition ne peut être résorbée par le syndicat que si l'*autonomie ouvrière* est repoussée et défaite. C'est alors l'«intégration» qui l'emporte ; dans notre cas, les délégués deviennent un organe du contrôle bureaucratique exercé par les syndicats.

Elle tend inévitablement à construire une organisation autonome et à s'opposer au rôle institutionnel du syndicat

Mais l'opposition au rôle institutionnel du syndicat peut aussi se prolonger sans parvenir à une rupture nette, elle peut rester «dialectique» quand l'autonomie de classe n'a pas la force et la maturité suffisantes pour se traduire en une organisation pleinement autonome et que, d'autre part, l'organisation réformiste n'est pas non plus assez forte pour la vaincre.

Il y a dans la tendance conseilliste, un aspect dont «la gauche syndicale» se sert comme un stimulant et d'un alibi pour limiter et appauvrir la politisation des délégués ; elle ne voit dans la lutte ouvrière qu'une contestation ponctuelle et graduelle de l'organisation du travail. Cette conception a son origine dans le thème du «contrôle ouvrier», caractéristique jusqu'en 1969-70 de la gauche ouvriériste du P.S.I.U.P. – surtout chez Olivetti, dans les usines textiles de la région de Biella et à la Fiat – et se trouve reprise par des dirigeants syndicaux «de gauche». Elle souligne la nouveauté radicale du délégué (par opposition à un type de représentation générale comme les Commissions internes et par analogie avec les Commissions d'atelier après la Première Guerre mondiale, et les Conseils de gestion après la Seconde Guerre) dans son rapport organique avec le «groupe de travail homogène». Le délégué est, dans cet-

*texte parsemé d'éclairs de génie quant aux transformations profondes qui travaillent la classe ouvrière contemporaine (en particulier l'opposition PROFESSIONNALITÉ/MASSIFICATION) ; il n'en reste pas moins entaché de tous les vieux mythes du mouvement ouvrier, vieux mythes qui font plus facilement avaler les couleuvres de la défaite : absence du parti de classe, qualité potentiellement révolutionnaire du prolétariat etc.

note «**Prospettive sindicale**», N° 2 – 1971 –

te conception, l'expression d'une base sociale précise, d'un groupe de travail homogène défini par l'organisation de la production (l'équipe, la chaîne ou une autre unité, etc.). Il reflète donc, pour la renverser, l'organisation du travail et en permet une contestation capillaire.

Cette conception a un aspect profondément juste. Ce n'est pas un hasard si les courants syndicalistes les plus conservateurs et les moins implantés parmi les ouvriers se battent pour un retour à des méthodes strictement électoralistes dans le choix des délégués (un délégué pour tant d'ouvriers électeurs) et pour l'abolition du rapport entre groupe ouvrier homogène et délégué.

C'est en partant de leur place dans le processus de travail que les ouvriers affrontent leurs problèmes communs les plus élémentaires, s'unissent, font connaissance et luttent ; et c'est ensemble, avec la forme la plus embryonnaire d'organisation collective – l'équipe, la chaîne, l'atelier, un secteur particulier –, qu'ils utilisent à leur avantage la rigidité et la fragilité du cycle productif. Tout cela est vrai et important. Mais il y a un autre aspect, profondément erroné et déformant : dans cette conception, le rapport entre délégué ouvrier et groupe ouvrier homogène est extrapolé sur le plan théorique, et l'on en vient à concevoir une organisation de classe complètement immergée dans la «professionnalité», la «conscience du producteur», le conflit entre producteur exproprié et organisation capitaliste de la production. La lutte de classe est ainsi limitée à l'organisation du travail avec ses caractères spécifiques ; elle est piégée, obligée de parcourir, sans pouvoir s'en détacher, la structure du flux productif et de se développer en reflétant les articulations de celle-ci, en passant de l'équipe à l'atelier, de l'atelier au département, du département à l'entreprise, puis

La revendication d'une organisation «à la base», «démocratique» dans le cadre du travail ne constitue pas en soi une menace pour le pouvoir capitaliste. Elle peut même le servir.

à la branche industrielle, etc. La conscience de classe est remplacée par la connaissance qu'ont les ouvriers de la production. Les luttes générales, les ruptures, les liens sociaux politiquement acquis finissent par apparaître comme étrangers à l'articulation «naturelle» de la lutte ouvrière. Point de départ, la lutte contre l'organisation du travail, équipe par équipe, finit par se transformer en point d'arrivée. Ce n'est pas un hasard si cette conception continue à attribuer beaucoup d'importance à la «qualification».

Cette conception fait un grave contre-sens sur les caractéristiques des luttes au cours desquelles fut d'abord introduite l'organisation des délégués ; elle hypothèque non moins gravement l'avenir de celle-ci En 1968-69, l'explosion de la lutte se concentra sur les thèmes généraux et unifiants : salaire, abolition des primes, dépassement des catégories. Elle négligea et dépassa les méticuleuses expériences gradualisantes de l'organisation interne, qui découlaient de la syndicalisation et de la «professionnalité» plutôt que de la massification du travail.

Le syndicat avait besoin d'une organisation largement ramifiée pour contrôler les formes nouvelles de combattivité ouvrière. Il voulait réaliser une apparence de démocratie formelle susceptible de faire admettre le système à l'avant-garde de masse de la nouvelle classe ouvrière qui travaille sur les chaînes de montage des grandes usines. Il s'agissait de renforcer la présence syndicale dans la masse des travailleurs pour en faire la cheville ouvrière du processus : développement économique – paix sociale – démocratie «progressiste».

Nous avons montré plus d'une fois combien l'organisation bureaucratique du syndicat est étrangère à la nouvelle classe ouvrière, en grande partie immigrée et déqualifiée, de la grande production en série.

L'explosion de la lutte négligea les expériences gradualistes qui découlaient de la syndicalisation et de la professionnalité plutôt que de la massification du travail

Ce fait n'a pas tant pour cause l'«absence de tradition de lutte et d'organisation» des ouvriers des chaînes (souvent porteurs des plus riches expériences de lutte acquises dans le Sud et dans l'immigration européenne) que la dégénérescence complète de l'idéologie productiviste des syndicats, habitués à identifier l'«ouvrier conscient» avec l'«ouvrier très qualifié», la conscience prolétarienne avec la «conscience professionnelle du producteur» (!). A la Fiat, en 1969, les bureaucrates syndicaux en arrivaient à justifier par des arguments racistes leurs attaques contre les luttes autonomes, en opposant la «conscience de classe» des ateliers les plus syndiqués (certains ateliers de la mécanique, avec une majorité de postes de travail individuels, les plus difficiles à gagner à la lutte) au «désordre sous-prolétarien» des masses ouvrières sur les chaînes de la carrosserie ; ils accusaient ces derniers de «corporatisme» au moment où elles revendiquaient le plus fortement l'égalité des salaires et l'unification des classifications !

Grâce au délégué, on voulait normaliser, déplacer la puissance et la spontanéité sur le terrain de la concertation permanente, pour la châtrer

Grâce au délégué, on voulait donc normaliser les luttes, en déplacer la puissance et la spontanéité sur le terrain de la «concertation permanente», pour l'emprisonner et la châtrer. Tel est le but poursuivi à la Fiat Mirafiori et dans les autres usines où l'autonomie des luttes atteindra des sommets.

Mais le délégué doit aussi servir à créer une organisation adaptée à la production, pour règlementer une exploitation «équitable», acceptable par les ouvriers ; vont dans cette direction le délégué qui contrôle les cadences et les tableaux de primes, le délégué qui attribue les qualifications ; en somme, on veut remplacer l'organisation répressive des gardiens, chefs et petits chefs par une organisation «ouvrière», masquer l'organisation patronale de la production par

l'«auto-règlementation ouvrière». Les luttes de 1969 et 1970 généralisent et font partager à la majorité de la classe ouvrière certains des contenus qui caractérisent les points les plus avancés de l'autonomie.

De la Fiat à toute l'Italie, le refus de l'organisation capitaliste du travail, la revendication égalitaire concernant les salaires, les catégories, la parité avec les employés, la «lutte dure sans peur» deviennent le patrimoine de la classe ouvrière. Les syndicats, comme on dit alors, «chevauchent le tigre». Partout l'on propose la création du délégué syndical, partout cette proposition est sanctionnée par les accords syndicaux. Mais il y a mille contradictions.

Nous sommes tous des délégués

On peut, en résumé, indiquer trois situations-types : dans la première, l'idée du délégué syndical se heurte aux avant-gardes autonomes qui sont en train de s'organiser sur les chaînes et dans les ateliers ; par cette proposition, le syndicat cherche à rentrer dans l'usine et à rétablir son contrôle sur les luttes. Dans la seconde, le délégué et le conseil d'usine naissent par contagion : en l'absence d'une initiative directe du syndicat, ils n'ont pas grand chose à voir avec la conception du délégué comme démultiplication du syndicat dans l'usine. Ils constituent une véritable organisation ouvrière pour la lutte (c'est souvent le cas dans les entreprises petites et moyennes, dans ces usines traditionnellement négligées par le syndicat et que ne touche pas directement l'intervention extérieure des nouvelles avant-gardes de classe). Dans la troisième situation-type, le délégué et le conseil d'usine sont institués bureaucratiquement, essentiellement pour remplacer les vieilles commissions internes. Il s'agit d'un geste en faveur de l'homogénéité formelle des structures syndicales, bien plus que d'une volonté de contrôler les luttes.

C'est dans le premier cas qu'a lieu

un affrontement politique véritable autour de l'idée du délégué syndical...

... «Nous sommes tous des délégués». Face au patron, nous sommes tous délégués.

Les syndicats au contraire s'efforcent d'imposer l'élection du délégué en la faisant apparaître comme un besoin des ouvriers. Tandis que les ouvriers d'une équipe ou d'un atelier contestent le salaire au rendement de la seule façon possible, par la grève ou bien en réduisant la production, le syndicat impose de désigner un délégué qui se charge de contrôler les tableaux de la direction, de vérifier s'ils sont respectés pour en référer éventuellement à la C.I., etc. Tandis que les ouvriers font la grève et réclament la même classe pour tous, le syndicat impose de nommer un délégué qui contrôle la répartition des classes, en en inventant une nouvelle, extra ou super, à l'occasion.

En somme, les ouvriers n'ont que faire de ce délégué. Il est même, pour eux, un ennemi. C'est le syndicat, le patron en somme, qui en ont besoin. Ils en ont besoin parce qu'ils ne peuvent admettre la lutte contre l'exploitation et ne veulent négocier qu'une exploitation «raisonnable».

Annexe 11 : . . . AUTONOMIE OUVRIERE OU FUSIL. AUTONOMIE TOUT COURT. FUSIL.

L'ESPRESSO – mars 1979 –

Les cadavres de deux commerçants étaient encore chauds, que les communications téléphoniques commençaient à arriver aux rédactions des journaux : les Prolétaires Armés pour le Communisme revendiquaient l'homicide du boucher vénitien. Deux jours après, à Milan, arrivait

un communiqué surprenant : nous, Noyaux Communistes pour la Guerre Prolétarienne, disons que Torregiani et Sabbadin étaient deux sales spécimens de cette bourgeoisie devenue grasse et opulente en rançonnant la classe ouvrière. Ce sont aussi deux assassinats commis non par des bandits mais par des prolétaires qui tentent de se réapproprier ce que le système capitaliste leur ôte tous les jours. Quiconque les a exécuté a accompli un geste parfaitement révolutionnaire auquel nous applaudissons. Que les orfèvres et les boutiquiers qui affichent leur envie de s'armer et de tirer fassent attention. Les prolétaires considéreront cela comme une déclaration de guerre à laquelle ils répondront par la guerre.

Certainement, ils sont très arriérés en fait de conscience historique, ils ne connaissent ni l'art, ni l'art de vivre (G. Sanguinetti) ! !

Annexe 12 : . . . VARIABLE DE LA SOUS-PROLÉTARISATION ET DE LA DÉLINQUANCE

METROPOLI – N • 5 – juin 1981 –

Palerme métropole. Palerme des bandes de jeunes. Palerme contre. Contre les institutions parce que contre la maffia, et contre la maffia parce que contre les institutions. Palerme moderne parce qu'illégale.

Voilà une donnée nouvelle : un groupe entier, jeune, marginal, précaire, qui, il y a quelques années encore, était le support et la masse de manœuvre du pouvoir maffioso, s'organise de façon autonome, devient intolérant, déloyal, insaisissable. Il rompt avec les anciennes tutelles et donne lieu à de micro-organisations toujours en marge de la légalité ; dans un même mouvement, il essaie de sortir de la misère absolue dans lequel il est jeté, et de reconquérir le goût fascinant de la vie.

Des jeunes fatigués de ne jouir de la richesse sociale qu'en écrasant leur nez sur les vitrines

Ce sont des jeunes fatigués de ne jouir de la richesse sociale qu'en écrasant leur nez sur les vitrines. Ils laissent derrière eux les petites rues étroites du «centre historique» ou les cités-dortoirs de la périphérie, bien décidés à participer à la vie d'abondance de «l'autre ville».

Contrairement à ceux qui sont recrutés par la maffia, la gestion du ghetto ou d'un territoire spécifique, uniquement générateurs de travail précaire et de frustrations, n'offre aucun intérêt à leurs yeux.

Les bandes se constituent dans les quartiers mais se dissolvent et s'évanouissent, selon leurs exigences du moment, dans un système métropolitain détourné dès qu'elles entrent en contact avec lui.

Elles se rencontrent rarement, évitant ainsi cette répartition rigide par zones métropolitaines sur lesquelles maffia et institutions avaient construit un «modus vivendi» et un efficace contrôle social.

L'invasion de la ville par les bandes de jeunes ouvre une crise de la segmentation organisationnelle maffiosa, et jette les prémisses de très dures représailles. Pour les jeunes qui échappent aux filières de ceux qui ont toujours organisé la marginalité, il n'y a plus de protection : l'application de la loi se fait extrêmement rigoureuse. Sur environ 900 détenus de la prison de l'UCCIARDONE, 250 à peu près ont entre 18 et 25 ans. Et parmi eux, presque 80 % sont marqués par une entrée très précoce dans le monde du travail (à partir de 8-9 ans), et sont passés plus d'une fois par les instituts pénitentiaires pour mineurs.

(...) Recueillir les voix de ces bandes n'est pas une entreprise facile. Pour ceux, qui, comme elles, ont beaucoup d'ennemis, la défiance et la réticence sont de mise.

Aussi les interviews que nous rapportons sont-elles maigres et pleines de lacunes. Mais ce n'est pas pour cela, semble-t-il, qu'elles sont moins significatives du «nouveau» qui inquiète Palerme (...)

Suivent des interviews dont nous extrayons le passage suivant

Se réapproprier ce que le système capitaliste leur ôte tous les jours

METROPOLI : Beaucoup de jeunes vivent comme vous ?

RINO : Vous devez savoir qu'aujourd'hui celui qui peut s'arranger, s'arrange. Dans notre zone, il y a pratiquement de tout. On commence par faire dans la stéréo, les roues, les voitures, et puis on donne dans les appartements, les...

METROPOLI : Comment avez-vous commencé ?

ANTONIO : Nous avons commencé en allant à la STANDA (note), voler des vestes, des manteaux et à les vendre dans les écoles. Puis nous avons aussi démonté des roues, maintenant nous faisons les appartements, et quand tout va bien, nous braquons aussi des bijouteries...

note : **LA STANDA,** grand magasin italien.



Inscription murale à Palerme

Annexe 13 : . . . FRACTURES QUE L'ORDRE ÉTABLI NE PEUT TOLÉRER

Art. 3. Dopo l'art. 270 del codice penale è aggiunto il seguente:

« Art. 270-*bis* - *Associazioni con finalità di terrorismo o di eversione dell'ordine democratico.* — Chiunque, al di fuori dei casi previsti dall'art. 305, promuove, costituisce, organizza o dirige associazioni aventi finalità di terrorismo o di eversione dell'ordine democratico è punito con la reclusione da sette a quindici anni.

Chiunque partecipa a tali associazioni è punito con la reclusione da quattro ad otto anni ».

Art. 6. Quando nel corso di operazioni di polizia di sicurezza volte alla prevenzione di delitti se ne appalesi l'assoluta necessità ed urgenza, gli ufficiali e gli agenti di pubblica sicurezza possono disporre il fermo di persone nei cui confronti, per effetto del loro comportamento ed in relazione ad obiettive circostanze di tempo e di luogo, si imponga la verifica della fondatezza di indizi relativi ad atti preparatori di uno dei delitti indicati nell'art. 165-*ter* del codice di procedura penale, o previsti negli articoli 305 e 416 del codice penale.

Gli ufficiali di pubblica sicurezza possono sottoporre il fermato a perquisizione personale ed assumere sommarie informazioni dal medesimo, osservate le disposizioni di cui all'art. 225-*bis*, secondo comma, del codice di procedura penale.

Gli ufficiali di pubblica sicurezza possono trattenere il fermato per il tempo strettamente necessario in relazione alle esigenze che hanno determinato il fermo e comunque non oltre le quarantotto ore. Ove gli indizi risultino infondati il fermato è immediatamente liberato, altrimenti è tradotto in carcere a disposizione del procuratore della Repubblica.

In ogni caso gli ufficiali e agenti di pubblica sicurezza devono dare immediata comunicazione del fermo e della perquisizione al procuratore della Repubblica.

Entro le quarantotto ore devono essere comunicati al procuratore della Repubblica i motivi che hanno determinato il fermo e la perquisizione.

Il procuratore della Repubblica, ricevuta la comunicazione di cui al comma precedente, nel caso in cui risultino fondati gli indizi di cui al primo comma, convalida il fermo e la perquisizione. Ove, invece, emergano sufficienti indizi in ordine ad uno o più delitti indicati nel primo comma dell'art. 238 del codice di procedura penale, si applicano le disposizioni del quarto e quinto comma dello stesso art. 238. Negli altri casi il procuratore della Repubblica dispone la liberazione del fermato al più tardi entro quarantotto ore dalla comunicazione di cui al comma precedente.

Il Ministro dell'interno ogni due mesi presenta al Parlamento una relazione sui fermi operati ai sensi del presente articolo.

Le disposizioni del presente articolo si applicano per la durata di un anno dall'entrata in vigore del presente decreto.

Décret-Loi du 15 décembre 1979 n°625

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

«Et ils ont répondu à notre lutte par l'hiver de la raison»

Période	*Situation générale du Capital*	*Mouvement de subversion*
ANNÉES 50 RÉPRESSION / PREMIERES MUTATIONS *annexes a, b, c,*	– **boom dans l'industrie automobile** – recrutement permanent d'OS **dans les zones rurales / généralisation du travail «à la chaîne» / augmentations de la productivité** – uniformisation du profil **de l'ouvrier** – répression **à tout crin contre le PCI et les syndicats de gauche, qui ont pourtant été les moteurs de la remise en marche**	– **résistance passive ou clandestine à la nouvelle organisation de la production** de la part **d'une** classe ouvrière en voie de déqualification – échec du projet de «contrôle ouvrier **sur la production» développé par les syndicats de gauche : première rupture entre classe ouvrière et production déshumanisée** – le fossé commence à se creuser **entre la tradition ouvrière de type troisième internationale et la nouvelle attitude défensive, concrète, du prolétariat sur ses lieux de travail (nouvelle attitude définie par les uns comme «démobilisation», par les autres comme naissance d'une «nouvelle sensibilité ouvrière»)** – **1959 : «hiver milanais»**
ANNÉES 60/68 CRISE DES SYNDICATS / NOUVELLES FORMES DE LUTTE *annexes d, e, f, g*	– **restructuration/répression toujours** – **succès patronaux contre les syndicats de gauche** – reprise économique **internationale/crise de croissance de l'industrie italienne** – **tentative d'**utiliser les organisations ouvrières traditionnelles **pour rationaliser et autoréguler la croissance**	– **premiers signes d'un «redressement ouvrier» : conflits violents dans les petites entreprises ; peu d'intervention des ouvriers FIAT** – dichotomie ripostes ouvrières sauvages / idéologie syndicale, **suivisme des organisations traditionnelles** – **premières «utilisations ouvrières» du syndicat** – apparition des comités **de base, comités ouvriers etc dans les grèves dures** – **1960 : luttes gênoises («insurrection de Gênes») et conflits dans toute l'Italie** – **1961 : naissance des QUADERNI ROSSI** – **1962 : FIAT** – Piazza Statuto – **1963 : grève spontanée à Porto Marghera (Vénétie)** – **1965 : luttes/révoltes à Trieste, à Gênes** – **1967 : Trente, son UNIVERSITÉ NÉGATIVE** – **1968 :** luttes étudiantes «comités de base» **dans les usines**
ANNÉES 69/70 LES TEMPS FORTS DU MAI RAMPANT *annexes h, i, j*	– **bonnes perspectives pour l'industrie mais** crise institutionnelle – explosion urbaine **dangereuse dans le Nord** – **multiplication des conflits ouverts / «début du Mai rampant»** – **le 12 décembre 1969, «STRAGE DI STATO» (massacre d'État)** Piazza Fontana – **en avril 70, la production est bloquée par les** grèves autonomes **chez FIAT, LANCIA, SNIA Milan, O.M., INNOCENTI** – **13 juin 70 : défaite électorale du PCI**	– **luttes spontanées, souvent extra-revendicatives** – refus du travail, de la hiérarchie – **refus et réaménagement de la délégation des pouvoirs : par exemple, création de délégués «horizontaux» (et non plus «verticaux»), d'organes de lutte «à la base» (et non d'organes de «direction» des luttes)** – extension des luttes à tout le tissu social **urbain : logement, transport etc** – **en 1969, naissance à** Milan **du COLLECTIF POLITIQUE MÉTROPOLITAIN qui aura une importance décisive dans le développement du mouvement autonome milanais, et dans le développement des groupes «combattants»** – à partir de septembre 1969 : AUTOMNE CHAUD **dans les entreprises, les quartiers, les universités** – **décembre 1969 : lutte de FIAT, autour de la signature des accords contractuels**

annexes k, l, m

DÉBUT DES ANNÉES 70
LES BEAUX JOURS DE L'AUTONOMIE OUVRIERE/ LA GAUCHE CHEVAUCHE LE TIGRE / I° RUPTURE

annexes n, o, p

annexes q, r, s

– le 7 juillet 70 : coup d'arrêt des syndicats qui acceptent le retour aux 44 heures
– crise gouvernementale, virage à droite du pouvoir
– 22 juillet 1970 : un attentat fasciste provoque le déraillement d'un train dans le Sud : 6 morts, 50 blessés
– juillet à septembre 1970 : évènements violents à REGGIO DE CALABRE ; le pouvoir a échoué à faire une véritable diversion

– préparation du compromis historique, défini officiellement en 73, expérimentation d'une collaboration rationnelle Patronat/État/Organisations ouvrières
– été 70 : effet du «decretone» du gouvernement Colombo, qui frappe durement les consommateurs
– le commandement capitaliste reconnaît l'inévitabilité des conflits de classe, et même leur intérêt dans le procès permanent de restructuration
– 1972/1973 : phénomène évident de bureaucratisation des organes de délégation des pouvoirs ouvriers : de nombreux délégués sont «récupérér» par la politique modérée de la direction-pilote FIAT, ce qui correspond à une victoire dans sa perspective de créer un nouveau consensus avec des hommes nouveaux de la classe ouvrière
– automne 1973 : crise internationale / politique d'austérité «decretone dell'austerita» / inflation galopante
– 1974 : attentat fasciste à Brescia (8 morts, 94 blessés) et attentat fasciste à Bologne (12 morts, 105 blessés)

– janvier 1970 : l'ALFA ROMÉO rompt la trêve établie, tant bien que mal, après les accords de 1969
– avril et mai 1970 : grèves autonomes dans les citadelles ouvrières
– juin et juillet 1970 : cortèges durs et massifs dans les rues
– 7 juillet : virage à droite Patronat / Syndicats / Gouvernement
– automne 1970 : alors que les luttes se multiplient, les syndicats font le mort. Parallèlement, les interventions de nervis patronaux se multiplient à l'usine
– en décembre 1970, les syndicats prennent le train en marche en consacrant officiellement les conseils ouvriers comme «instance de base du syndicat» (!)

– mutation généralisée de l'idéologie ouvrière : l'apologie du non-travail remplace les anciennes idées «socialistes» de gestion de la production, de respect du travail et de l'outil
– violences ouvrières, sabotages et absentéisme auxquels Agnelli répond à la FIAT par des licenciements et des mises en chômage technique
– liaison luttes métropolitaines / nouvelles formes de luttes dures dans les usines
– 1971 : apparition des Brigades Rouges dans un contexte prolétarien
– 1972 : PÉRIODE CHAUDE : en janvier, luttes de Porto Marghera ; en février, luttes autour du procès Valpreda ; en mars, luttes milanaises ; en automne, lutte contractuelles et actions B.R. à la FIAT
– 1972 : première «séquestration» des BR

– en mars 1972 : assassinat de l'éditeur Feltrinelli, 46 ans, l'un des fondateurs des GROUPES ARMÉS PROLÉTARIENS (GAP) ; à cette occasion, vague de répression contre LOTTA CONTINUA et POTERE OPERAIO
– les «expropriations prolétariennes», les réappropriations, les squatts, les auto-réductions, se multiplient dans les grandes villes : c'est LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE
– janvier 1973 : manifestations anti-fascistes contre le Congrès du MSI prévu à Rome
– en 1973 : face à la politique d'austérité et aux réactions syndicales, la classe ouvrière est déboussolée : c'est le creux de la vague
– 1974 : bilan de l'institutionnalisation des conseils ; les sections syndicales d'usine se renflouent
– 1974 : les Brigades Rouges séquestrent SOSSI, les révélations sont si frappantes qu'elles font de SOSSI un mort en puissance, terrorisé par la perspective de représailles de l'appareil d'État à son égard au moment de sa libération.
– 8 septembre 1974 : arrestation d'un «chef historique» des Brigades Rouges: Renato CURCIO
– 1975 : premier tournant stratégique des BR

annexes t1, t2, t3

— à partir de 74, offensive générale contre l'indiscipline ouvrière et l'absentéïsme : mises à pied, licenciements, pour motif de «rebellion»
— «déconcentration» et atomisation des secteurs combattifs, mobilité sauvage de la main-d'œuvre : C'EST UN COUP D'ARRET AU MAI RAMPANT
— au niveau gouvernemental : problèmes constitutionnels et législatifs face à «la lutte armée»
— 1974 : une loi porte la durée limite de la détention préventive à 8 ans

FIN DES ANNÉES 70
BLOCAGE DU MAI RAMPANT /
LA GAUCHE CRIMINALISE LA VIOLENCE /
2° RUPTURE

— février 1978 : les syndicats ouvriers réunis adoptent le principe de la reconnaissance des nécessités de la productivité, et condamnent grèves et absentéisme
— 16 mars 1978 : enlèvement de MORO par les Brigades Rouges

annexes u1, u2, u3, u4

— 1979 crise du PCI écrasé entre sa base ouvrière et ses options politiques
— le 7 avril 1979 : virage à droite de l'appareil répressif, grande rafle dans les milieux autonomes, arrestations des «chefs historiques» de l'Autonomie comme Antonio Negri, Scalzone etc...
— 2 août 1980 : attentat fasciste de Bologne (le plus meurtrier de l'histoire de la République : 85 morts, 200 blessés)

annexes v1, v2, v3, v4, w, x

— 1981 : la restructuration et le «dégraissage» des effectifs marchent bien, merci
— mars 1982 : le PCI abandonnerait sa stratégie de «compromis historique»

— recul des comités d'usine / luttes informelles et imprévisibles
— crise de l'autonomie ouvrière : coupure entre partisans de la lutte armée et partisans de l'investissement individuel dans les pores du tissu social ; entre partisans de la marginalisation et partisans du retour dans le giron syndical etc
— les partisans de la lutte armée théorisent la possibilité - 1) d'un «réveil» de la classe ouvrière par des actions exemplaires - 2) d'une prise du pouvoir à court terme
— coupure entre l'ordre moral du PCI, de la gauche, rejointe par une bonne partie de l'extrême gauche, et la jeunesse radicalisée, dans les usines, les quartiers, les universités.
Exemple : la «réception» réservée à Lama à l'Université de Rome, le 17 février 1977
— 1977 : luttes très violentes à Rome, à Bologne (les Indiens Métropolitains), où se mêlent étudiants, chômeurs, jeunes en général C'EST LE COEUR DE LA VÉRITABLE ET DÉFINITIVE RUPTURE entre le pôle PCI et le pôle radical

— années 1979 / 1980 : sabotages et grèves bouchons font des ravages ; les syndicats ont repris du poil de la bête, les comités sont «récupérés», mais tous sont dépassés par une forme nouvelle qui surgit pour les contourner : celle des divers «collectifs» qui mènent la lutte sans utiliser aucune forme de médiation, et apparaissent et disparaissent selon les besoins
— le 7 avril 1979 : rafle dans les milieux autonomes ; une seconde rafle est organisée le 21 décembre
— les années 79 et 80 connaissent des vagues de licenciements, d'arrestations, de perquisitions, de répression en général sous le prétexte de rebellion contre l'ordre public

— en avril 1981 : à Rome, se tient une assemblée contre la répression
— 1981 : on annonce une nouvelle stratégie des BR : elle sera tournée vers le travail dans les entreprises ; mais on parle de plus en plus d'une crise interne du groupe, tant organisationnelle, que psychologique et politique.
— début 1982 : répression dans les milieux autonomes et syndicaux suite à l'affaire Dozier

annexe a : **UN «RETROUSSEZ VOS MANCHES» ITALIEN**

Comme on fait son lit, on se couche. Le choix politique de «reconstruction de l'économie italienne» du PCI est fondamental pour l'évolution du mouvement ouvrier d'après-guerre : il le conduit à émasculer, en premier lieu, les objectifs immédiats de nombreux «partisans», et en second lieu la nouvelle sensibilité ouvrière. Défendant les intérêts du patronat italien, il affaiblit dans le même temps son implantation, et laisse bientôt ses militants en butte à la répression des années 50.

«Beaucoup de camarades partisans sont sans travail, pense le partisan. Alors ? Comme avant la guerre ? Il est perplexe... Il retourne au travail et travaille dur. Il s'aperçoit que dans le travail, il retrouve VIGUEUR ET ESPÉRANCE».
RINASCITA – 1/2/1946

L'Italie est le pays où on fait le moins grève.
Togliatti – 1946

«La cellule d'usine et les camarades responsables doivent par leur exemple inciter au travail, à la discipline».
Bulletin de la Fédération milanaise du PCI – juillet 1945

«Les ouvriers, quand nous avons commencé à travailler et à faire comprendre que pour être un bon camarade, il faut produire et faire son devoir, alors ils nous ont traités de fascistes. Quand la cloche sonnait à 5 h 15, à 4 h ils étaient déjà au vestiaire. Spécialement à 4 h 30 ils étaient déjà à la grille... La liberté, ils l'ont interprétée comme ne plus rien faire. Le matin, ils entraient à 8 h 30, puis prenaient leur petit déjeuner».
Un délégué syndical de Fiat-Mirafiori (cité par M. Burnier dans Fiat : Conseils ouvriers et syndicats)

annexe b : **LA RÉSISTANCE OUVRIERE AU TAYLORISME**

La restructuration capitaliste, (et ce sera le cas pour toutes les longues années qui vont suivre), épaulée par l'idéologie tiers-internationaliste du PCI, fait son chemin par la force.

La formule du «désintérêt des ouvriers pour la production», utilisée par quelques auteurs qui brossent un tableau de cette époque, est une litote pour qui observe le comportement des intéressés.

Après l'abolition totale de la prime individuelle de rendement pendant la guerre, les ouvriers s'opposent de mille manières à la réintroduction des stimulants au travail. Un véritable «ostracisme d'atelier» est appliqué aux chronométreurs et aux analystes de la production. Chez Aeritalia-FIAT, les ouvriers avaient peint sur le mur une énorme horloge, accompagnée d'une légende en gros caractères : «JAMAIS PLUS LE CHRONOMETRE». Ils ne veulent pas être «la carcasse du temps»... Les vieux ouvriers répétaient continuellement aux jeunes «Acceptez tout mais n'acceptez jamais le calcul des temps». Il faudra plusieurs années à la FIAT pour réduire cette résistance, et elle n'y parviendra qu'à travers des licenciements massifs touchant plusieurs milliers d'ouvriers, au début des années 1950.

Les Conseils de gestion s'emploient à convaincre les activistes de base de l'utilité du rendement. Ils diffusent les écrits de Lénine sur la nécessité du taylorisme.
Michel Burnier-Fiat : Conseils ouvriers et syndicats

annexe c : **«LA CHASSE AU ROUGE» chez FIAT**

C'est la période en creux ; recul des syndicats, de la «politisation» traditionnelle (elle ne s'en remettra jamais tout à fait en Italie, voir *un cercle définitivement refermé* dans la 3ème partie). Des résistances souterraines, individuelles, montrent, s'il en était besoin, la permanence du mouvement de contestation de l'ordre existant, quand bien même manquent les canaux officiels d'expression.

Je suis entré chez Fiat le 14 juin 1950 (1). C'était très difficile de se faire embaucher, on y entrait par copinage, parenté, magouillage. Je m'étais même adressé à un syndicaliste du Conseil de gestion (il touchait des bakchiches, lui aussi), qui m'avait répondu : «Pas la peine de t'adresser à moi : désormais nous ne comptons plus pour rien !». La politique de recrutement était la pierre angulaire du régime d'usine instauré par Valletta : surtout pas de surprise ; on filtrait les nouvelles recrues grâce aux ramifications d'un réseau de renseignements dont les principaux appuis étaient la paroisse et la caserne des carabiniers. Entrer dans la «grande famille» de Valletta était impossible pour des «subversifs».

Mon père était cordonnier ; dans la boutique à côté, l'horloger m'a donné l'adresse d'un prêtre, celui de l'église de la via Arsenale : «Il faudra lui filer à peu près un mois de salaire, mais tu verras que ça marchera.»

J'avais vingt-trois ans, je voulais me marier, m'installer. Tout de suite après la guerre, profitant du «décret n° 8», je m'étais engagé dans la «Folgore». Le décret n° 8 permettait aux ex-partisans (entre dix-huit et vingt ans, et avec au moins six mois prouvés d'activité combattante) de se libérer définitivement de toute obligation militaire, s'ils s'engageaient pour un an. Ils avaient la solde d'engagé volontaire en prime. On voulait par là mettre au rancart tous les jeunes cadres de la Résistance qui ne voulaient pas entendre parler de «retour à la normale» et maintenaient une agitation permanente. La «Folgore» était bourrée de monarchistes et de fascistes ; très peu avaient vraiment fait la guerre, la plupart s'étaient embusqués en Sardaigne. Mais ils chantaient «Giovinezza» le matin, se donnaient de grands airs, se foutaient de nous. Tous les jours ça châtaignait, jusqu'au soir où on s'est carrément tirés dessus. Après le service, j'avais fait un peu tous les métiers : laveur, tourneur dans une usine de jouets, ou encore j'aidais mon père. J'avais aussi travaillé dans l'entreprise qui avait installé sur l'Éremo le premier relais expérimental de télé. Encouragé par le chef d'équipe, Merlo, j'avais demandé à entrer à la R.A.I., mais ma concierge, croyant m'aider, avait dit aux enquêteurs que j'avais été dans les G.A.P. (2). Je ne fus pas engagé à la R.A.I.

Fiat, pour moi, c'était la sécurité économique, le premier pas vers le bien-être, la possibilité de fonder une famille. C'étaient les mythes qui circulaient alors, et ils prenaient pas mal ceux qui, tout jeunes, avaient vécu un certain nombre d'expériences plutôt chaudes. On était fatigué.

... Le degré de dépolitisation était épouvantable. L'écrasante majorité était des culs-terreux.

Pour les camarades du P.C.I. c'était une situation difficile. Et pourtant, je me rappelle qu'il y en avait qui ne lâchaient pas, qui résistaient aux intimidations du patron, au découragement, à l'état d'abandon dans lequel les laissait le parti (qui commençait justement alors le démantèlement de ses cellules d'usines).

Il y avait un collecteur nommé Parigi, qui tenait en main toute l'équipe et était aimé et respecté des ouvriers. Parigi contrôlait la vitesse de la chaîne, qui était réglée sur l'heure solaire. Il fallait aller plus vite le matin, plus doucement l'après-midi. Il se servait de sa montre, et de traits tracés à la craie par terre, et s'il s'apercevait que la chaîne allait trop fort, il sifflait et toute l'équipe s'arrêtait. C'étaient lui et trois ou quatre de ses fidèles que le chef, en m'accueillant, m'avait soigneusement indiqués comme «ceux qui foutent la merde». Il y avait aussi les syndicalistes de la commission interne, et ceux du conseil. Mais ceux-là, on ne les voyait jamais, sauf quand ils rappliquaient pour inviter Parigi à ne pas trop mettre de bordel. Parigi crachait par terre et leur tournait le dos. Mais ces camarades étaient peu nombreux, on les montrait du doigt : «Ceux-là font de la politique !». C'était ce que te ressassaient les chefs, à mi-voix, jusqu'à l'obsession. Les chefs étaient le

meilleur instrument de la politique de Valletta. Tout l'aspect paternaliste de Fiat, c'était eux qui l'incarnaient, et pour ça ils étaient du tonnerre. Ils s'intéressaient à ta famille, à tes problèmes, à ta vie privée...

... Et puis il y avait la «chasse au rouge». Fouille à l'entrée et à la sortie : si on trouvait *l'Unità* sur toi, tu étais viré. Un type de mon équipe venait travailler avec un maillot rouge, le chef le «pria» d'en changer parce que cette couleur était de mauvais goût ! La F.I.O.M. (3) était démantelée, il y avait déjà eu la scission syndicale, le S.I.D.A. (4) avait été créé. Aux élections pour renouveler les commissions internes de 1955 la F.I.O.M. avait perdu la majorité. Le type du S.I.D.A. s'appelait alors Cottura. Un jour un syndicaliste de la F.I.O.M. l'avait sauvé lors d'une assemblée de femmes qui voulaient le lyncher (...)

... Tu étais forcé d'être individualiste, de te renfermer sur toi-même ; tu perdais, au fil des jours, les camarades qui auraient pu t'aider. Tous ont parlé des licenciements «politiques» ; l'affaire du «département-déportation», de l'O.S.R., l'Officine Stella Rosa, est celle qui revient le plus souvent dans les «histoires» de Fiat, avec les licenciements des membres de la commission interne, de d'Amico, des autres «politiques». Mais il y a eu une autre avalanche de licenciements, politiques aussi, et que personne ne rappelle : cette centaine d'ouvriers qui se sont révoltés contre les abus de pouvoir des patrons (...)

... Sur le plan collectif la révolte ne pouvait trouver d'exutoire que dans le sabotage. Je me rappelle quand on remplaça les vis à tête fendue par celles à tête étoilée. Avec les tournevis américains elles étaient très faciles à visser. Les rythmes furent bouleversés...

(1) entretien avec F. PLATANIA (extrait) – ouvrier FIAT – licencié en 1973 – dirigeant de LOTTA CONTINUA – voir les TEMPS MODERNES – Juin 74

(2) GAP : Groupes d'Action Partisans

(3) FIOM : Fédération italienne des ouvriers métallurgistes

(4) SIDA : syndicat jaune

annexe d : CONTROLE SYNDICAL COMME ARTICULATION DU PLAN CAPITALISTE

A la fin des années cinquante, la stratégie du PCI est digérée. On tire les conclusions qui s'imposent : pratiquement, dans les nouvelles luttes ouvrières ; théoriquement, dans «l'intelligentsia de gauche».

Le groupe dirigeant du PCI... parvient toujours mieux à dissoudre l'intérêt de classe dans les intérêts de la patrie démocratique en les

confiant officiellement aux syndicats (1951). Il critique, certes, la gestion privée des secteurs à nationaliser mais sans critiquer le pouvoir capitaliste sur le travail vivant. Le capital tire alors les conclusions qu'une telle stratégie impose, il utilisera le PCI et les syndicats comme garants du mécanisme d'exploitation. A la condition, toutefois, que des réformes intègrent assez tôt la classe ouvrière, pour l'empêcher d'utiliser pour sa lutte les contradictions capitalistes. A la condition aussi que l'État étende sa fonction d'État-patron et que le syndicat lui vende – au nom du bien commun – la force de travail meilleur marché que dans le secteur privé.

Lorsqu'en 1962, le capital a lancé ce projet d'intégration qui n'est autre qu'un résumé de la formule du centre gauche, la classe ouvrière de FIAT déclenche à Turin les grèves de juillet qui culmineront lors des trois journées d'affrontement de la Piazza Statuto.

Ainsi l'autonomie de la classe par rapport à ses organisations historiques est acquise : la rupture, qui est consommée en 62 au point le plus élevé du processus d'accumulation en Italie, se répètera dans les autres concentrations ouvrières au cours des années suivantes.

Du 7 juillet 1962 au trois juillet 1969, date à laquelle les ouvriers de FIAT mettront en échec la police sur le Corso Traiano, on remarque une continuité dans l'action ouvrière. Elle acquiert d'abord un caractère offensif et atteint ensuite une pleine autonomie, dont on peut observer les manifestations dans les mouvements ouvriers contre le contrôle syndical en tant qu'articulation du plan capitaliste. Mais les mouvements de la classe ouvrière, entre la fin des années cinquante et le début des années soixante, parviennent aussi à entraîner l'adhésion de groupes de militants, de cadres du P.C.I. et de la gauche du parti socialiste italien, qui sont ainsi obligés de mettre en œuvre un travail d'intervention s'appuyant sur une recherche théorique des fondements de l'intérêt de classe dans la société capitaliste.

... De 1959 (reprise de la lutte avec la grève des électro-mécaniciens milanais) à 1962 (grèves turinoises chez Lancia) se fait une importante redécouverte théorique. Le Marx humaniste et radical, qui faisait loi jusque là, cède la place au Marx de la 4° et de la 6° section du Capital (Grundrisse).

... Des groupes «ouvriéristes» sont apparus au cours des luttes. Leur cohésion était due au travail du groupe turinois dirigé par Raniero Panzieri – seul dirigeant national du mouvement ouvrier qui se révéla capable d'en trahir l'opportunisme.

Ils donnent naissance à la revue QUADERNI ROSSI, et se présentent déjà en tant que groupe autonome au moment des affrontements de juillet 62.

... La contre-offensive capitaliste (chantage au chômage conjoncturel) vérifie la crise définitive du «groupe» des QUADERNI ROSSI. Et c'est à ce moment et au cours de cette expérience que se forme un noyau de militants formulant des hypothèses théoriques. Ce noyau donnera naissance à CLASSE OPERAIA puis à POTERE OPERAIO...

extrait de : POTERE OPERAIO, «aux avant-gardes, pour le Parti»
ADVERSAIRES – Genève – N°9 – 1979

annexe e : **NAISSANCE DE «LA NOUVELLE GAUCHE»**

Contre l'apologie de l'intégration toujours plus «normalisée» de la chair ouvrière au mécanisme de sa propre exploitation, une remise à jour des bonnes vieilles racines du conflit Capital/Travail.

En 1961, née d'un groupe «d'hérétiques» de gauche dont fait partie Raniero Panzieri, paraît la revue «Quaderni Rossi» (1), qui aura une importance fondamentale pour la formation de la nouvelle gauche. Durant ses quelques années d'existence, elle traitera pratiquement toutes les questions politiques essentielles, mais ses interventions les plus importantes sont relatives à la lutte des classes dans l'usine et à l'Organisation capitaliste du travail : des thèmes qui, dans le cadre des nouvelles conditions créées par la formation d'un gouvernement de centre-gauche, seront développées dans une optique alternative-différente de l'optique syndicale.

Apparaissent ici, probablement pour la première fois, des intuitions géniales comme celle-ci qui, face au projet de modernisation néocapitaliste, dessine la nécessité des grèves sauvages (1963) :

«Il est clair que la lutte ouvrière constitue le plus grand danger pour les capitalistes. Mais il est clair qu'ils ne se font pas l'illusion de pouvoir l'éliminer. Aussi ne tentent-ils pas de la réprimer complètement en adoptant partout des méthodes fascistes, ou d'atteindre à une concorde générale illusoire. Leur objectif est plutôt de circonscire la lutte ouvrière dans certaines formes et dans certaines limites» (2).

Quelques-unes des premières considérations, qui serviront de base à une définition progressive de l'autonomie ouvrière, apparaissent :

«La différence entre demande syndicale et offre ouvrière se ramène à 9000 lires l'an. Ce n'est pas pour une somme pareille que les ouvriers, en désaccord avec leurs représentants, ont décidé une forme radicale de lutte , c'est pour quelque chose d'autre qui peut sembler confus, opaque, mais qui est, en fait, limpide et clair : c'est pour être finalement quelqu'un, et non pas un objet passif à la disposition du patron, c'est pour s'affirmer comme classe, pour conquérir un pouvoir... face au patron» (3) peut-on lire à propos d'une grève de l'époque.

Tous les grands thèmes du mouvement ouvrier, national et international, sont traités et diffusés, se présentant comme alternative, polémique contre la ligne officielle des partis et des syndicats : la rupture

Chine-URSS, la «Révolution Culturelle Prolétarienne», la guerrilla en Amérique latine, la lutte du peuple vietnamien, le mouvement des Panthères Noires, la Nouvelle Gauche américaine etc...

Cette revue préparera la base théorique de l'explosion étudiante de 68, et ouvrière de l'automne 69.

(1) extrait de MAI PIU SENZA FUCILE

(2) QUADERNI ROSSI – juin 1963

(3) QUADERNI ROSSI – septembre 1961

annexe f : PIAZZA STATUTO, PREMIERE LUTTE SAUVAGE DE MASSE

La première, et fameuse, expérience de lutte de masse, sauvage, violente, entre ouvriers turinois et police. Manifestation dont beaucoup, parmi les dirigeants du «Mouvement», diront qu'elle a été leur réveille-matin.

«La répression patronale dans les usines est toujours galopante. La faiblesse des syndicats atteint un niveau impressionnant : à la FIAT, les deux syndicats jaunes, UIL et SIDA, arrivent à obtenir, à eux seuls, 63 % des voix aux élections des commissions internes. La nuit du 6 au 7 juillet 1962, au cours des tractations pour le renouvellement du contrat, UIL et SIDA passent un accord séparé avec la Direction, et invitent leurs adhérents à ne pas participer à la grève décidée par les syndicats CGIL et CISL pour le jour suivant. La risposte ouvrière survient, inattendue : la grève est un gros succès. Selon le quotidien «Il Giorno», 92 % des travailleurs y participent. L'explicite désaveu, après tant d'années, des syndicats patronaux et capitulards est ainsi sanctionné : des centaines de cartes de l'UIL sont déchirées, et spontanément, les ouvriers donnent l'assaut au siège de ce syndicat. Éclate alors une violente manifestation, avec jets de pierre, et affrontement avec la police. Le bilan est lourd : une trentaine d'arrestations, beaucoup de contusionnés.

Sante Notarnicola (note) nous fournit (...) un témoignage direct: «L'été 62, pour la première fois, la base révolutionnaire a dépassé ouvertement le parti... La bataille a duré trois jours et l'UNITA nous a traité de «canaille», s'alignant ainsi sur les bourgeois. Pour beaucoup de camarades, ce fut l'écroulement des ultimes illusions sur un revirement révolutionnaire du PCI. Je me souviens de Pajetta, qui était avec nous, et qui ne savait pas quoi faire. Le grand dirigeant ne se trouvait plus devant une foule enthousiaste, mais au milieu de gens exaltés qui étaient en train de saper le piédestal érigé sur ses nombreuses années passées de combattant. Quand il a reçu une petite pierre, il s'est réveillé et s'est mis à gueuler contre les patrons et leurs sbires, nous poussant à l'attaque. Son passé resurgissait inconsciemment. Mais, le lendemain, la tête froide, il nous a traité de fascistes dans l'UNITA. La CGIL s'aligna sur le PCI et dénonça «la présence de provocateurs qui opèrent au niveau de la canaille, tout à fait extérieurs aux ouvriers, et repoussés au contraire par la grande masse des travailleurs en grève».

note . NOTARNICOLA «l'évasion impossible» MAI PIU SENZA FUCILE

annexe g : «REPRISE OUVRIERE» ENTRE 62 ET 69

La reprise de l'organisation collective dans les grandes citadelles ouvrières.

Avec les grèves de 1962 les camarades me donnèrent un sacré coup de main. Ces journées de juillet, les 6, 7 et 8 sont inoubliables, même pour moi qui me trouvai alors dans la lutte sans avoir eu aucune possibilité de la prévoir ou de l'organiser. Je me souviens, le matin du 6, je n'avais pas très confiance dans la réussite de la grève. Les jours précédents, ça avait marché plus ou moins bien. Les gens restaient devant les grilles, hésitant très longtemps, puis il suffisait que quelqu'un se détache, aille vers l'entrée, pour que tous le suivent dans l'usine. Sur le trajet de chez moi à Lingotto je passais devant la Materferro dont selon moi, tout dépendait : ce matin il y avait foule, bien plus de monde que les jours précédents.

J'arrivai via Nizza : au fond, c'était comme une tache noire. Je n'y croyais pas encore. Au fur et à mesure que je m'approchais, je comprenais : une foule énorme d'ouvriers barrait l'entrée de Lingotto, je n'en avais jamais vu tant à la fois ! C'était formidable, Fiat s'était réveillée, Valletta et Agnelli avaient perdu. Il y eut la traîtrise de l'accord U.I.L., puis Piazza Statuto. Pendant un mois, à l'usine, les délégués U.I.L. ne vinrent pas travailler. Quand, au bout d'un mois, ils revinrent, les ouvriers les laissèrent tranquilles ; ils se moquèrent d'eux, mais ne les cognèrent pas. L'élan était retombé.

Même Piazza Statuto et les grèves de 1962, je vécus tout ça dans la perspective de ma guerre privée contre Fiat. La pire chose que je pouvais leur faire, c'était de me fourrer à la F.I.O.M. J'allais voir Galassi, le syndicaliste F.I.O.M. de Lingotto.

Alors que Sabatini, celui de la U.I.L. se promenait toujours dans les ateliers, en veste noire, Galassi était confiné dans un débarras où il devait contrôler les bombonnes d'hydrogène ; il avait un cahier devant lui et s'il s'absentait il devait y écrire l'heure et le motif pour lequel il s'absentait, afin que le gardien sache toujours où le joindre. Je dis à Galassi : «J'ai su que tu ne trouvais pas de scrutateur, je veux bien l'être.» – «Je ne trouve pas non plus de candidats, me dit Galassi, tu seras candidat.» Ce fut ainsi que je me présentai comme candidat F.I.O.M. aux élections à la commission interne. C'était pas grand-

chose, comme protestation, mais ça rendait déjà les chefs malades.
Entretien avec Franco Platania – LES TEMPS MODERNES

annexe h : **LA LIAISON ÉTUDIANTS / OUVRIERS EN 69**

De réelles liaisons étudiants/ouvriers dans les grandes métropoles. Des conséquences incalculables : la mise en commun de leurs expériences et de leurs énergies engendre un cocktail-molotov italien (note). (Se reporter au document *«i lavori/studenti»*, de la première partie).

Après avoir décidé la lutte (1), nous voulûmes faire un tract pour faire connaître notre initiative et la répandre.

On avait commencé à voir les étudiants en masse aux portes de l'usine en 68 déjà. A la grève pour les retraites, à celle pour l'abolition des zones de salaires.

Leur présence aux piquets nous avait beaucoup frappés. Le matin d'une grève on disait toujours : «Espérons qu'il y aura quelques étudiants». On pensait qu'ils étaient fort décidés. On admirait comment ils affrontaient la police, comment ils réagissaient. La première rencontre ouvriers-étudiants fut spontanée et pleine de confiance réciproque. C'est ensuite seulement que le P.C.I. commença à sussurer ses «qui les paie ?», «tous des bourgeois», etc.

Alors, au printemps 1969, nous avons compris que cette disponibilité, ces moyens dont profitaient les étudiants, nous pouvions nous en servir. On avait vu que leurs tracts parlaient toujours des luttes quotidiennes. On a eu tout naturellement l'idée de s'adresser à eux pour notre tract. On a ramassé douze mille lires par une collecte pour payer papier et ronéotage, et on est allé voir les étudiants. Boccia (2) voulait qu'on aille aussi au syndicat. A nous, ça nous était égal, tout ce qu'on voulait c'était que le tract soit écrit comme on le voulait nous. On a donc donné six mille lires aux étudiants, six mille au syndicat, et on a fait faire le tract aux deux.

On est allés voir Longo, de la F.I.O.M. Ça a été un désastre. On croyait le trouver tout content de notre invitation, des années durant il nous avait dit qu'il fallait se prendre par la main, s'organiser. C'était ce que nous faisions. Tu parles ! Il était désespéré. «Vous aussi ! Assez, assez... La seconde pour vous ! Vous êtes cinglés ! Moi, pour l'avoir, j'ai dû faire un œuf...» – «Les poules en font autant.» – «Mais je l'ai fait au tour !» – «Et les poules le font avec leur cul, et alors ?». Pour Boccia aussi, malgré son passé syndical et sa fille CGIL, ce fut une grosse désillusion. «Ils ont perdu la tête», marmonait-il, tout triste. Le lendemain on a vu sortir les deux tracts, celui des étudiants, comme nous l'avions demandé, disait que nous faisions huit heures de grève. Celui du syndicat que nous n'en faisions que quatre. Depuis, Boccia est venu régulièrement aux assemblées qui se sont tenues ensuite avec les étudiants dans un amphi de l'hôpital Molinette.

(1) - 1969 – Entretien avec Franco Platania
(2) - Vieil ouvrier syndicaliste.

annexe i : **UNE ANNÉE–CLEF : 1969**

Autour de la signature des accords contractuels patronat/syndicats, de 69, les forces antagonistes se tâtent. Les stratégies acquièrent du tranchant.

La signature des accords en décembre 1969 fut un épisode de grande clarification. La stratégie réformiste avec laquelle le grand capital et le mouvement ouvrier officiel avaient affronté l'automne chaud, en sortit entamée mais pas encore détruite. La force ouvrière ne se laissa pas réduire et la signature des accords eut lieu dans le contexte d'une nouvelle vague offensive de luttes ouvrières (1). La riposte patronale se déplaça, s'orientant vers le terrorisme et le «massacre d'État» (2).

La bourgeoisie se divise alors un peu plus. La Confindustria, la majorité de la DC s'orientent vers cette stratégie de la tension qui a dans Sarragat et le P.S.U. son détachement le plus provocateur. Mais l'industrie d'État, la Fiat, une partie des forces au pouvoir, misent encore sur la récupération «réformiste», sur une alliance avec les syndicats et le P.C.I. Le test véritable, c'est la période qui suit la signature des accords : il s'agit de savoir si une normalisation, un retour à la discipline du travail sont possibles dans les usines. La bourgeoisie suspend aux résultats de ce test un choix décisif et organique se servir de la crise pour casser les luttes ou bien relancer l'économie. Agnelli, président de la Fiat, continue à souligner les mérites d'un «syndicat fort, doué d'autorité». Luraghi (directeur général de l'Alfa Romeo) pose clairement, dans son optique de patron, le vrai problème : «L'aspect le plus préoccupant des luttes syndicales et, par suite, leurs conséquences les plus directes sur l'économie du pays, ce n'est pas tant le manque à gagner, pourtant très important, et les frais qu'impliquent les nouveaux accords, que le climat d'indiscipline et l'habitude du désordre qui ont régné trop longtemps dans les usines.»

(extrait) Les conseils de Délégués – LES TEMPS MODERNES – Juin 74
(1) déc. 69 : encore 250 ouvriers en grève totale pendant 8 jours à Mirafiori. L'UNITA écrit : «des formes de lutte dangereuses apparaissent là où le syndicat est le plus faible»
(2) attentat Piazza Fontana à Milan

annexe j : «LE MASSACRE D'ÉTAT» de la PIAZZA FONTANA

Le Massacre d'État (Strage di Stato) de la PIAZZA FONTANA fera longtemps les beaux jours des media et de la police. Concrétisation de la stratégie de la tension mise au point par l'État et le grand patronat, il permet, déjà, de criminaliser la contestation. On sait, dans les milieux les plus radicaux, d'où vient le coup. On se battra longtemps pour la libération de l'anarchiste Valpreda, bouc émissaire accusé d'avoir posé la bombe.

Deux anciens présidents du Conseil, MM. Giulio Andreotti et Mariano Rumor (démocrates chrétiens), et un ancien ministre de la Défense, M. Mario Tanassi (social-démocrate), comparaissent à partir de mardi devant les deux chambres italiennes réunies en haute cour, qui devra notamment déterminer s'ils sont coupables de faux témoignage.

Les trois hommes d'État comparaissent dans le cadre de l'enquête sur l'attentat attribué au terrorisme d'extrême-droite et commis le 12 décembre 1969 sur la Piazza Fontana à Milan pendant une manifestation syndicale. Cet attentat avait fait 16 morts et 143 blessés.

Les 952 parlementaires du Sénat et de la Chambre des députés devront déterminer si l'un des accusés, M. Guido Giannetini, alors agent du SID (services secrets aujourd'hui dissous), bénéficia de protections politiques de la part des trois hommes d'État. MM. Rumor et Tanassi doivent en particulier répondre des accusations de complicité et de faux témoignage.

MM. Rumor et Tanassi comparaissent pour complicité pour avoir refusé, alors qu'ils en avaient le pouvoir, de lever le secret militaire opposé à la magistrature, lors de l'enquête menée par les services secrets sur le rôle de Guido Giannetini.

Libération mars 82

annexe k : 1970 : DÉBORDEMENT / RESTRUCTURATION CONTINUS

Au-delà des tactiques complémentaires de la «trique» et de la «récupération», un visage intelligent du «patronat éclairé» italien : les luttes ouvrières ne sont-elles pas ce qui pousse à automatiser, à normaliser, à restructurer toujours plus, donc à aller de l'avant ? A ne jamais négliger. Qui donc

a dit que la classe bourgeoise était bête, incapable et décadente ?

«Le contrat n'a pas apporté la paix à l'usine... Dans les usines, les méthodes d'insubordination, les luttes sauvages, l'impossibilité de tout contrôle se sont consolidées (note). L'autorité du Capital s'est écroulé (...) Même les couches les plus fidèles au pouvoir – employés des secteurs bancaires et hospitaliers, fonctionnaires, professeurs – sont sorties de leur torpeur. L'insubordination se généralise : voilà la vrai crise (...) La classe ouvrière passe à l'attaque dans toute l'Italie et le patronat a décidé de se défendre de l'unique manière possible, en nous déclarant la guerre : FIAT (21 000 mises à pied) Autobianchi (3 000 mises à pied) FATME (lock-out) etc (...). Le pouvoir a décidé le tournant à droite... Aujourd'hui, nous devons comprendre ceci : le pouvoir est en crise, et nous, la classe ouvrière, nous sommes son cancer.»

«La revue SUCCESSO, liée au courant «avancé» de la CONFINDUSTRIA, a écrit que l'automne chaud avait eu un effet positif parce qu'il avait permis au système «d'abandonner les derniers résidus d'une compétitivité basée sur les bas salaires»...

Le commentateur tente de soutenir la validité et l'importance de l'utilisation capitaliste de la lutte ouvrière, aux fins d'élever progressivement les standards actuels de la productivité du capital au plus haut niveau européen et mondial... Agnelli en arrive à souhaiter que «syndicats et chefs d'entreprise en viennent à une défense commune des objectifs, même si cela doit se faire contre le pouvoir politique».

Les syndicats deviennent le pivot autour duquel se joue le procès entier de restructuration du Capital, de l'usine et de la société... Le syndicat cherche à peser de toute sa force organisationnelle pour embrigader les mouvements spontanés et ceux de l'autonomie ouvrière»...

SINISTRA PROLETARIA – Qui a peur de la crise ? – juillet 1970

note : c'est «l'automne chaud» ; dans la presse : «A Mirafiori et à Rivalta, les ateliers de carrosserie sont dévastés», «Cent voitures renversées et frappées à coup de poing» (cité par M. Burnier)

annexe l : PRENDIAMOCI LA CITTA ?

Quelques mots d'ordre bienvenus :

«Chiedere o prendere ? prendere !» (Demander ou prendre ? prendre !)

«Colpire alle radice lo sfruttamento, e non contrattarlo continuamente» (Frapper l'exploitation à la racine, ne pas la négocier sans fin).

«Sindicato : Polizia operaïa» (Syndicat : police ouvrière).

«PCI + sindicato : popolo sfruttato» (PCI + syndicat : peuple exploité).

... que l'on peut confronter avec profit à la déclaration de Trentin, représentant de la «gauche syndicale» et secrétaire de la FIOM : «Nous avons toujours cherché à maintenir les conflits dans les limites revendicatives» (1970).

LA VILLE EST A NOUS !

A nos côtés, il y a la gauche révolutionnaire et prolétarienne, c'est-à-dire celui qui a compris et appris que cette violence, cette force, cette guerre, nous ne pouvons l'affronter que par la violence révolutionnaire, la justice prolétarienne, la seule légalité sanctionnée et reconnue par les masses populaires.

Est de notre bord celui qui lutte pour l'égalité et pour le communisme. Celui qui, à la sale guerre répressive des patrons riposte par une guerre révolutionnaire et propre.

Celui qui lutte non seulement contre la répression, mais contre le système entier d'exploitation : contre le régime.

PAS CELUI QUI DEMANDE MAIS CELUI QUI PREND !

– qui prend la maison
– qui prend les transports
– qui prend les livres
– qui prend en luttant, c'est-à-dire qui revendique dans les usines et dans la société, parce qu'il a appris à ses dépens que les patrons donnent à qui ils veulent, quand ils veulent, et seulement quand ils y ont intérêt.

En un mot, IL PREND CE QUI LUI APPARTIENT, IL PREND LA VILLE parce qu'il a compris, et appris, que tout ce qui existe, tout, absolument tout, c'est lui qui l'a fait avec les millions d'autres, qui, comme lui sont dépossédés et exclus...

SINISTRA PROLETARIA – «feuille de lutte» de novembre 1970

«Il est tout à fait évident que le mot d'ordre de prendre les logements, et de ne pas payer le loyer ne peut être accepté par le mouvement ouvrier. C'est un mot d'ordre infantile et provocateur...»
L'UNITA – le 27 septembre 1970

«Ça ne nous intéresse pas de mal parler du syndicat, ni d'accuser gratuitement untel ou untel d'être vendu au patron... Le syndicat n'est pas vendu... Il a seulement choisi, avec les partis ouvriers réformistes, la voie des réformes, c'est-à-dire la voie de l'accord général et définitif avec le patronat.

Le vrai rôle du syndicat et des partis des «travailleurs» apparaît d'autant plus clairement qu'ils ont troqué leur capacité d'organiser et

de contrôler les travailleurs contre leur entrée dans les diverses structures du pouvoir (Bureaux de placement, écoles professionnelles, INPS, INAM).

Il apparaît toujours plus clairement, dans la lutte contactuelle, que la lutte à la base doit assumer un aspect général, et sortir de l'usine pour toucher à toute la structure sociale. D'où la nécessité pour le groupe de se donner une dimension adéquate au niveau de l'affrontement, c'est-à-dire d'agir non seulement dans les usines, mais aussi à l'école, dans les quartiers, en un mot dans l'espace métropolitain...»
SINISTRA PROLETARIA – juillet 1970 – texte du GdS Sit. Siemens

annexe m : **ABOLITION DU TRAVAIL SALARIÉ !**

«La lutte pour le salaire dégagé de la productivité (note), et du travail à la tache doit être un premier pas vers l'abolition du travail salarié, c'est-à-dire contre le système des patrons. Il faut reprendre cette indication stratégique de Marx : «au lieu du mot d'ordre conservateur : «un salaire équitable pour un travail équitable», il faut écrire sur notre drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : abolition du travail salarié».
GdS SIT-SIEMENS (Groupe d'Études SIT–SIEMENS) – tract 1970 –

note : non indexé sur le rendement

annexe n : **ADIEUX A LA CLASSE OUVRIERE CANALISÉE !**

La perte de confiance dans tous les organes officialisés s'est généralisée. Cette autonomie de la base ouvrière va en s'aggravant, au point qu'à la fin des années 70, il y aura crise ouverte (on refuse même les comités de base, on les remplace par des «collectifs», des «groupes» informels, qui apparaissent et disparaissent selon des besoins du moment), tant l'expérimentation de la délégation des pouvoirs est ressentie comme fondamentalement négative. Le pourquoi de cet échec, c'est évidemment la rupture de plus en plus profonde entre le salarié et sa vie à l'usine.

Parallèlement à cette désaffection pour ses organes autonomes de représentation, on ne s'étonne pas de voir une grande partie de la classe ouvrière revenir peu à peu à des pratiques syndicales classiques, à la fin des années 70.

«Des assemblées, les intentions des ouvriers ne ressortent jamais jusqu'au fond : ils se réservent de décider en chaque occasion, sans le

dire avant à personne ; ils disent vouloir la lutte et ensuite ils travaillent ; ils décident de reprendre le travail ; et tout de suite après ils font grève. Même l'attitude envers les orateurs est diversifée : quelquefois ils discutent, d'autres fois ils ridiculisent les orateurs en les applaudissant frénétiquement ou en les sifflant... A une assemblée des carrosseries, quand un ouvrier exprime l'exigence de rendre la lutte plus dure, il recueille applaudissements et approbations ; mais quand c'est un délégué qui répète la même chose; il est bruyamment désapprouvé».
M. Burnier — ouvrage cité

annexe o : **LE PREMIER ENLEVEMENT POLITIQUE DES BR**

Une implantation solide dans la classe ouvrière, voilà l'atout majeur des Brigades Rouges au début des années 70. Déjà contestées par les groupes extra-parlementaires, elles trouvent cependant un appui à POTERE OPERAIO. A noter la trajectoire de certains leaders de PO : parmi ceux, par exemple, qui sont arrêtés le 7 avril 79, et accusés d'être des dirigeants «cachés» des BR, certains, comme Toni Negri, prennent aujourd'hui la plus grande distance avec ces BR, «dégouttantes de sang»... L'ex-direction de PO est l'exemple même de cette génération d'intellectuels qui avaient choisi de «chevaucher le tigre» alors même que la trajectoire — et donc les fondements même — de ces groupes qui s'adonnent à la lutte armée leur était invisible. E duro !
(voir annexes W,X)

«Un commando ouvrier est passé, pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière italienne, à une séquestration. Remarquons seulement que l'accueil de cette action, au niveau de la classe ouvrière, a été positif. Aussi, le saut qualitatif dans la gestion de la lutte que démontre cette action doit-il être noté. Il semble que dans la classe ouvrière milanaise, qui est aujourd'hui à l'avant-garde du mouvement tout entier, l'articulation entre action de masse et action d'avant-garde est aujourd'hui un fait acquis (...). Ce sont de nouvelles formes de lutte qui sont en train de se frayer la voie : cette pratique de la violence organisée de la part du prolétariat est rendue nécessaire par la croissance et la violence des affrontements de classe (...)

Il s'agit d'actions qui portent un signe de classe, prolétarien et communiste, et qui expriment une volonté subversive et un besoin de révolution qui sont ceux de la masse exploitée, et non de petites minorités».
POTERE OPERAIO n° 47/48 — mai/juin 1972

annexe p : **LES EFFETS DE LA CRISE EN 1973**

La bourgeoisie italienne est encore un bon stratège. Très vite, et simultanément, mobilisation idéologique des media, compromis historique, repression ouverte dans les usines, tout concourt et parvient au résultat escompté : annihiler la résistance dangereuse de l'ennemi de classe dans une année difficile.

La crise énergétique de 1973 et l'austérité :

... Replacée dans sa dimension mondiale, la crise frappe chaque aire géographique de façon originale. Dans l'une d'elle, l'aire méditerranéenne, théâtre direct de la crise pétrolière, on peut enregistrer la décomposition de deux piliers de l'OTAN... les régimes fascistes grec et portugais.

L'Italie, au centre de cette aire, est peut-être le pays où les contradictions sont les plus aiguës : le secteur des industries mécaniques, qui est le plus touché par la crise dans le monde entier, assure ici une fonction motrice pour toute l'industrie. Dans le même temps, son mouvement ouvrier est le plus combattif d'Europe (...)

L'impérialisme ne peut tolérer de secousses. Son objectif rejoint parfaitement celui de la bourgeoisie nationale : faire payer la crise aux ouvriers ; salaires plus bas ; prix plus hauts ; plus de travail, plus de discipline... On assiste à une augmentation sauvage des prix des biens de première nécessité...

Le gouvernement lance, en novembre, «le decretone (1) dell'austerita». En plus de l'augmentation du prix de l'essence et du gasoil de chauffage, on impose une sorte de couvre-feu : cinémas, bars, locaux publics, doivent être fermés peu après la tombée du jour. La fin des programmes de télévision est avancée. Le rationnement de fuel garde les prolétaires au froid. Mais, c'est la défense de circuler en automobile les jours non ouvrables qui a l'effet psychologique le plus incisif : il encourage à changer les habitudes.

La subtance du «decretone» réside tout entière dans ce terrorisme psychologique. L'ouvrier doit être pris dans une économie de guerre, il doit avoir froid, il ne doit pas se divertir, il doit se soumettre, se mortifier. C'est seulement dans ce climat de «Caporetto» que l'italien pourra être dressé à ne perdre son énergie à faire grève, à ne pas perdre son temps en maladie, ... Et puis, enfin, si l'on veut conserver l'illusion d'être tous égaux, il suffit de penser que le dimanche, le Pape lui-même, donnant le bon exemple, renonce à l'automobile et se contente d'un tour en carrosse...

Les coryphées de la bourgeoisie fournissent, encore une fois, la preuve de leur misère professionnelle et morale en exaltant «les valeurs perdues du bon vieux temps, la pauvreté, la modestie, l'esprit de

sacrifice, la belle poésie des balades à bicyclette»... Les mesures restrictives feront «resurgir les valeurs perdues de la parcimonie et le goût des plaisir anciens et simples» chante la STAMPA.

LE CORRIERE DELLE SERA milanaise, plus pratique, donne des conseils utiles aux masses : «Prendre une douche au lieu d'un bain, économiser les lumières superflues, mettre la lame de rasoir dans l'alcool pour faire durer les lames plus longtemps».

... Mais pour faire payer la crise au prolétariat, il s'agit de mettre en œuvre, avant tout, «la restructuration productive» et de jeter à la mer «la nouvelle façon de faire l'automobile» (2), à laquelle, du reste, personne ne croit plus.

Le problème central est de réduire au silence l'insubordination ouvrière. Pour atteindre cet objectif, Agnelli a besoin de l'aide du gouvernement, des syndicats, des partis. Du gouvernement, Agnelli compte obtenir des facilités pour des investissements dans le Mezzogiorno, d'énormes commandes d'État, une importante expansion vers les marchés arabes et l'Europe de l'Est. Aux organisations syndicales, il propose un «plan stratégique» qui les reconnaît comme «interlocuteurs privilégiés» dans les principaux choix économiques. Quant au Parti Communiste, le flirt Agnelli-Amendola de Bologne (convego del Mulino) a eu un retentissant développement : après quelques semaines, dans «Rinascita», ... Berlinguer lui-même, suite à des méditations sur le coup d'État chilien, a lancé l'hypothèse du «compromis historique», auquel le patron de la Fiat ne se montre pas insensible.

Mais il y a quelqu'un avec qui le compromis est impossible. C'est ce «parti de Mirafiori», ce sont «ces foulards rouges», qui sortent des cortèges internes (3) pour punir les espions et les jaunes ; avec ceux-là, une seule solution : frapper. Et alors, Agnelli mobilise sa centrale d'espionnage et de terrorisme. Les critères du réglement intérieur deviennent les plus extensifs possibles. En peu de semaines, 250 licenciements, pour trop de congés-maladies ou pas assez de rendement, frappent les avant-gardes de la lutte.

Les amendes et les avertissements ne se comptent plus (...) .

Face à ces attaques, la classe ouvrière est déboussolée ; la participation aux grèves diminue, CISNAL et SIDA relève la tête. Et, il manque à la gauche syndicale une stratégie d'ensemble capable de s'opposer aux prétentions patronales. La grève du 6 décembre regroupe seulement 25 % de participants. Après 20 jours de discussions, la situation stagne toujours.

Le 10 décembre, les BR séquestrent Ettore Amerio

extrait de MAI PIU SENZA FUCILE

(1) decretone = grand décret
(2) «il nuovo modo di fare l'automobile»
(3) «cortei interni», expression directe de la base ouvrière

annexe q : **ACTIONS DIRECTES DANS LES USINES**

Si les luttes radicales ne débouchent jamais sur un affrontement global avec le pouvoir, elles ne cessent de harceler et les directions syndicales qui crient à la provocation et l'encadrement qui ramasse les morceaux. Témoin cet extrait d'un journal FIAT, édité pour les chefs exclusivement.

Bilan global des graves conséquences de le violence : une centaine de contusionnés et blessés... 800 machines endommagées en novembre, décembre et janvier – dommages causés à la structure des usines et des bureaux (grilles, ..., portes défoncées, meubles de bureau endommagés, incendie d'un local syndical), (...). Ceux qui ont accompli ces actes tentent d'échapper au repérage et plus d'une fois, ont réussi à se fondre dans la masse : boulons lancés depuis le cortège, agressions collectives contre des personnes et des choses offrent la possibilité d'une impunité quasi certaine».

LE JOURNAL DES CHEFS («IL GIORNALE DEI CAPI») février 1973 – N° 3

annexe r : **CONTRE LA RIDICULE EXHIBITION DE LA BOURGEOISIE MILANAISE**

Un raid métropolitain remarquable en ce qu'il illustre le dépassement de la maladie revendicative et le fondement subversif du mouvement autonome italien.

GUÉRILLA DANS LE CENTRE DE MILAN

10 BLESSÉS 200 ARRESTATIONS

AFFRONTEMENTS ET ÉPISODES DE VANDALISME POUR CONTESTER LA «PREMIERE» DE LA SCALA

NUIT DE TENSION A MILAN :
10 BLESSÉS ET QUELQUES 170 ARRESTATIONS.

Les contestataires ont été de parole. Une série d'affrontements avec la police a constellé l'inauguration de la saison de la Scala qui s'est ouverte avec l'Othello de Verdi. Des douzaines de cortèges, la plupart venant de la périphérie de la ville, ont commencé à converger vers la place de la Scala pour tenter de s'opposer à ce qu'ils ont appelé : «UNE ABSURDE EXHIBITION DE LA BOURGEOISIE MILANAISE».

Mais toute la zone adjacente au théâtre avait été transformée en un bunker fort de quelques 5 000 policiers et personnes ne peut rejoindre la zone visée. Des affrontements se sont produits, avec envoi de lacrymogènes d'un côté et de bouteilles incendiaires de l'autre. Nombreux actes de vandalisme... Les Cercles de Jeunes Prolétaires en particulier, se sont divisés en deux parties : l'une a choisi de faire une autre manifestation place Vetro, l'autre a préféré l'affrontement contre les forces de l'ordre...

Des barricades furent érigées avec des autos en stationnement, une voiture de la police fut incendiée par un coktail molotov (...)

Peu après 20 h 30, un petit groupe d'ultras est apparu rue Quintino où il a lancé 2 coktails-molotov contre un tram de la ligne 31. Puis d'autres bouteilles incendiaires sont signalées rue Pontaccio et via dell'Acqua. Plusieurs automobiles sont endommagées ainsi que des vitrines. Deux autobus de l'ATAM ont été «sequestrés» par les manifestants et placés au travers de la place Argnetina...

Un petit groupe de manifestants a endommagé plusieurs vitrines Via Torino et saccagé le commerce Fiorucci. Plus tard... une automobile de la police a été incendiée. Un nouveau coktail a été lancé contre le concessionnaire BMW. Puis les groupuscules extrémistes se sont dispersés, faisant des réapparitions, ci et là, en divers points de la ville...
IL MESSAGERO – 7/12/1976

annexe s : **CENE PROLÉTARIENNE A ROME : CHIEDERE O PRENDERE ? PRENDERE**

Les expropriations/réappropriations deviennent pratique courante pour les jeunes, étudiants, chômeurs, ouvriers. C'est ainsi par exemple qu'on peut se procurer une veste chaude pour l'hiver, ou du beefsteak pour midi...

«Si les prix continuent à monter, on s'emparera des biens et on ne paiera plus». C'est avec ce slogan que se termine le communiqué d'un groupe d'une quinzaine de «jeunes prolétaires, chômeurs et étudiants», dicté par téléphone cette nuit à notre journal pour annoncer un type nouveau – à Rome du moins – de réappropriation, qui consiste à consommer un souper sans le payer.

C'est arrivé hier soir à Campo dei Fiori ; au restaurant «Ai Balestrari», au 41 de la rue des Balestrari. Les «jeunes prolétaires – comme dit leur communiqué – ont pris un genre de «souper fin» aujourd'hui uniquement réservé à la haute bourgeoisie, sans payer un centime de l'exorbitante note». «Les jeunes prolétaires – conclut le communiqué – ne sont plus disposé à payer le prix d'une crise voulue par les patrons».
Rome – décembre 1976

annexe t1 : **LA GRANDE RUPTURE DE 1977 – TEMPETE SUR ROME**

A la fin des années 70, la rupture est consommée entre un extrême radicalisme et un extrême réformisme. Il n'y a plus guère de passerelles entre les deux rives. (voir aussi annexe 1)

Un soir, à Cosenza, le plus jeune des Piperno me disait : «vous insistez sur 68 comme année du tournant. Mais l'année de la grande rupture définitive, c'est 77 : rupture avec le Parti Communiste, avec le syndicat. Là finit une certaine culture ouvrière ; là commence la nouvelle violence».

Le plus jeune des Piperno a probablement raison le tournant n'est pas plus une improvisation de Lama ou du PCI que du mouvement qui les conteste... C'est la crise de l'économie et de l'État, des syndicats et des partis qui, en 77, aboutit à un règlement général des comptes.

La part la plus dure et la plus violante de l'Autonomie, raillée par les professeurs, est devenue force hégémonique : le Mouvement doit descendre dans la rue... Il y a des résistances ; celle de la Triplice (l'alliance entre Avangardia Operaia, Il Manifesto et Lotta Continua) cherche à contenir l'invasion et l'arrogance autonome ; mais la violence exalte les violents !

On a vu les signes de la tempête juvénile en gestation en janvier 77, lorsque le syndicat communiste de la Bologne rouge a été pour la première fois conspué en public lors de la sortie de son «livre-interview». En même temps, des bruits d'affrontements, de mobilisations soudaines, d'excitation juvénile parviennent de toutes les villes. Survient alors quelque chose d'imprévisible : la faillite des groupes.

L'écroulement organisationnel de Lotta Continua, du Manifesto, d'Avangardia Operaia, au lieu de figer le mouvement, allait lui donner des ailes / avec l'absence de contrôle politique hiérarchisé, les humeurs, les fantaisies, les folies mais aussi les rages authentiques de la base se déchaînent ; et sans le vouloir, la congrégation des groupes qui ont tenu ferme autour des schémas répudiés par le mouvement – le «soviétisme», l'organisation léniniste – apporte de l'eau au moulin de l'Autonomie.

L'occasion de l'affrontement est fournie par Luciano Lama qui décide de tenir une réunion à l'Université de Rome le 17 février 77.

C'est une aire brûlante ; l'université est occupée pour protester contre la loi Malfatti...

...

Il semble que l'appareil syndical, fort de l'armée ouvrière des 10 millions d'hommes qu'il a derrière lui, ne prend pas au sérieux les menaces des jeunes... A 8 h 30, le service d'ordre arrive à l'Université et commence à effacer les inscriptions hostiles ou ironiques : «Les Lamas sont au Tibet», «Lama, tu es une pipe». Cela peut passer pour une contestation drôle et joyeuse. Et c'est ce que le service d'ordre semble penser, puisqu'il réagit en douceur à la première vague des Indiens Métropolitains qui entourent l'estrade aux cris de : «Lama subito, libero e gratuito». Et d'autres slogans, plus ouvertement ironiques : «Plus de travail ! moins de salaire !» «Nous paierons tout de suite, nous paierons tout, 35 lires pour 500 heures !». Les gros bras du syndicat semblent s'amuser à répondre en scandant : «bouffons !» et «Qui vous paie ? la CIA ?».

Vient alors le moment, non programmé mais quasiment dans l'ordre des choses, où la fragile et ironique ordonnance des Indiens se disperse et où apparaît la frange rebelle des autonomes, se dressant face aux légions haïes du PCI. Le discours de Lama tombe d'abord dans un silence de mort. Seuls ceux qui sont près de l'estrade peuvent saisir au vol les recommandations que se font les membres du service d'ordre : Du calme, camarades, ne perdons pas la tête «Tenons bon, ce n'est pas le moment».

Un groupe d'étudiants lance contre l'estrade des ballons jaunes et rouges remplis d'eau colorée, un autre brandit une effigie de Lama ; le service d'ordre du syndicat se lance alors à la charge, déchaînant la bagarre générale. Lama, escorté d'une vingtaine de camarades, se met à l'abri quand commence une lutte sans merci qui atteindra son point culminant lorsque les syndicalistes chercheront à démonter leur estrade et leur matériel : l'estrade, carrosse sur lequel se jettent les troupes autonomes. Puis la lutte se déplace dans les rues adjacentes ; aucun quartier ne sera fait à quiconque est trouvé l'UNITA en poche ; le service d'ordre du Parti Communiste accourt, mais la furie autonome a le dessus, le repousse jusqu'à ce qu'il se reconstitue dans la zone protégée par la police : voilà de toute évidence le renversement symbolique de ces manifestations historiques et mythiques du conflit social : les communistes protégés par la police. L'organisation autonome prend en main l'université occupée, elle ferme les grilles, élève des barricades, dépave les rues... Mais la confusion des différents langages persiste, le Mouvement parle des langues différentes. Les Autonomes crient «Vive les BR» et «Lutte armée pour le communisme», la Triplice leur répond : «ne tombons pas dans les provocations,camarades!». Dans la soirée, les étudiants repliés dans le campus sont 50 000, mais à la vue des blindés que Cossiga envoie pour déblayer le campus, ils dé-

Il se peut que dans quelques jours, retournant à vos vitrines, à vos circulaires, à votre processus démocratique, à vos journaux, à vos registres, à vos Grands Livres, à vos porte-documents, à vos miroirs aux alouettes, à vos propositions concrètes, à vos actions constructives, à vos délégués et à vos notions, (mais ne nous cassez pas les couilles) vous disiez : «ce n'était qu'un feu de paille, qu'une obscure racaille sans envergure» (mais ne nous cassez pas les couilles). Mais tout cela n'a pas été vain. Nous, nous n'oublions pas. Pour votre pouvoir fondé sur la merde, pour votre existence odieuse et sâle, pour sa laideur, pour sa misère, vous paierez cher, vous paierez tout.

Inscription murale autonome Piazza Bologna à Rome suite à la tempête de 1977



talent dans la nuit.

La partie n'est que remise. Le 12 mars, une grande manifestation du Mouvement, militairement conduite par les autonomes, saccage le centre de Rome.

d'après le CAS DU 7 AVRIL (IL CASO 7 APRILE) de G. Bocca

annexe t2 : **PLUS INTÉRESSANTE A VOLER QU'A CASSER !**

«Une centaine d'automobiles ont été détruites à coup de barres et incendiées au cours de la journée. La manifestation est contre la destruction de voitures sans motif, mais elle est assez indifférente au fait que cela arrive ou non... Nous sommes convaincus que casser les voitures sans motif est une erreur, pas parce que nous faisons cas des bien-pensants de quelque couleur qu'ils se couvrent, mais parce qu'une belle voiture de luxe est plus intéressante à voler qu'à casser. Nous refusons de donner à ces camarades le nom de voyous. Nous revendiquons leurs erreurs comme des erreurs de la manifestation toute entière. Leur violence, bien que primaire, est disponible pour la lutte de classe révolutionnaire».

texte autonome cité dans le CAS DU 7 AVRIL à propos du 12 mars à Rome

annexe t3 : **OURAGAN SUR BOLOGNE**

Ce document a de multiples intérêts, proches d'ailleurs du précédent, dont le moindre n'est pas de nous renseigner sur le fonctionnement très particulier d'un fief PCI.

Le 12 mars 1977, les désordres et les affrontements de Bologne révèlent un scandale politique difficilement imaginable lors des décennies précédentes : Bologne n'est plus entièrement la propriété du PCI... En 76 encore, le soleil du syndicat Zangheri était à son zénith... La ville semblait en ordre, bien équipée. Le pacte socialiste entre PCI et petite et moyenne bourgeoisie du tertiaire paraissait éternel. Pourtant, au centre de la ville, autour du quartier universitaire, s'est formée une poche de rage et de mécontentement. Il y a là des milliers de jeunes dont les plans «zangheriniens» n'ont pas tenu compte ; ils ne trouvent pas de logement, se plaignent des structures de restauration insuffisantes au point que les vigiles doivent parfois faire dévier le trafic du quartier à cause de l'immense queue d'étudiants qui attendent leur repas. Le prix des chambres a grimpé vertigineusement, les facultés sont vieilles et pauvres. Les intellectuels mêmes sont mécontents ; la rhétorique communiste, le triomphalisme de la municipalité qu'ils ont supporté en échange d'une bonne administration leur devient insupportable...

...
Un carabinier, dont personne ne sait s'il a eu peur ou s'il s'agit d'une charogne, déchaîne la fin du monde. Il y avait un affrontement entre le Mouvement et ceux de Communion et Libération ; se forme alors un cortège agressif, qui avance par la rue Irnerio et qui, bloqué par les carabiniers, envoie un premier jet de pierres. Au second jet, ce carabinier fait feu à tir tendu, et blesse mortellement l'étudiant Francesco Lorusso de LOTTA CONTINUA. Le Mouvement enragé, se déchaîne, saccage une armurerie, incendie le «Cantunzein», un restaurant de luxe qui a le double tort de se trouver près du restaurant universitaire, et d'être cher au syndicat Zangheri. Pendant un moment, le grand parti maître de la cité perd la tête, ne trouve pas de position solide. Zangheri hésite, se retourne contre les violents, mais condamne aussi l'intervention sanglante de la police. Dans la rue des Boutiques Obscures, on se précipe au rempart, on expédie à Bologne le camarade Cervetti qui redresse brusquement la barre : la police a la confiance du Parti, les Autonomes et les autres du Mouvement sont des provocateurs. Du reste, l'appareil du Parti, avec à sa tête le secrétaire Imbeni, a déjà anticipé la décision de Rome et a mis ses forces à la disposition de la police. Ce n'est un mystère pour personne qu'il existe à Bologne un service d'ordre du PCI fourni par chaque administration municipale et que l'administration publique se substitue ou complète celle du Parti ; cela n'a rien de scandaleux dans un pays où le parti de gouvernement, la DC, considère l'État comme sa propriété. C'est un fait qu'il existe des bureaux municipaux qui servent à ficher les nouveaux subversifs, et des moyens communaux, comme les relais-radio de la municipalité qui aident la police à suivre les mouvements des manifestants. Il y a le revers de la médaille : certains fonctionnaires municipaux ennemis du PCI utilisent les bureaux comme archives indécelables de la contestation et même du «parti armé». La confusion des esprits et les rancœurs des factions sont arrivés à des points critiques : quand la terroriste Barbara Azzaroni sera ensevelie à Bologne, un cortège de quelques milliers de personnes suivra son cercueil avec des sentiments encore incertains, mais proches d'un point de non-retour : vers la guerre civile.

Les autonomes aussi ont largement utilisé les mass-media et RADIO-ALICE a guidé la bataille en signalant les mouvements de la police... Il reste un enregistrement des dernières minutes d'émission, à 23 h 15 le 12 mars : «...«Ici Alice, ici Alice. Mettez les mains en l'air, restez les mains en l'air. Ils sont ici, ils sont ici, ils ont déjà saisi un micro. Ils disent que nous sommes les mandants. Mains en l'air, ne faites pas d'histoires». Puis le silence, les enquêtes, les arrestations.

d'après LE CAS DU 7 AVRIL

annexe u1 : **BATAILLE PERDUE**

Turin 1980 – Le rapport des forces en présence, significatif du rapport de force italien en général :
– un mouvement anti-gréviste qui pèse dans la balance
– une frange ouvrière qui va en se marginalisant, décidée à refuser le dégraissage de chair à travail chez FIAT
– une présence «invisible», celle du «terrorisme ouvrier» dont on essaie de se débarrasser de façon radicale au niveau de l'État.

Le week-end dernier, les ouvriers de Fiat ont perdu leur première bataille.

Giovanni Agnelli, le tout puissant directeur de la multinationale, ne leur a laissé aucune chance. Il a dit : *«J'exige le licenciement de 14 469 ouvriers»*. Il l'a déjà presque obtenu. Les procédures de licenciements sont déjà engagées, et sauf révolte ouvrière, dans une vingtaine de jours, les ateliers commenceront à se vider. Giovanni Agnelli a réussi son coup de poker.

C'était pourtant mal parti. Dès l'annonce des licenciements, les ouvriers Fiat avaient tout bloqué : grèves sauvages, manifestations à l'intérieur des usines, dans la ville. Sifflets, tambours, grosses caisses en tête des cortèges : on se serait cru à l'automne chaud de 1969. Au début de la semaine dernière, on parlait même de l'occupation des établissements de Rivalta et Mirafiori, les deux gigantesques poumons industriels de Turin.

A peine entamées, les négociations avec la direction se trouvaient déjà dans l'impasse. Panique des syndicats qui se tournent vers le gouvernement. La négociation a commencé hier soir. Elle s'annonce longue et ardue, mais les syndicats ont déjà cédé sur l'essentiel. La trouvaille qui les a fait reculer a le goût du licenciement, ressemble au licenciement, mais ça n'est pas du licenciement. En tout cas, au sens strict du terme. Cela s'appelle *«mobilité externe de la main-d'œuvre»*.

En clair, les 14 469 ouvriers de Fiat ne seront pas licenciés, mais simplement déplacés à l'extérieur. Vers d'autres industries, dit-on pudiquement. Les syndicats favorables à cette solution, expliquent : *«Nous ne serons crédibles que si nous garantissons l'emploi des ouvriers, tout en donnant une réponse au problème économique posé par Fiat ; mais encore faut-il que Fiat nous indique où elle compte recycler les ouvriers licenciés»*.

C'est là tout le problème : que faire des «ouvriers-mobiles» ? Les industriels affirment *«A Turin, il y a six milles emplois vacants»*. Voire, rétorquent les syndicats : il y a des centaines de milliers de chômeurs dans tout le Piémont.

Bref, il serait plus juste de parler de dizaines de milliers de licenciements échelonnés dans le temps. Et le maire de Turin de pousser un

cri d'alarme : la ville est une poudrière, et Fiat le bastion du terrorisme ouvrier des Brigades Rouges.

Giovanni Agnelli est préoccupé par la politique industrielle de ses établissements : l'empire Fiat doit s'éclater. Finis les établissements géants de 40 000 ouvriers. Place aux robots et aux petites unités de production. Quant aux ouvriers licenciés, ils pourront toujours travailler pour Fiat, mais au noir. Près de 10 millions d'Italiens travaillent au noir. Alors,quelques dizaines de milliers de plus... Agnelli lui-même faisait récemment l'éloge du travail au noir : *«Cela représente 10 à 15 % du produit industriel brut. C'est grâce à cette vitalité illégale que l'Italie augmente ses ventes à l'étranger.»*

LIBÉRATION – 12 septembre 1980

annexe u2 : **PCI 1980 : L'ART D'ETRE POUR, SANS ETRE CONTRE**

Peut-on imaginer le PCI au pouvoir ? L'éternel dilemne des «partis communistes» est toujours de saison : au pouvoir dans un pays «occidental», il perd sa base. Il suffit de voir les résultats de son accession au gouvernement après la guerre en France et les causes de son départ, ou encore les résultats des dernières élections, qui l'obligeront tôt ou tard à choisir. Ses contingents ouvriers sont sa seule force, sa seule monnaie d'échange et c'est seulement dans l'opposition qu'il la conserve intacte ou la renforce, c'est donc seulement dans l'opposition qu'il est un vrai parti du pouvoir.

Les contradictions spécifiques du PCI italien apparaissent très bien dans cette «auto-critique» grotesque publiée dans RINASCITA après le conflit FIAT 80 : on y proclame à la fois son soutien à une lutte radicale (une éventuelle occupation des usines), sa condamnation de la lutte radicale (les formes de lutte erronées), le tout dans la perspective «responsable» qui le caractérise (rendre les ouvriers conscients de la crise de l'automobile). La radicalité sans la radicalité, quoi ! Ah ! la dialectique !

Giovanni Agnelli avait tout pour gagner : le PC n'osait durcir le ton, les syndicats étaient embarrasés par la détermination de leur base. Et tout le monde savait qu'il avait raison, l'empire Fiat doit être dégraissé. Début septembre, des dizaines de milliers d'ouvriers Fiat défilaient dans les rues de Turin en criant *«pas dun licenciement ne doit passer»*. Quarante jours plus tard, tout est fini et le mouvement syndical italien en sort brisé.

Deux faits nouveaux sont apparus lors de l'affaire Fiat : l'émergence d'un mouvement anti-grève qui s'est traduit à Turin par une manifestation de plus de vingt mille personnes et de l'autre côté la radicalisation d'une frange d'ouvriers qui ont accueilli leurs dirigeants syndicaux à coups de cailloux.

L'affaire Fiat marque un tournant du mouvement ouvrier italien.

Rome. – La première «autocritique» publique du parti communiste italien sur son attitude durant les trente-six jours du conflit Fiat est apparue dans l'hebdomadaire théorique du parti, *Rinascita,* du 23 octobre.

Cet article synthétise en trois points ce que furent *«aussi les erreurs du P.C.I.»*. En premieu lieu, *«la bataille a été seulement défensive»* et elle n'a pas réussi *«à rendre la majorité des ouvriers conscients de la gravité de la crise de l'automobile»*. Deuxièmement, il y a eu *«des formes de lutte erronées»* (il fait allusion aux piquets de grève à outrance) que représentaient *«des risques de division entre les ouvriers, risques qui se sont dangereusement vérifiés»*. Enfin, le parti communiste n'a pas créé la nécessaire liaison *«avec les chefs et les cadres moyens»*, comme l'a montré le succès de la manifestation de 40 000 personnes à Turin, essentiellement des agents de maîtrise, au nom de la liberté du travail.

Mais, dans cet article, M. Chiaromonte défend aussi l'attitude de M. Berlinguer, et même son discours du 27 septembre devant les portes de la Fiat, garantissant le plein soutien de son parti à une éventuelle occupation de l'usine si elle était décidée par les assemblées ouvrières et syndicales.

LE MONDE – 25/10/1980

annexe u3 : **SUR LE CHEMIN DE L'ERE POST-INDUSTRIELLE**

TURIN – En janvier la FIAT mettra une semaine par mois, 70 000 ouvriers en Caisse d'Intégration (1). 23 000 y sont déjà jusqu'en 1983 ... Aucune prévision rigide n'a été formulée pour les mois suivants, mais le choix le plus probable consistera à mettre les travailleurs de l'automobile en Caisse d'Intégration pour une semaine par mois jusqu'en juin.

La Fiat s'aligne donc sur la stratégie dramatique de l'Alfa Romeo ? Oui, dans une certaine mesure. Mais la situation de l'entreprise turinoise est radicalement différente. En 1981, – c'est le point de départ de l'analyse de Fiat – le marché italien a bénéficié d'une situation qui ne se répètera pas : une augmentation de 2 % ; pour 1982 est prévue une diminution tant sur le marché italien que sur le marché étranger. Mais la Fiat ne prévoit pas de diminution nette de sa production

parce qu'elle mise sur une légère augmentation de sa côte sur le marché. Alors pourquoi le recours à la caisse est-il nécessaire ? Parce que, aujourd'hui, avec 28 000 personnes en moins, la Fiat produit autant qu'il y a un an. Face à 5 000 personnes en moins par «turn-over» et 23 000 déjà en Caisse d'Intégration, l'entreprise turinoise a l'avantage d'un absentéïsme désormais minimum (entre les 2 et 3 % par an) (2), d'une augmentation de la productivité, de grèves limitées (les dernières ont été pratiquement un échec) et des avantages de l'introduction de la robotisation. Résultat ? Un excédent – désormais structurel – de personnel, qui accompagne l'assainissement de l'usine, comme dans les entreprises européennes et américaines.

L'ESPRESSO – 15 novembre 1981

(1) depuis 1969, il n'y a plus de licenciements collectifs mais un recours à la Caisse d'Intégration, caisse d'assistance subventionnée par l'État et le Patronat
(2) comparer à la déclaration d'Agnelli «Chaque jour, 18 000 ouvriers se mettent en congés maladie» (1970)

annexe u4 : LE SYNDICAT COMME ROUAGE DE LA NORMALISATION

Vendre la classe ouvrière au patronat ne passe plus guère aujourd'hui par d'âpres luttes où il faut protéger sa peau... si ce n'est des jets de pierres des ouvriers eux-mêmes. Rouage parfaitement graissé d'un système social fondé sur l'esclavage salarié, le syndicat doit de plus en plus son existence aux services proprement techniques qu'il est capable de rendre au commandement capitaliste. Entendons-nous : vivre du monnayage de la chair à travail nécessite une participation active et directe à la normalisation et à la rationalisation du système d'exploitation lui-même : c'est pour cela qu'on le paie, qu'on lui donne des heures, des pouvoirs, des «facilités». Entendons-nous encore : cela ne signifie en aucun cas la fin des conflits. Au contraire, le «patronat éclairé» sait que la conflictualité lui est utile : elle ne fait, en effet, que mettre le doigt sur les grains de sable qui bloquent l'engrenage. Une bonne conflictualité programmée est donc tout à fait bénéfique aux deux «partenaires» sociaux – celui qui vend la force de travail, et celui qui l'achète –, elle ne fait que pousser à résoudre les problèmes de façon à ce que la machine d'exploitation baigne dans l'huile.

«Je suis de l'avis qu'il faut toujours un peu de conflit, déclarait Giovanni Agnelli en juin 1978. *Les syndicats aiment toujours le conflit parce que cela garde la base fraîche».*

—

Deux idées maîtresses animaient ce renouveau syndical : éviter la séparation entre revendication salariale et contrôle ouvrier, faire des travailleurs de véritables *«sujets politiques»* au travers d'organismes unitaires de démocratie directe. *Le consiglio di fabbrica* – conseil d'usine, – né au cours des luttes de l'«automne chaud» (1968-1969), animé et théorisé par des militants de la *«gauche syndicale»* comme Bruno Trentin, est désormais devenu le seul contre-pouvoir dans l'entreprise. Il cumule les fonctions de la section syndicale, des délégués du personnel et du comité d'entreprise. Il est composé de délégués choisis librement – et non sur présentation de liste syndicale – par des *«groupes homogènes»* de travailleurs comme ceux d'un atelier, d'une chaîne, etc. Les délégués sont révocables à tout moment.

C'est un pouvoir de fait admis plus ou moins explicitement par les différentes conventions collectives, mais qui formellement n'a pas d'existence légale. Le *«statut des travailleurs»* ne reconnaît, en effet, que la *«représentation syndicale»*. Le patronat se méfiait de ces organes de démocratie directe par trop sensibles aux humeurs de la base. Les appareils des trois confédérations C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L. (équivalents approximatifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et de F.O.) n'étaient pas moins réticents. Ce n'est que peu à peu, sous la pression des fédérations les plus combattives, comme celle des métallurgistes, que les confédérations acceptèrent le conseil d'usine comme structure de base du syndicat de l'entreprise.

(...) Dès 1976, les conventions collectives sanctionnèrent le droit de regard syndical sur les investissements et la politique de développement, y compris pour l'ensemble d'un secteur économique au niveau régional ou national.

Le système italien de contrôle ouvrier est encore en pleine évolution. Pour le syndicat, le problème semble désormais moins être celui de l'accroissement de son pouvoir dans et hors de l'entreprise que celui de la gestion efficace de ce qui a déjà été obtenu.

La décentralisation de l'organisation, les revendications unitaires, la démocratie directe avaient permis au «syndicat des conseils» d'utiliser pleinement la forte poussée revendicative de la décennie précédente pour l'augmentation de son pouvoir contractuel. Ce système d'organisation se révèle-t-il en revanche inapte face à la crise économique au reflux du mouvement et à l'éclatement des luttes corporalistes ? Certaines couches de travailleurs très qualifiés, des techniciens, mais aussi, à l'opposé, les travailleurs «précaires» ou les marginaux du système productif ne se sentent plus représentés par un syndicat qui semble encore essentiellement celui d'un certain type de travailleur, l'ouvrier peu qualifié des grandes unités industrielles.

A cette *«crise de représentativité»* s'ajoute aussi celle de la démocratie interne et de la circulation de l'information dans des structures qui se bureaucratisent d'autant plus que la participation directe des travailleurs s'assoupit. Ces problèmes, tout comme ceux posés par le défi technologique et la nouvelle organisation industrielle qui en découle, n'imposent-ils pas au syndicat italien une refonte de son organisation ? *«Le syndicat n'a pas le choix,* affirmait M. Bruno Trentin, secrétaire national de la C.G.I.L. *Ou bien il se cantonne dans une conflictualité éparpillée et une logique corporative mais perdante de défense. Ou bien il obtient de nouveaux pouvoirs d'intervention et de contrôle compte tenu du fait que ceux acquis dans le passé ne sont pas à même de gérer cette phase de transformation.»*

LE MONDE – 15 mars 1982 – extrait de l'article de Marc Semo

annexe u5 : **ORDRE ÉTABLI – LE PCI SE POSE LA QUESTION : L'AI-JE BIEN DEFENDU ?**

Une appréciation de la situation par Berlinguer lui-même :

D'abord la reconnaissance de l'échec du «compromis historique», qui ne pouvait qu'augmenter le blocage de la formation sociale italienne en supprimant tout exutoire : on en revient donc à cette bonne vieille idée de «l'alternance»

Ensuite, un constat de victoire : la récupération d'une grande partie du mouvement de contestation ; au moins, de ce côté on peut s'accorder un satisfecit...

Enfin, une reconnaissance de l'étendue du mouvement terroriste italien : il faut à tout prix faire apparaître ce mouvement comme une contestation très générale, et non pas une contestation issue d'une fraction de la classe ouvrière. Le PCI sait en effet, mieux que personne, la responsabilité de *sa* politique dans l'émergence du terrorisme au sein même de la classe ouvrière, et parfois même en son sein ou en celui de ses sections syndicales...

– *Dans la perspective de la «troisième voie» comme dans celle de l'eurogauche, que devient votre formule de «compromis historique» ?*

– J'ai décidé depuis quelque temps de ne plus l'utiliser. Je me suis fatigué à préciser inutilement des centaines de fois qu'il ne s'agissait pas d'une alliance de gouvernement entre le parti communiste et la démocratie chrétienne. Ce n'était pas une proposition de coalition, mais l'idée qu'il était nécessaire que se rencontrent les masses qui se regroupent en Italie dans les trois grands courants : communiste, socialiste et catholique.

«Maintenant, nous proposons l'«alternative démocratique», alliance entre les forces de gauche et éventuellement avec d'autres forces démocratiques pour gouverner sans la démocratie chrétienne. Cela ne signifie pas qu'avec ce parti on ne puisse pas établir une certaine convergence sur certains principes où se retrouvent tous les partis qui ont participé à la résistance et se réclament de la Constitution républicaine. Le moment est venu de l'«alternative démocratique».

– *On a parfois estimé que le développement du terrorisme en Italie était dû au fait que le P.C.I. était un parti trop rigide, trop structuré, qu'il ne laissait pas assez de souplesse aux jeunes générations, à tous ces gens qui avaient envie de s'exprimer et qui se retrouvaient dans le terrorisme.*

– On a entendu cette analyse superficielle : le terrorisme, phénomène des jeunes devenus extrêmistes. Il faut savoir d'abord que le terrorisme n'est pas le fait des jeunes ; deuxièmement, il faut distinguer – et nous faisons cette distinction d'ailleurs – entre les jeunes qui ont des tendances extrêmistes au sein de la gauche et ceux qui prennent la voie du terrorisme. En ce qui nous concerne, nous faisons une différence : nous discutons avec les jeunes tentés par l'extrémisme. En même temps, nous nous opposons fondamentalement à ceux qui choisissent le terrorisme. Nous avons parmi nos militants des milliers, même des dizaines de milliers de cadres qui ont fait l'expérience non du terrorisme mais de l'extrémisme et qui maintenant acceptent notre politique. C'est dire que nous avons fait du travail dans ce domaine bien qu'il y ait encore des insuffisances.

– *Pourriez-vous développer cette idée selon laquelle le terrorisme est plutôt un phénomène politique que social ?*

– Si vous étudiez – et ces études ont été faites – la composition sociale des organisations terroristes, vous trouverez des gens qui viennent de toutes les couches de la société. Vous trouverez, bien sûr, des ouvriers, mais aussi des instituteurs, des étudiants et en nombre non négligeable, des personnes qui viennent des couches les plus riches de la société.

Cette analyse sociale ne donne donc rien. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de raison sociale au terrorisme. Mais je dis politique, car je pense que c'est un phénomène strictement lié à l'instabilité de la situation politique en Italie.

LE MONDE – 2 avril 1982 – interview de Berlinguer

annexe v1 : **LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT**

La gauche, contrainte de prendre le train en marche, et d'avaler couleuvre sur couleuvre tout au long des années chaudes, laisse enfin parler son cœur.

L'Autonomie ouvrière apparaît sous la forme d'une organisation terroriste authentique. Les aides offertes par Piperno à des terroristes clandestins comme Morucci et la Faranda, les missiles de Pifano, les raids padouans, les nombreux autonomes arrêtés en armes et compromis dans des attentats ont dissipé les ultimes brouillards ; ces derniers mois, l'Autonomie s'est manifestée comme organisation accomplissant elle-même des actions terroristes. L'hypothèse du juge Calogero et des autres sur la promiscuité – et dans de nombreux cas, sur l'identification – des états-majors de l'Autonomie et du terrorisme proprement dit, semble confirmée par les faits. Ce qui ne veut pas dire que tous les autonomes soient des terroristes. Dans l'Autonomie, il y a certainement des jeunes qui n'ont pas encore parcouru la totalité du terrible chemin qui mène au délit, et que nous avons le devoir de sauver. C'est aussi pour cela que nous devons mettre leurs chefs hors d'état de nuire... Probablement, il n'y a pas seulement ce qui divise les partis – ceux qui prônent la clandestinité absolue et ceux qui cherchent à promouvoir un mouvement subversif de masse en orchestrant les phénomènes de marginalisation et de désespoir. Il y a ce qui les unit, car ils se rejoignent dans la pratique de la violence, armée au besoin, afin de bouleverser la vie civile et le régime démocratique.

interview du sénateur communiste Ugo Pecchioli (extraits) L'ESPRESSO

1981

annexe v2 : **LES PRISONS «SPÉCIALES»**

Pressions morales, humiliations, tortures, rien ne manque à l'arsenal répressif italien. Il y avait, en 1981, 3500 prisonniers politiques «officiels» – ne sont pas comptabilisés, bien entendu les emprisonnés sous couvert de délit de droit commun. Le chiffre est considérablement plus important aujourd'hui, particulièrement après les vagues d'arrestations hystériques qui ont suivi l'affaire Dozier. Tous ces prisonniers sont-ils des «terroristes» ? Et d'ailleurs, en France particulièrement, qui s'en soucie ?

... La palme des prisons spéciales revient à celle de Favignana, une île au large de Trapani. Ici, «l'établissement pénal» est installé dans un fort vieux de 900 ans, enchâssé dans la roche. C'est du tuf, moite d'une humidité qui s'écoule le long des parois. Les cellules des

politiques sont à l'écart, dans ce qui, en son temps, fut un fossé plein d'eau, six mètres sous terre. De leur cellule, les détenus ont accès directement au fossé, et lorsqu'ils regardent vers le haut, ils voient une grille épaisse d'un doigt. Ce n'est pas un léger grillage, c'est une grille. Il n'est venu à l'idée de personne que les brigadistes, ou les napistes, s'ils sont peut-être ennemis de l'État, n'en sont pas pour autant des rats.

...

A Favignana, on ne sait pas qui est pire, des détenus ou des gardiens, parce que les politiques y développent une stratégie capable de conduire quelqu'un à l'asile : le premier politique qui sort pour sa promenade d'une heure commence la lecture du «phonogramme», scandant d'une voix très haute et monocorde les derniers renseignements qu'il a eu. S'il ne sait rien de neuf, il chante les louanges de la Révolution et de la destruction de l'État bourgeois. Le suivant reprend à son tour le récitatif, et ainsi de suite toute la journée.

Ce qui se passe la nuit, dieu seul le sait, mais nombreux sont ceux qui soutiennent qu'à ce moment-là, les gardiens se défoulent par des coups de la tension accumulée pendant les 10 heures de lecture consécutives du «phonogramme».

Cela pourrait être considéré comme le pire. Mais non. Le pire reste encore à venir, dans les nouvelles prisons scientifiquement étudiées. C'est un futur qui s'est déjà matérialisé à Cuneo, où existe une prison unique en Italie, identique en tous points aux prisons suisses et allemandes. Ouatée. Silencieuse. Aseptisée.

extrait de L'ESPRESSO – juillet 1979

annexe v3 : **UN EXEMPLE PARMI TANT D'AUTRES**

Nous, sa famille et ses proches, dénonçons le fait que le camarade Enrico Triaca arrêté le 17 mai 1978 et accusé de «bande armée» et «délit Moro», ait «expérimenté» sur sa personne les différentes formes de violence que cet État impose aux prolétaires qui n'ont pas renoncé à leur identité politique et sociale.

Aux tortures physiques subies dans les premières semaines de l'arrestation, ont succédé des transferts incessants et de longues périodes d'isolement : c'est en fait à travers le circuit de la différenciation, de l'isolement pour les groupes et des traitements différenciés au niveau individuel qu'on essaie de faire plier la volonté et la conscience des prolétaires. Le camarade Enrico Triaca est depuis 8 mois en isolement dans la prison de Termini Imerese (Palerme), qui, après la révolte de 1978, a vu son effectif réduit à un maximum de 40 détenus, essentiellement des droits communs du coin.

La prison est classée «non spéciale», mais, en réalité, le camarade Enrico Triaca est soumis à toutes les «formes spéciales» : entretiens derrière la vitre, censure du courrier, perquisitions humiliantes,

maigre alimentation etc... Aucune forme de socialité ni durant la journée ni durant les heures de «promenade» ; à la plus petite protestation: privation de tout, du téléviseur à l'argent de poche.

Tout cela à moins qu'on ne soit disposé à accepter les différentes invites de la Direction de la prison à la collaboration et au repentir (note) – objectifs visés selon nous par les divers organes repressifs de l'appareil d'État au travers de conditions d'isolement aussi aberrantes, au travers de cette destruction psycho-physique qui voudraient transformer les prolétaires prisonniers en sujets passifs.

Nous dénonçons en outre les désormais très graves conditions physiques qui, avant tout, et comme résultat de pratiques aussi bestiales, ont conduit le camarade Triaca à une lente et progressive perte des dents...

(note : «pentimento») / Comité de soutien à Enrico Triaca

annexe v4 : **S'ORGANISER CONTRE LA RÉPRESSION OMNIPRÉSENTE**

Ces maigres extraits d'un texte édité pour le «Rassemblement sur la répression d'État» (Milan - 30/31 mai 1981) font apparaître la victoire de l'ordre moral dans les secteurs les plus combattifs. Il est édifiant de lire en contrepoint l'un de ces délicieux articles de presse où l'on nous vante les charmes de la condition ouvrière italienne...

Les Comités contre la répression adhérents à la Coordination ont annoncé une rencontre ouverte aux débats sur la répression.

Thèmes de la rencontre :
...
Criminalisation des luttes ouvrières et sociales :

Dans les entreprises :

– procès d'automation et de restructuration : expulsion de main d'œuvre, licenciement, caisse d'intégration, mobilité de la main d'œuvre, décentralisation de la production

– l'ouvrier qui se place d'un point de vue de classe est anti-social

– tentative conjointe patronat/syndicat de diviser et de différencier ; d'un côté, réévaluation de l'aristocratie ouvrière et de la professionalité, élargissement de l'éventail des salaires ; de l'autre, augmentation des charges, imposition des heures supplémentaires, sous-traitance, travail au noir

– criminalisation des formes de luttes désormais intégrées dans la pratique ouvrière : grèves d'atelier, cortèges internes, chasse aux chefs, blocage des routes, ...

– de l'usine à la prison : les 400 «communications» judiciaires à la Fiat, les arrestations à l'Alfa, à la Sit-Siemens, etc.

Territoire :

– equo canone et voie libre aux expulsions

– agiotage des appartements libres

– tremblement de terre et situation de l'habitat dans le Sud

– criminalisation des luttes pour le logement (occupations, résistance aux expulsions)

– contrôle, perquisitions et arrestations dans les maisons occupées

École :

– restrictions des espaces conquis dans les luttes

– tentative de diviser et de différencier : sélection et marginalisation, réforme du supérieur avec «sorties latérales» pour favoriser l'abandon de la scolarité pour le travail, canalisation très rigide au nom d'une professionalité en contradiction avec le chômage des jeunes, numerus clausus à l'université

– criminalisation des assemblées et autres formes d'organisation non institutionalisées (autorisations et autres limitations)

– arrestations d'étudiants

ROLE DU PCI ET DES SYNDICATS :

– contrôle et espionnage : du questionnaire du comité de quartier Madonna di Campagna à Turin, au document-enquête distribué par le Fédération CGIL-CISL-UIL du Piémont, à la circulaire de la Fédération du PCI de Bergame, à l'espionnage dans les usines, dans les écoles et dans le pays

– solidarité et collaboration avec la classe patronale pour repérer et frapper les travailleurs absentéïstes et, en règle générale, ceux qui ne sont pas d'accord

– solidarité avec la magistrature et la police, exclusion du syndicat, dénonciations, etc...

Extrait de la brochure : «Atti preparatori al convegno sulla repressione» 30/31 mai 1981 (supplément à CONTROinformazione)

Depuis maintenant douze ans le travailleur italien est dans son entreprise un citoyen à part entière. L'article premier du *«statut des travailleurs»*, la plus importante loi sociale de la péninsule, votée le 20 mai 1970 sur la lancée des grands mouvements revendicatifs des deux années précédentes, ne sanctionne-t-il pas le fait que *«les travailleurs, sans distinction d'opinion politique, syndicale ou religieuse, ont le droit de manifester librement sur le lieu de leur activité professionnelle leur propre pensée dans le respect des principes de la Constitution et des normes de la présente loi»* ? Ce texte s'applique à toutes

les entreprises de plus de quinze salariés. Il interdit, par exemple, aux employeurs d'*«utiliser des systèmes audio-visuels ou d'autres appareils pour contrôler à distance l' activité des travailleurs»* ou aussi d'effectuer avant l'embauchage des *«enquêtes sur les opinions politiques, syndicales ou religieuse»*. Le *«statut des travailleurs»* légalise aussi – outre la liberté de l'activité et de la représentation syndicale – leur droit de se réunir en assemblée pendant la durée du travail *«dans les limites de dix heures par an»*.

Cette loi, pour avancée qu'elle soit, ne rend compte que très imparfaitement de l'ampleur du pouvoir reconnu aux travailleurs et à leurs organisations dans la péninsule.

LE MONDE – 15 mars 1982

annexe w : **BILAN «ORTHODOXE»**

L'échec du mouvement autonome peut se mesurer de multiples façons. Mais particulièrement par une opposition qui se renforce entre deux courants qui ont innervé de tout temps le mouvement. Pour le courant «subjectiviste», qui témoigne richement de l'émergence d'une réalité nouvelle dans la composition des luttes (réalité nouvelle qui sera conceptualisée par exemple dans cette différenciation «ouvrier-masse»/«ouvrier social» qui innerve tout le texte de Negri), il faut passer à l'auto-critique : l'Autonomie a échoué à conduire une attaque globale contre le Capital ; et plus grave encore, son échec a poussé le mouvement radical vers l'exutoire de la lutte armée.

Pour le courant orthodoxe, en revanche, l'heure est au repli sur les positions les plus archaïques de la problématique marxiste, renforcé qu'il est par le relatif bordel organisationnel de l'Autonomie en général, et par les insuffisances d'une conceptualisation à la hauteur des exigences actuelles... chez la tendance adverse.

Pour tous, l'heure est aux bilans. Au demeurant fort peu optimistes. Mais, bien entendu, il n'est pas dit que le mouvement social italien dans son ensemble ne continue pas à être travaillé en profondeur par de judicieux acquis.

Innocentisme et repentir

Il peut sembler inutile aujourd'hui de s'occuper de «la pensée de Toni Negri». Depuis qu'il est passé de l'Université à la prison, Negri soutient que son activité du tournant de ces dernières années n'a eu

aucune importance et aucune conséquence idéologique et politique dans le mouvement révolutionnaire, qu'il s'agit d'une activité purement académique et littéraire ; et il a désavoué les contenus politiques du mouvement qui se réclame de ses théories. Negri s'est ainsi politiquement liquidé au regard du mouvement révolutionnaire.

«L'innocentisme est la forme noble de la trahison, le repentir la forme vulgaire» écrit un rédacteur de CONTROVENTO (n° 5/6 déc. 80), qui, en d'autres temps, n'était pas insensible à la fascination qu'exerce le professeur de Padoue, et qui, aujourd'hui encore, n'a pas complètement répudié cette conception du monde dont le professeur a fait l'exposé organique.

Le «roque» individuel des dirigeants et intellectuels sur des positions innocentistes a été et reste ruineuse pour leurs plus ou moins occasionnels compagnons de route. Car ceux-là, exploitans la particularité de leur lien de classe, ont pu se déclarer extérieurs, ils se sont déchargés, face au mouvement, de toute responsabilité politique, ont renié comme inappropriée la traduction politique de leurs paroles et de leurs écrits et ont construit une ligne de défense juridique qui, pour eux sans doute, s'avère payante...

... Les «compagnons de route», qui, au contraire, de par leur position sociale, ne peuvent en faire autant, se retrouvent (...) sur la touche, désavoués, quand ils ne sont pas dénigrés par leurs ex-camarades intellectuels : à ce stade, certains font un pas en avant, tandis que d'autres, au contraire, s'adonnent à la «forme vulgaire» de la trahison!

Cette sensation d'être trahis par les intellectuels se trouve habilement exploitée par juges et policiers, et s'ajoute aux flatteries et aux menaces. Et voilà nos «repentis», pleins de haine contre tous ceux qu'un temps ils considéraient comme des camarades, qui rivalisent à compromettre tout le monde, coupables et non-coupables, se trouvant par là en parfaite harmonie avec l'objectif «d'assécher la mer» de leurs geôliers.

Mais ce n'est pas tout. Ce n'est pas que la ligne judiciaire «innocentiste», mais le contenu tout entier de la pensée de Negri et Cie qui se voit soumise à la vérification et à l'impitoyable critique des évènements politiques de ces derniers mois :

– la théorie des besoins individuels et la volonté de «réappropriation de la vie» comme ultime force motrice de la révolution, aux mains des services des prisons, de l'État, face aux promesses des geôliers, se révèle être une invitation à la délation, à la collaboration avec les geôliers, au «repentir actif», à la désertion et à l'abandon de la lutte – comme en d'autres circonstances elle était une invitation (...) à la rebellion contre toute discipline, qu'elle soit révolutionnaire ou réactionnaire, une invitation à réduire la révolution à la révolution des comportements, de l'individualisme.

– la théorie de l'ouvrier social, «du nouveau sujet révolution-

naire», qui entraîne un refus de toute discrimination de classe dans l'organisation et dans la lutte idéologique, se révèle maintenant comme une conception qui a corrompu une partie du mouvement par des fils à papa en quête d'émotions fortes, en rebellion contre leurs aînés, qui a entravé la critique idéologique, la lutte pour la conception prolétarienne du monde, la formation politique des militants. Elle a favorisé la diffusion de conceptions et de pratiques militaristes, d'après lesquelles l'issue d'une guerre de classe dépend principalement de la capacité militaire de groupes armés et d'actions militaires, en lieu et place d'une mobilisation de masse. Elle a été un obstacle à la formation d'une juste hiérarchie de classe à l'intérieur du mouvement. Toutes choses qui, aujourd'hui, sous les coups de la contre-offensive de la bourgeoisie, constituent autant de facteurs de faiblesse du mouvement, mais que cette contre-offensive fait apparaître dans leur juste lumière.

– la négation de la base matérielle, économique, de la révolution prolétarienne, sa réduction à une lutte générale pour une liberté générale, a rendu nébuleuse et effacé de la conscience de beaucoup de camarades toute référence matérielle, collective, de classe pour juger de la stratégie et de la tactique.

C'est-à-dire qu'elle a ôté au militant particulier le point de référence, l'étalon qui permet de décider, de mesurer sa propre activité. L'avant-garde de lutte du prolétariat décide et vérifie son activité par référence au mouvement du prolétariat ; elle sait que l'issue de la lutte c'est la classe, que son rôle est de servir à la mobilisation et à l'organisation de la classe et des masses populaires. Tout ce qui est conscience immédiate de l'avant-garde trouve dans la classe ses termes de comparaison et sa vérification. Chercher l'adéquation aux lois du mouvement économique de la société, et aux lois selon lesquelles le mouvement matériel se reflète dans la conscience, est bien différent de proclamer révolutionnaire toute conscience immédiate des individus.

La négation du caractère objectif, et en définitive nécessaire, des lois du capitalisme comporte la conviction que l'évolution des rapports politiques et sociaux dépend des décisions arbitraires des individus ; qu'il n'y a pas en premier lieu et comme source des décisions et des aspirations des individus une réalité des rapports de production sur lesquels celles-ci se développent ; et que, dans le mode de production capitaliste, la volonté, les choix et l'intelligence des capitalistes individuels et des groupes capitalistes n'est pas, en définitive, nulle. Il s'ensuit que la lutte entre les classes apparaît comme une lutte entre intelligences, entre politiques...

Nier la tendance inévitable de la société bourgeoise à la crise économique, à la destruction comme solution à la crise, et soutenir que la crise est une manœuvre habile des capitalistes pour maintenir leur domination, signifie qu'on ne comprend pas ce qui constitue la

base de la possibilité de la victoire du prolétariat, et qu'on laisse la voie libre au découragement et à la désertion...

Intervention du comité Giuliano Naria
CONVEGNO SULLA REPRESSIONE DELLO STATO – Milan

annexe x : BILAN D'UN TENANT DE LA «NOUVELLE SUBJECTIVITÉ OUVRIERE»

(...)

La composition de classe se modifiant, le parcours de l'ouvrier social se différenciait de plus en plus de la cyclicité des luttes de l'ouvrier-masse.

En bref : tandis que le cycle de l'ouvrier-masse était *intensif*, et concentrait sa force de frappe sur les moments de haute destructuration productive, le cycle de l'ouvrier social était *diffusif*, et concentrait sa force contre des dimensions plus générales du procès de production social. La lutte ne se concentrait pas mais se diluait. La recherche de l'effet stratégique ne concernait pas le commandement de la production, mais la représentation (efficiente, effective) du commandement social. La cyclicité de la lutte ne se conformait pas aux canaux des secteurs productifs, mais se répandait en grappes, pour germer (...)

L'année 1973 à la FIAT marque déjà une profonde nouveauté : les ouvriers en lutte commencent, par petits groupes, à sortir de l'usine pour aller vers la ville. C'est ce que juillet 79 nous montre comme un comportement de masse désormais acquis. La ville est devenue le lieu de la recomposition ouvrière ; les murs de l'usine sont de fait définitivement franchis. La structure métropolitaine des services et des transports devient lieu, moyen et objectif de la lutte (...)

Sur le terrain social, la lutte devient endémique : de 75 à 77, à Milan, on assiste à une diffusion si incroyable et imprévue des luttes sur le terrain métropolitain (et le phénomène se répète dans toutes les autres zones urbaines italiennes autour de 77) que la démonstration de l'hégémonie d'un nouveau type de luttes, non plus saisies dans une continuité, mais diffuses, est chose faite. Le triomphe de l'ouvrier exploité dans les circuits sociaux de la production apportait un nouveau mode de comportement dans la lutte, il imposait de nouvelles formes et de nouveaux objectifs. Ce que l'on doit comprendre – maintenant du moins si on ne l'a pas compris plus tôt – c'est *qu'une plus grande maturité dans la composition de la classe ouvrière et prolétarienne imposait un plus haut niveau de médiation des luttes. De médiation politique.* C'était là-dessus qu'il fallait travailler : sur cette puissante péréquation des luttes de l'ouvrier social, que crise et restructuration permettaient de développer dans un horizon de luttes

nouvelles, diffuses, tendanciellement unitaires. Le «social» des luttes des années 60, le «la ville est à nous !» (note) des débuts de la «lutte continuelle» (note), tout cela, la classe l'avait maintenant intériorisé (...)

(Avec la nouvelle composition de classe, les problèmes de la reproduction n'étaient plus conçus comme simplement adjacents à ceux de la production). Au contraire, c'est la reproduction qu'on importait au sein même de la production.

La totalité de la journée de travail, et la totalité urbaine de l'espace productif, devenaient texture fondamentale. Ici, la décomposition des cycles de lutte est donc, nécessairement, dès le départ, considérée, comme une précieuse condition de la lutte révolutionnaire. Cyclicité et continuité ne pouvaient être reconquises qu'en partant des formes mêmes de la décomposition et de la diffusion. Alors qu'au contraire – et c'est là l'objet fondamental de l'auto-critique – tout au long des années 70, la polémique interne tiraillait continuellement le Mouvement entre le pôle de la centralisation et le pôle de la diffusion – c'est-à-dire entre le fétichisme de la continuité sur le modèle des années 60, et l'acceptation immédiatiste et passive des formes extérieures du déploiement social des luttes. Fétichisme et immédiatisme empêchaient ainsi de saisir le plus haut niveau de médiation politique que requiéraient ces formes de lutte, ces comportements nouveaux. Tout ceci a eu de désastreux effets. La diffusion des luttes a fourni la base d'une théorie des micro-organisations ; alors que la matérialité diffuse du mouvement révélait en réalité l'urgence d'une médiation politique de haut niveau.

En conséquence – et c'est là le second point où le besoin d'auto-critique se fait sentir – l'incapacité de donner une forme appropriée à l'urgence de médiation politique, a débouché sur la valorisation de la radicalisation *des formes séparées de luttes*. Un classique de l'extrémisme !

Que de fois une action destructurante de masse a échoué dans son travail de consolidation du front contre le travail, et a été hypocritement réinterprétée et développée sur le simple terrain de la déstabilisation.

(...) On ne discute par ici d'actions personnelles, ou de leur complexité : on discute de la méthode, du paradoxe interne aux formes d'action directe des années 70 (...) : ils sont partis de la négation la plus profonde de l'autonomie du politique, et ils ne sont parvenus qu'à produire des actions sur ce terrain même (note)...

(...) Il est nécessaire de souligner au moins un élément fondamental. C'est que la restructuration capitaliste s'est développée toute entière sur le terrain de décomposition du front de l'ouvrier-masse, et sur l'orchestration – à des fins de contrôle – de la décomposition de l'ouvrier social...

(...) Et c'est sur ces erreurs, sur le manque d'esprit critique, sur

l'absence d'une compréhension suffisante des modifications que la nouvelle composition imposait au projet organisationnel, et donc sur le retard du mouvement (...) que vient se greffer la «variable folle» du terrorisme. Elle a joué la carte de l'extrémisme implicite dans le mouvement... Parce que le succès du terrorisme se base plus sur les erreurs que sur la potentialité du mouvement, nous pouvons le qualifier de force parasitaire et subalterne.

Mais ce parasitisme et cette subalternéïté présentent, en même temps qu'une existence objective terriblement solide, un parcours aussi objectif pavé d'erreurs. Dans cette perspective, et devant l'incapacité du mouvement à franchir l'obstacle qui se présentait, on a assisté à un reflux du mouvement autonome. Et à des tentatives d'hégémonie toujours plus intenses de la part du parti combattant. Le problème n'est pas de savoir si la variable folle sera finalement battue et isolée : cela est sûr, parce qu'elle se meut hors des besoins de la classe. Le problème est que les moments de la défaite de cette composante parasitaire sont directement liés aux moments de la croissance, de la reprise du mouvement.

Et seule notre capacité à mener jusqu'au bout l'auto-critique, tant du fétichisme de la continuité, que du radicalisme immédiatiste, seule notre force à poser le complexe problème de la médiation politique de la nouvelle composition de classe, pourra détruire les conditions de la possibilité de la variable folle et de l'existence éphémère de son idéologie. Ce n'est certainement pas la législation spéciale de cet État d'exploitation qui poussera à l'extinction de la variable folle : la répression nourrit l'irrationalité des comportements de la classe défaite. Pour combattre le reflux des forces de masse vers des positions terroristes, nous devons nous battre au contraire contre toute théorie du reflux et faire reverdir l'espérance et la possibilité de la lutte de masse. Tant que la lutte des classes ne déploiera pas toutes ses potentialités, la variable folle continuera à survivre et à se reproduire. Seule la reprise et l'extension de la lutte de classe détruit cette simulation de guerre : il y a deux ans que nous vivons cette situation de simulation, que nous subissons la construction d'un horizon factice de guerre. C'est bien, c'est enthousiasmant pour les patrons et leurs laquais d'utiliser une psychologie de guerre et une législation de guerre –présisément pour... éviter la guerre ! Les profits augmentent, les partis fraternisent dans le patriotisme anti-terroriste, l'état d'urgence est proclamé ! Bouffons ! Non, cela ne peut continuer...

Assez de fictions, assez de simulations, faisant couler le sang inutilement !

Antonio NEGRI : IL MOTORE E LA FORMA (le cinque campagne oggi) (extraits)

(1) prendiamoci la citta ! - (2) lotta continua !

(3) allusion aux contradictions entre pratique et théorie chez les groupes combattants

POLEMICHE

Sindacato-terroristi categoria Br

di FEDERICO BUGNO

Le Br sono iscritte al sindacato? L'inquietante questione è stata sollevata giorni fa da alcuni leader socialisti. Lama ha subito protestato, e non solo lui. Da allora la polemica infuria. Cerchiamo di veder chiaro



Milano. Scritte Br nella sede del consiglio di fabbrica dell'Alfa Romeo di Arese.

QUI A PEUR DES BRIGADES ROUGES ?

La répression nourrit l'irrationalité des comportements de la classe défaite.

«Chaque action extra-constitutionnelle augmente la tension, les manifestations de rue aussi, les grèves sauvages aussi. Mais le but des révolutionnaires est-il d'atténuer la tension ? De ce pas, tout ce qui est illégal va être une provocation. Et la révolution est illégale» – «A»

LA TRAJECTOIRE EXEMPLAIRE DE LA LUTTE ARMÉE

La trajectoire des Brigades Rouges – contrairement à celle d'autres «groupes combattants» plus éphémères – est à tout égard exemplaire. Non pas parce qu'elle aurait su imposer l'hégémonie du groupe sur le terrain de «la lutte armée», ou encore parce qu'elle aurait conduit à la défaite – qui peut douter de l'incapacité d'un groupe, fondé sur une infrastructure néo-stalinienne, à conduire la lutte «pour le communisme» ? Mais parce qu'on peut y lire en filigrane l'histoire du mouvement de déstabilisation qui a agité la formation sociale italienne ces dix dernières années.

La trajectoire BR suit en effet le flux et le reflux du mouvement de résistance à l'ordre établi. Rapports extrêmement complexes dont les documents peuvent donner une idée. Et que l'on peut schématiser ainsi :

Dans une première phase, les BR sont gauchisantes, plutôt à la manière soviétiste néo-stalinienne (qu'on a pu connaître en France avec la Gauche Prolétarienne) qu'à la manière soixante-huitarde. Mais sous la pression de la seconde rupture sociale qui culmine à la fin des années 70, ce sont elles qui vont enfoncer le coin du radicalisme en actes dans le billot ouvrier italien, déployant par ailleurs, matrice idéologique oblige, un discours composite qui, s'affirmant contre «toutes les séparations», les voit pourtant se reproduire toutes dans sa pratique organisationnelle et politique.

Puis vient la dernière phase, celle du reflux du mouvement de subversion, c'est-à-dire du rééquilibrage, tant par «l'intégration» que par la «répression», de la formation sociale. La trajectoire BR tend alors à s'obscurcir, à se scinder, même si le groupe continue à affirmer très fort sa présence dans les usines. Et d'ailleurs, tant que se poursuivra cette fermeture absolue de la société italienne, se poursuivront aussi les tentatives «terroristes», soumises toujours plus à la tentation de devenir les simples exutoires du mécontentement et de la rage populaires.

LES RACINES

ABSENCE DE CONSENSUS ET SOLUTIONS VIOLENTES

Un cercle définitivement refermé

Ce n'est pas seulement la nouvelle gauche qui ne se reconnaît pas dans les institutions, c'est la grande majorité du pays. Quels que soient les efforts de la télévision et des journaux pour faire croire aux gens que le terrorisme est le problème le plus sérieux, le pays n'en est pas si grandement préoccupé. Les mass-media non seulement ne respectent pas l'état d'âme réel du pays, mais agissent de façon à favoriser objectivement le terrorisme. Se faire remarquer, faire la une, est un des présupposés fondamentaux de l'action terroriste.

(...)

Depuis quelques années... – et de façon encore plus évidente depuis l'enlèvement et la mort de Moro – nous avons tous pu constater à propos du terrorisme une nette différence de ton et de contenu entre la voix du pouvoir (DC mais aussi PCI ; Patronat mais aussi syndicats) et celle des citoyens. Ma condition sociale et mon travail me mettent en contact presque exclusivement avec ce qu'on a coutume d'appeler la bourgeoisie (petite, moyenne et haute). Eh bien, je ne me souviens pas, ces dernières années, d'avoir jamais entendu de la part d'un artisan, d'un enseignant, d'un professionnel, d'un fonctionnaire, etc, un commentaire révélant une réelle préoccupation, de la colère ou simplement un accent de pitié pour les victimes de délits politiques, particulièrement quand celles-ci appartiennent à la classe dirigeante. Je me souviens de répliques un peu poussées, de bons mots cyniques, parfois de paroles d'ouverte satisfaction. Une attitude que l'on peut imputer à la lâcheté,

répliques peu poussées, bons mots cyniques, paroles d'ouverte satisfaction.

aux mécanismes psychologiques de défense etc. Mais à la base, il y a un profond mépris, un mépris radical envers la classe dirigeante. La DC, qui gouverne l'Italie depuis plus de trente ans et pour qui sait combien de temps encore, n'a jamais réussi à établir un rapport de confiance avec ses électeurs. La très grande majorité de ses partisans qui vote pour elle le fait «en se bouchant le nez», comme le disait Montanelli. On choisit le moindre mal. Il n'y a pas consensus, il n'y a pas reconnaissance. En revanche, il y a désaffection, honte et souvent une haine véritable, réelle. Mais la presse n'aime pas parler de cela.

les paroles et les sentiments des ouvriers se rapprochent parfois et même coïncident avec la logique des terroristes...

Par contre, les signes ne manquent pas, même extrêmement pudiques, d'un contraste entre la ligne officielle du PCI et des syndicats sur le terrorisme et l'attitude de la base ouvrière. Les rares fois qu'il est donné d'entendre la voix des ouvriers, on est surpris par leur degré d'autonomie, de résistance à la manipulation soit par les mass-media soit par les partis et les syndicats. Ce qui ne signifie pas que les travailleurs ont toujours raison, mais simplement qu'ils refusent les formules, les mots vides du pouvoir. Que les sentiments et les paroles des ouvriers se rapprochent et même coïncident parfois avec la logique des terroristes devrait alarmer le PCI et les syndicats bien plus que cela semble être le cas. Le maximum d'autocritique que les Directions se permettent concerne les carences de la communication («on ne s'est pas fait comprendre») quand il est clair au contraire qu'il s'agit du contenu, et non de la forme.

La ligne, les programmes sont si faibles, si équivoques, si impuissants, qu'à l'opposé le terrorisme semble plus concret, plus réaliste...

(...)

Quand, ces tout derniers mois, magistrature et mass-media (...) se sont lancées à la recherche des origines du terrorisme, se sont mis à tracer les cartes de la nouvelle gauche, à établir les rapports entre thèses politiques (note) et complots, entre enseignement universitaire et bandes armées, à construire

des arbres généalogiques (... à résumer assemblées, rencontres organisationnelles, dissolutions des groupes, fondations des revues, réunions rédactionnelles etc) plus on semblait accorder de l'importance au «comment», plus on censurait et on repoussait le problème réel, la question fondamentale : *POURQUOI* le terrorisme ?

On veut voir, avec entêtement, le terrorisme comme un phénomène interne à une aire déterminée, limité à un groupe, processus autonome, sans *aucun rapport avec la situation du pays*, avec la réalité sociale, économique, politique (...)

Le terrorisme se déclare seulement dans celui qui ingurgite un poison idéologique spécialement distillé pour le moins, à Padoue !

(...)

Ministres qui ne gouvernent pas, partis qui empochent de l'argent, industries qui tuent, installations de bases de missiles, manque de logements, d'écoles, d'hôpitaux, organismes gigantesques qui dévorent les finances publiques sans produire de services efficaces, hauts magistrats qui protègent des malfaiteurs, scandales financiers, escroqueries fiscales, malversasions, maffia, chômage etc, etc. Voilà l'Italie dans laquelle naît et se développe le terrorisme, et on voudrait nier qu'il existe un rapport ? Pendant que j'écris, le docteur Paoletti, directeur de l'ICMESA, vient d'être tué. Naturellement, en plus d'un crime, c'est une action inutile, en ce sens qu'elle ne fera pas avancer d'un pas la confirmation des responsabilités et la punition des coupables de la catastrophe de Seveso. J'ignore quelle fut la responsabilité spécifique de Paoletti. Mais précisément, c'est là le problème : dans ce pays, on ne sait jamais rien. Le système en vigueur est fondé sur l'impunité de celui qui commande, sur l'irresponsabilité des responsables, sur l'inamovibilité des potentats.

la grande majorité du pays ne se reconnaît pas dans les institutions

(...)

Le cercle s'est définitivement refermé ces dernières années avec l'entrée du PCI dans la majorité. A ceux qui accusent Mai 68 d'être

la cause de tout mal, terrorisme compris, on peut facilement rétorquer que la grande majorité des forces de la jeunesse, mobilisées et politisées dans les luttes de ces dernières années, a très vite fini au PCI et dans les syndicats. On a pratiqué, avant tout, la ligne de «la longue marche à travers les institutions» plutôt que la ligne «révolutionnaire». On ne peut nier qu'en 76 encore, «LOTTA CONTINUA» appelait à votre PCI. On a connu une phase presque suffisante au cours de laquelle il semblait que l'avancée du PCI symbolisait cette demande générale de changement, de participation. Le pays demandait un changement de direction politique et économique, l'ouverture d'une phase nouvelle. La DC elle-même, pour remonter la pente, avait dû recourir à l'image de la «refonte» et de la «rénovation», jouant la carte de Zaccagnini contre celle, perdante, de Fanfani ; et le PSI aussi fit semblant de se «refondre». Ce n'est pas un hasard si l'escalade du terrorisme (et de la drogue, et des autres manifestations destructives) coïncident avec la clôture de ces espaces, avec l'écrasement de toute instance de participation, avec la fin de l'opposition et de toute espérance d'alternative.

l'escalade du terrorisme coïncide avec la fin de toute espérance alternative

On ne sait pas, on ne saura jamais, dans quelle mesure les fils du terrorisme sont tirés par le pouvoir. Mais cela me préoccupe moins que le fait que l'aire de recrutement du terrorisme devient de plus en plus vaste. La grande majorité des jeunes se sont pliés, ont accepté les règles du jeu, ils ont recommencé à étudier, à obéir. Il y a cependant – comme toujours – un résidu, un écart : ceux qui ne suivent pas, ceux qui ne veulent pas, ceux qui ne réussissent pas. Une minorité, certes, mais numériquement conséquente. Une minorité de cette minorité est disponible pour le terrorisme : c'est peu par rapport à l'ensemble de la population, mais c'est toujours assez pour assurer au terrorisme continuité et, peut-être, accroissement.

La drogue, la délinquance, le terrorisme sont les effets de la désagrégation, de la marginalisation, de l'exclusion, de la désillusion. Que la violence terroriste (comme ces autres manifestations) exprime le refus de celui qui se sent refusé, la négation de celui qui se sent nié, devrait être évident pour tout le monde ; cependant, il faut se rappeler et noter qu'aux niveaux les plus compétents on définit encore les terroristes comme «loups enragés» (Scalfari – «La Reppublica» 13 fév.) ou encore on les compare aux «mongols de Gengiz-Khan» (Alberoni – Corriere della Sera – 9 fév.)

Nous devons au contraire partir du fait que celui qui opte pour la lutte armée le fait sur la base d'un jugement (aussi juste ou erroné soit-il). A son choix il accorde une valeur politique, en ce sens qu'il veut surmonter la passivité , il se prétend porteur d'une justice et d'une morale supérieures.

Une justice et une morale monstrueuses, si l'on veut, mais qui naissent de l'absence de justice et de morale ambiante. Cette morale pesante était certainement plus forte dans la première génération du terrorisme (Curcio etc). Il ne fait aucun doute que même dans le terrorisme, on note une dégénérescence, une dégradation, parallèle à la dégradation de la vie politique du pays. L'honneur du terroriste semble désormais fondé uniquement sur les valeurs du risque et de la fidélité – valeurs de tous les fascismes et de toutes les «maffia». Mais ne nous illusionnons pas. Dans un pays où personne n'est disposé à risquer un ongle et dans lequel la trahison, le «transformisme» et l'opportunisme sont de règle, certains jeunes se sentiront toujours plus justifiés du seul fait de mettre en jeu leur propre vie et d'être fidèle à leur propre clan, à leur propre secte. Au lieu d'incriminer «LOTTA CONTINUA» d'avoir publié des lettres de jeunes qui manifestaient leur décision de passer à la lutte armée, il est nécessaire de prendre acte de la réalité, de comprendre et non de prêcher...

Dans un pays où personne n'est prêt à risquer un ongle...

(...)

La riposte du pouvoir à cette situation, dans laquelle il a un maximum de responsabilité, poursuit un but unique : le maintien du

pouvoir (...) Aucun programme de réforme, ... Le mot d'ordre : «défense de l'État» est une excuse grossière par laquelle notre classe dirigeante conserve et renforce son pouvoir, confirme son inamovibilité et son impunité. Le terrorisme a été et est une réelle providence pour le pouvoir. Grâce à lui, l'État se laisse aller à penser qu'on n'essaiera pas de se priver de ses services de si tôt.

(...)

Pendant que le pouvoir cherche parmi nous les flanc-gardes, et les complices des terroristes, je pense amèrement à tous ces jeunes qui ont empoigné un révolver uniquement parce qu'ils étaient convaincus de notre complicité avec le pouvoir.

Piergiorgio Bellochio
(QUADERNI PIACENTINI - avril 1980)

note : référence aux travaux d'A. Negri

Law and Order

la radicalisation de la lutte en est arrivée à des pointes extrêmes

Dès que le pouvoir – et le PCI en particulier, englué dans une situation d'attente, mais encore de participation au gouvernement – a eu la sensation que la situation devenait grave, que le poids de la résistance prolétaire augmentait considérablement, que les mouvements de la classe ouvrière et prolétarienne commençaient à échapper au contrôle des forces syndicales et politiques, s'est produite une réaction classique de *Law and Order*. Sur un terrain constitutionnel, bien sûr : mais comment ne se sont-ils pas douté que les bases sociales, matérielles de la Constitution avaient changé ? On trouve ici le signe le plus évident de la crise italienne. D'une part un prolétariat qui ne peut être enfermé, étant donné son ampleur, sa consistance, les comportements qu'il a commencé à assumer, dans un mécanisme de négociation des revenus totalement soumis à une ligne de pur profit et de croissance du produit national. De l'autre,

un mécanisme de pouvoir extrêmement imparfait, et qui dans sa totalité, PCI inclus, ne sait donner au problème qu'une solution formellement constitutionnelle, c'est-à-dire une solution répressive. L'idée que la situation ne puisse se résoudre qu'à travers une démocratisation radicale de l'État et une innovation réelle des règles de la répartition des revenus en faveur des couches prolétaires, semble n'avoir effleuré personne. Par contre il y a eu dramatisation des oppositions – qui sont pour la plupart des oppositions sociales, directement sociales, représentées seulement très partiellement par des groupes minoritaires – jusqu'à en tenter la criminalisation complessive. Chaque lutte contre la sacro-sainte constitution de la productivité est punie en termes juridiques. L'État constitutionnel ne peut accepter que le refus du travail devienne un comportement répandu et largement hégémonique. La poussée répressive s'est construite sur la prolifération des lois de «l'ordre public», sur la restructuration des corps de police, sur le perfectionnement des appareils répressifs, etc., de façon à dépasser et rompre de façon désormais éclatante toutes garanties de la législation. Tribunaux spéciaux, corps de police spéciaux, prisons spéciales, campagne de presse spéciales, etc. : tout ceci caractérise d'une forme hégémonique la situation constitutionnelle italienne, du côté de l'ordre public. L'unique réforme constitutionnelle s'est faite sur ce terrain, dans un paroxysme de criminalisation de l'opposition sociale italienne.

d'un côté, l'inconstitutionnalité du pouvoir donne naissance à la lutte armée, de l'autre la lutte armée approfondit le comportement destructeur du pouvoir

Bien sûr, dans ce cadre se sont développées des formes de lutte armée contre le pouvoir. Ces moments de lutte armée, qui ont certes de l'ampleur, ne doivent pas être surestimés. S'ils ont bien une base dans certaines couches prolétaires du pays, ils n'ont toutefois jamais représenté, en aucun sens, une alternative politique réelle. Tout l'intérêt de la surévaluation et de la dramatisation de ces forces est pour le pouvoir. Faisons bien attention : je ne dis pas que les groupes de la lutte armée font le jeu du pouvoir : je laisse ce genre de dialectique

aux provocateurs. Je dis que dans une situation comme celle que nous avons en Italie, la radicalisation de la lutte est arrivée à des pointes extrêmes ; d'une part l'inconstitutionnalité du pouvoir donne naissance à la lutte armée, de l'autre la lutte armée approfondit le comportement *illibéral*, autoritaire, destructeur, du pouvoir. Mais l'origine de ce puzzle insoluble est encore ailleurs : dans la transformation de la composition de la classe ouvrière et prolétaire italienne, dans l'incapacité du pouvoir de la contrôler dans les termes d'un régime constitutionnel, capable de créer des médiations et des occasions de renouvellement, dans le fait que la demande sociale de revenu et de transformation est totalement ignorée, mystifiée, reprimée par le pouvoir.

L'engrenage est désormais devenu diabolique : la crise sociale se transmet en effet aux institutions, investit l'administration. Les blocages ressentis sur le terrain du conflit social se répercutent sur l'administration (une administration peu capable, comme elle l'est par tradition en Italie) et y suscitent d'autres blocages encore dans la recherche d'une synthèse entre consensus et action administrative.

l'unique réforme constitutionnelle s'est faite sur ce terrain : dans un paroxysme de criminalisation de l'opposition sociale

5. Il me semble maintenant nécessaire d'insister sur un point : la crise italienne connaît une spécificité qui n'est toutefois qu'en partie un phénomène que tous les pays à haut niveau de développement capitaliste connaissent et un problème qu'ils ont tous affronté après 1968.

(...)

Nous devons donc penser qu'en Italie nous irons vers des solutions sans grande nouveauté par rapport à celles déjà expérimentées dans d'autres pays à haut niveau capitaliste, si ce n'est dans le sens de l'urgence et de la «dramaticité» des problèmes et des solutions qui entreront en jeu.

Toni Negri - août 79
Lettre de prison - publié dans la revue Change

Restructuration et crise des valeurs

Le cas de la Vénétie est à cet égard symptomatique. Comme le souligne le sociologue Sabino Aquaviva, le triangle Padoue-Mestre-Venise est le type même de région italienne bouleversée par les phénomènes de désintégration sociale due au développement rapide des années 60. Dans cette nappe urbaine de plus d'un million d'habitants, dans cette région traditionnellement «blanche», catholique et démocrate-chrétienne, vont apparaître avec l'industrialisation un prolétariat jeune que la gauche institutionnelle ne saura pas encadrer, et, avec ces villes comme Padoue à l'opulence récente, une université énorme (60 000 étudiants, drainant une jeunesse ouvrière ou bourgeoise disponible, en raison de la crise des valeurs, à toutes les utopies. Phénomène certes commun à tous les processus de développement rapide, mais qui, en Vénétie, étant donné la rapidité du changement, sera plus exacerbé . l'écroulement des équilibres antérieurs, du
exacerbé .

désintégration sociale due au développement rapide des années 60

exacerbé : l'écroulement des équilibres antérieurs, du *«modèle de Vénétie»*, souligne pour sa part l'historien Silvio Lanaro, explique l'apparition dans la région d'une violence extrême et d'un terrorisme noir ou rouge diffus mais meurtrier.

Philippe Pons - LE MONDE - 14/15 mars 81

Le risque de passer sa vie en prison

(...) Après les choses se sont compliquées (...) Ainsi, à la suite de l'histoire de Moro et sa fin m'ont amené à n'exclure aucune hypothèse... Je suis en tous sens au milieu du champ de cette obscure bataille, et peut-être que ce fait même me permet de mieux voir, ou alors me pousse à me tromper plus. Mais, puisque je vis dans cette Italie, serva et pericolosa, pour moi il est de la plus grande urgence de ne pas me

tromper...
Voilà donc mon raisonnement et mon hypothèse... Les gauchistes italiens sont très stupides, évidemment. Mais cette même stupidité, qui d'un côté n'est pas tout à fait suffisante à les rendre incapables de quoi que ce soit, d'un autre côté est bien suffisante pour les convaincre que le terrorisme est une bonne chose. Et tu sais que le gauchiste italien, à la différence du français, n'est pas contemplatif de la théorie, mais il est contemplatif de la pratique... et, comme les Français font, de la contemplation de la théorie, un monstre idéologique, les Italiens font, de la contemplation de la pratique, un monstre terroriste... En fait la même stupidité qui l'avait empêché de comprendre DE QUI venait le coup de 69, peut très bien avoir agi par la suite – quand sa provenance est devenue CONFUSÉMENT claire – pour lui faire «théoriser» que au terrorisme de l'État on répond avec le terrorisme «prolétaire». C'est un fait hors de discussion qu'il y a beaucoup de gauchistes en Italie qui sont devenus terroristes dans ces dernières années, et parmi eux bien de jeunes ouvriers (seulement les groupes connus sont une centaine). Il reste à voir si un coup pareil est hors de leur portée ou non... (...)

Au terrorisme de l'État, on répond par le «terrorisme prolétaire»

Les services secrets italiens ont été pendant longtemps tellement *sûrs d'être les seuls* à commettre des coups terroristes que, lorsqu'un terrorisme réel est venu, ils ont été pris complètement au dépourvu... (...)
Le fait que le terrorisme porte de l'eau au moulin du spectacle ne prouve pas que ce soient les tenants du spectacle à le diriger toujours, ni prouve que les Brigades Rouges soient noires, comme disent les staliniens ; cela prouve d'abord que les tenants du spectacle sont encore en état d'exploiter ce que leur police n'arrive pas à réprimer et prouve aussi l'inconscience et l'impuissance du choix terroriste. L'argument du CUI PRODEST appliqué au terrorisme dans la société du spectacle peut n'être d'aucune utilité... (...)
.. Car je me demande jusqu'à quel point est utile pour l'État de laisser monter ce phénomène en en perdant le contrôle. (...)
Je dirais même que, depuis quelques temps, en Italie comme en Allemagne, les terroristes réussissent techniquement tous leurs coups. Ce qui démontre l'extrême fragilité de ces systèmes vis-à-vis de ces phénomènes. (...) Au point de vue militaire où tu en sais plus que moi, il me paraît que l'acte terroriste, là où on ne peut pas y répondre par des représailles générales, est assez aisé : il a l'avantage de la surprise et n'a pas le désavantage de l'attaque classique, où les forces qui attaquent doivent être supérieures... Et cette facilité peut très bien suggérer aux terroristes des objectifs toujours plus risqués...
(...)
Tu ne peux même pas imaginer, de loin, le point précis auquel en sont venues les choses en Italie dans l'ESCALATION de la folie, d'un côté, et de la dégradation de tout ce qui existe en général. Et même ce que j'avance sur le phénomène terroriste, je ne l'avance pas tout à fait d'après des élucubrations sans point d'appui dans la réalité... [il m'a dit ... que ... il avait été étonné par] la folle désinvolture de ce milieu prêt à tout et capable de bien des choses, inutiles à nos fins, et trop spectaculaires, tant qu'on se croirait retournés au temps de Necaev et de Dostoievski...
(...)
... En France vous avez eu cinq révolutions, cinq républiques, deux empires... Mais nous n'avons eu ni un vrai champ de bataille, ni un moyen réel d'agir. Cela aussi peut expliquer l'actuel activisme suicidaire de nos terroristes...
(...)
Le risque de passer la vie entière en prison ne touche pas les jeunes terroristes, car ils pensent tous survivre à cet État (et qui peut leur donner tort a priori, sur ce point, notre État étant à chaque instant sur le point de s'écrouler ?) ; et ils ont de toute façon l'espoir de ne pas être pris, ou alors de s'évader, et, dans le pire des cas, le fait de rester en taule quelques années qu'est-ce que cela peut leur foutre, à

le fait de rester en taule quelques années qu'est-ce que cela peut leur foutre, à eux qui n'ont le choix qu'entre le risque assuré de passer leur vie à l'usine, ou le risque douteux d'alterner aux périodes clandestines des périodes de prison

l'heure de la guerilla

eux qui n'ont le choix qu'entre le risque assuré de passer la vie dans l'usine, ou le risque douteux d'alterner aux périodes clandestines des périodes de prison ? Ceci est très précisément ce qu'ils pensent. Certainement ils sont très arriérés en fait de conscience historique, ne connaissent ni l'art ni l'art de vivre etc
(...)
Le stalinisme des Brigades Rouges constitue, en quelque sorte, le dernier sursaut sanguinaire des illusion déçues d'un stalinisme sanguinaire en déconfiture totale...

extraits de la lettre de G. Sanguinetti à Guy Debord, 10 juin 78

note le 21 avril 1978, **Guy Debord** *écrivait à propos de l'enlèvement MORO à* **Gianfranco Sanguinetti** *: «La Brigade Rouge a fait des progrès constants depuis la bombe de Milan (***Piazza Fontana** *NdR)... Des gauchistes, aussi stupides que puissent être leurs intentions, n'auraient en aucun cas pu opérer de cette manière».*
Suivait un développement sur la façon dont des gauchistes stupides auraient dû opérer selon Debord. Malheureusement ils ne lui demandent pas son avis.
Sanguinetti répond par la lettre dont nous publions les extraits. Le 29 août 1978 Debord lui répond : «J'approuve tout à fait les projets de ta lettre du 15 août. Je remarque cependant qu'ils sont en parfaite contradiction... avec les thèses que tu soutenais malencontreusement dans ta lettre du 11 juin. J'aimerais donc savoir la raison qui motivait ces analyses, si étranges, d'un moment :
a) une pression directe des autorités
b) une pression indirecte, de même origine...»
Pour plus de précisions sur cette passionnante affaire d'espionnite aigüe, se reporter à la **CORRESPONDANCE** *(tome 2) publiée par* **CHAMP LIBRE.**

LE BOUILLON DE CULTURE IDÉOLOGIQUE

Référence à quelques précédents

la question des armes revint sur le tapis

En janvier 46... un groupe d'ouvriers bastonnent quelques dirigeants de la Breda, l'UNITA parle de provocations trotskystes...
C'est dans ce cadre que quelques partisans retournent dans les montagnes et redonnent vie à de nouvelles formations armées qui attaquent des objectifs fascistes ou patronaux. L'UNITA parle de groupes réactionnaires et conservateurs. Il est vrai qu'au même moment elle fait l'apologie du travail et de la discipline à l'usine... De nouvelles formations partisanes apparaissent en particulier à Bologne, à Modène. Le PCI collabore activement avec les carabiniers pour assurer «ordre et tranquillité» au pays.
En février enfin, la «Volante Rossa» fait la une des journaux : elle opère depuis deux ans dans le milanais. Les actions de «justice populaire» frappent les fascistes et les dirigeants d'entreprise. Une «sentence de mort» est prononcée et exécutée à Milan contre le fasciste Ghisalberti...
A la fin des années 50, les militants et anciens partisans sont désorientés. «Je me souviens comment on voyait s'écrouler tant d'espérances, de rêves, de mythes, comment, en revanche, dans des pays lointains, on voyait d'héroïques combattants tenir haute la bannière de la guerrilla... Danilo... pensait à la constitution d'un espèce de GAP... la question des armes revint sur le tapis : le premier objectif était de repérer les armes, de les remettre en état de marche, d'en accumuler une certaine quantité»... (note)

Des actions de «justice populaire» frappent les fascistes et les dirigeants

note : **NOTARNICOLA, l'invasion impossible**

Éducation de gauche pour terroriste futur

dans les années 69/74, la violence politique est un état de fait... la gauche historique ne s'en formalise pas

Comme historiens, il nous semble important de signaler que dans les années 69/74, la violence politique était un état de fait, largement toléré, je dirais même normal... La gauche historique... non plus ne s'en scandalisait pas, parce que, pendant des années, les appartements de ses militants avaient été remplis de posters de Lénine, Mao, Staline, Che Guevara, gens peu familiers du bulletin de vote, mais par contre fort familiers des fusils et de la révolution. Et ce n'est pas tout : tout au long des années 60, c'était un devoir d'offrir l'hos-

pitalité aux terroristes espagnols, algériens, sud-américains, hospitalité souvent organisée par les bureaux spéciaux du Parti socialiste et communiste...

terroristes espagnols, algériens, sud-américains

La violence politique change beaucoup après 1975, et, aujourd'hui, le terrorisme est présenté non pas tant comme force révolutionnaire mais comme maladie sociale qui est en train de détruire la société civile. Naturellement, en conséquence, chaque parti, chaque syndicat règle sa mémoire sur les temps nouveaux ; il abandonne remords et souvenirs dangereux...

LE CAS DU 7 AVRIL – G. Bocca

Une matrice tiers-mondiste

«Il a souvent été dit que votre matrice idéologique est marxiste-léniniste, catholique et ouvriériste : vous reconnaissez-vous dans ce mélange ?

– Notre matrice idéologique est communiste. Nos points de référence sont le marxiste-léninisme (note), la révolution culturelle chinoise et les expériences en acte des mouvements guerilleros métropolitains.

– Est-il vrai que votre modèle politico-organisationnel est le mouvement des Tupamaros ?

– Ce n'est pas exact. Aucune expérience ne se copie et l'Italie n'est pas l'Uruguay ; de l'expérience «tupamaro» nous avons plutôt retenu les principes organisationnels comme la construction par colonne et la compartimentation»

L'Indochine est bien plus près qu'il ne paraît sur la carte de géographie
Sinistra Proletaria

16 mai 74 interview BR par l'*Espresso*

AFFINITÉ AVEC LA GAUCHE PROLÉTARIENNE FRANÇAISE

«notre politique a un nom : la NOUVELLE RÉSISTANCE. la lutte populaire violente des partisans... L'heure de la guerrilla a sonné»

Cahiers de la G.P. mai 70 N•2

Les berceaux historiques

L'UNIVERSITÉ NÉGATIVE DE TRENTE (années 60)

Pour connaître la genèse des BR, il est indispensable de faire un retour en arrière particulièrement attentif vers la Faculté de Sociologie de TRENTE où se formeront politiquement et s'imposeront comme cadres dirigeants Margherita Caghol et Renato Curcio. Non seulement parce que le caractère de cette ville peut expliquer la soi-disant composante catholique (1) des BR (trop souvent rappelée, et souvent à tort et à travers) mais surtout parce que le Mouvement étudiant de Trente reste un exemple pour tout le mouvement étudiant italien.

un exemple pour tout le mouvement étudiant

MAI PIU SENZA FUCILE

Le Collectif Politique Métropolitain né officiellement le 8 sept. 69 sera réellement le noyau initial à partir duquel – à travers différentes mutations – naîtront et se développeront les Brigades Rouges (2).

MAI PIU SENZA FUCILE

*(1) c'est la Démocratie Chrétienne qui fonda l'***Institut d'Études Sociales** *à* **Trente**

(2) voir la composition du **CPM** *dans la 1ère partie du dossier*

VISAGE DE QUELQUES CHEFS HISTORIQUES

Franceschini

Nous nous permettons de donner quelques indication à l'UNITA.

le noyau initial

Le camarade Franceschini est le fils d'une famille communiste de SEMPRE. Son père Carlo a developpé une activité clandestine dans le parti communiste combattant puis comme partisan dans la Résistance... Comme continuateur de cette famille communiste, le camarade Franceschini commence à faire partie de la FGCI en 1962. Secrétaire du cercle vénitien il fait rapidement partie de la direction provinciale de la FGCI grâce à ses

famille communiste

réelles qualités politiques mais surtout à cause de l'honnêteté communiste qui le distingue.
A la direction provinciale, il a été quelques temps responsable de la commission d'usine.
... En 1955, il s'inscrit au PCI et fera rapidement partie du comité directeur de sa section.
...
Le camarade Franceschini est sorti du parti en 1969 après un long débat interne qui a mis en minorité la ligne officielle du parti à la direction provinciale de la FGCI.
... L'UNITA peut s'adresser, pour avoir des informations, aux personnes qui ont le mieux connu Franceschini (et qui ne sont pas suspectes) comme les fonctionnaires de la CGIL Tiziano Rinaldini, Franco Pedroni... ou bien au secrétaire provincial actuel du parti Antonio Bernardi...
Toutes gens qui auraient besoin d'un visage de bronze... pour traiter le camarade Franceschini de cadre fasciste.

SOCCORSO ROSSE nov. 74 N° 5/6

inscrit au PCI en 1965

faire du camarade un cadre fasciste

Curcio

De formation chrétienne mais «laïque», Renato CURCIO a commencé, en 1965, à faire partie de la direction des GDIUT, le groupe de Trente de l'Entente Universitaire, association étudiante à composition catholique majoritaire intervenant dans les organismes représentatifs avant la naissance du mouvement étudiant de 68.
Il abandonne l'inspiration catholique initiale, passe à des positions marxistes et continue de développer son activité dans le circuit de la Faculté de Sociologie de Trente. En 1967, il a formé un petit groupe d'études séparé de l'activité générale du nouveau Mouvement Étudiant...
Il commence à faire partie, vers la fin de 67, de la rédaction de la revue «Travail politique» d'inspiration marxiste-léniniste, et il entre au cours de l'année 69 au sein du PC d'I (m-l)
... C'est réellement dans la seconde moitié de

formation chrétienne mais laïque

inspiration marxiste-léniniste

l'année 69 qu'est fondé à Milan le COLLECTIF POLITIQUE MÉTROPOLITAIN dont il fera partie et à partir duquel – au travers de maints problèmes internes, d'affrontements politiques et de scissions – se développeront dans un premier temps les groupes liés au journal «SINISTRA PROLETARIA» d'abord, NOUVELLE RÉSISTANCE ensuite, puis, dans une deuxième phase, la vraie formation clandestine des Brigades Rouges, dont les premières initiatives remontent cependant à la fin de 70 (note)

CONTROINFORMAZIONE N° 5/6
nov. 74

CPM, Sinistra Proletaria, Nuova Resistenza

note : **Curcio** *est arrêté une première fois le 8 septembre 1974 en compagnie de Franceschini ; il est libéré par un commando BR le 18 février 1975 ; il est emprisonné actuellement*

Mara

«Aux camarades de l'organisation, aux forces sincèrement révolutionnaires, à tous les prolétaires. Margherita Caghol est morte en combattant (note) «Mara», dirigeante communiste et membre du Comité Exécutif des Brigades Rouges. Sa vie et sa mort sont un exemple qu'aucun combattant de la liberté ne pourra démentir. Fondatrice de notre organisation, «MARA» a donné une contribution inestimable d'intelligence, d'abnégation et d'humanité à la naissance et à la croissance de l'autonomie ouvrière et de la lutte armée pour le communisme. Commandant politico-militaire de colonne, Mara a su guider victorieusement quelques-unes des plus importantes opérations de l'organisation...
Cette guerre a un prix, un prix très élevé certainement, mais pas assez haut pour lui faire préférer l'esclavage du travail salarié, la dictature de la bourgeoisie dans ses variantes fascistes ou social-démocrates...»
5 juin 1975 – BRIGATE ROSSE – publié dans le CORRIERE DELLE SERA le 7.

membre du Comité Exécutif

commandant de colonne

il n'y aura pas de victoire au bout de la route

«Nous écartons avec dégoût aussi bien les phrases qui expriment ouvertement la joie que les phrases de pieuse désolation. Nous laissons de côté avec respect, mais aussi au nom de notre désaccord politique, les mots avec lesquels ses camarades l'ont saluée, et qui parlent d'héroïsme et de victoire.
Il n'y aura pas de victoire au bout de la route prise par les Brigades Rouges : au contraire, il y aura leur défaite, la démonstration de leurs erreurs... Les BR semblent citer seulement rituellement le travail salarié et témoigner par contre beaucoup plus clairement d'une rébellion des hommes libres contre l'esclavage...

l'esclavage du travail salarié

En dehors de la tristesse pour la mort de Margherita Caghol, il y a dans son destin – et dans d'autres avant elle – une mesure indirecte du chemin qui reste encore à parcourir à la politique révolutionnaire...»

LOTTA CONTINUA – 8 juin 1975

note . le 4 juin 1975, une femme est tuée au cours d'un affrontement armé. On saura le lendemain qu'il s'agit de **Mara – Margherita Caghol.**

L'IMPLANTATION OUVRIERE ORIGINELLE

Les premières actions en usine

les usines où l'organisation - mère était la plus forte

Le 20 octobre 1970, dans une feuille de lutte de SINISTRA PROLETARIA, est notée... l'apparition sur la scène politique des Brigades Rouges... : «apparition d'organisations ouvrières autonomes (Brigades Rouges) qui marquent les premiers moments de l'organisation autonome prolétarienne...»
(...)
En février 1971, SINISTRA PROLETARIA termine sa brève existence. Les camarades qui l'avaient promue, ont consumé en quelques mois les possibilités de cette expérience légale, dont le débouché naturel est désormais la clandestinité.
(...)

à l'intérieur du mouvement ouvrier, dans son ambigüité

Les premières actions des BR se développent... à l'intérieur des usines où l'organisation-mère (le CPM, plus tard SP) était la plus forte : SIT-SIEMENS et PIRELLI. Ces actions n'ont pas beaucoup de répercussions car elles se confondent avec d'autres actions violentes analogues accomplies par d'autres forces présentes dans l'usine et qui deviennent désormais pratiques courantes : destructions d'automobiles, ...etc
(...)

Les premiers documents

1er décembre 1970
Della Torre, mécanicien

un bon camarade, 25 ans d'activité syndicale, commandant partisan...

Un bon camarade : un des nôtres, 50 ans, deux enfants, cadre de pointe à la CGIL, 25 ans d'activité syndicale. Commandant partisan. ... Ils l'ont licencié. Et en deux fois : d'abord les patrons, ensuite les syndicats. Ce licenciement nous concerne tous. Ce n'est pas une affaire privée... Si cela passe sans une riposte décidée de toute l'usine unie, ... alors Pirelli aura la voie libre...
Dans le premier communiqué que nous avons diffusé nous disions : pour chaque camarade frappé pendant la lutte, quelqu'un devra payer.
Un camarade a été frappé.
Mais aussi un des leurs : «le premier de la liste» (comme beaucoup d'ouvriers de l'usine l'ont suggéré) a trouvé sa voiture détruite. Et ce n'est pas fini.

contre les chefs les plus détestés

Nous avions dit en fait «pour un œil, les deux yeux»... et la 850 de l'espion Pelligrini... pour nous, c'est beaucoup, mais c'est moins qu'un œil. Sans compter que sa vraie voiture est une Giulia 1300 junior GT blanche qui depuis quelques temps reste inexplicablement rangée jalousement dans son garage.
Mais nous sommes patients...

COMMUNIQUÉ N° 3
publié dans «RE NUDO» (LE ROI NU) N° 4
avril 71

Un groupe ouvrier radical semi-clandestin

naissance des BR

Le syndicat, à la fin des années 60, est un syndicat révolutionnaire mené par des cadres jeunes convaincus de devoir assister, au cours de leur vie, à la conclusion de la parabole révolutionnaire commencée en Algérie, poursuivie à Cuba et au Vietnam, et qui atteint maintenant les usines européennes...

En paroles et en écrits POTERE OPERAIO est à l'avant-garde. Mais dans les faits, d'autres l'ont précédé, comme le collectif métropolitain duquel naîtront les Brigades Rouges, le GAP de Feltrinelli... non pas en dehors mais à l'intérieur du mouvement ouvrier, dans son ambiguité. Il y a un exemple très clair de ce péché originel : en novembre 70, une importante lutte syndicale s'ouvre à Milan pour le «contrat», pour les horaires, pour le travail au rendement. Participent à la lutte ceux du CUB, le comité unitaire de base, le premier germe de l'Autonomie ouvrière ; mais il y a aussi des ouvriers communistes, comme DELLA TORRE qui se met à la tête d'un cortège violent contre le chef du personnel. L'entreprise licencie DELLA TORRE et d'autres camarades : et l'éventail de la violence ouvrière s'ouvre dans toutes ses composantes : les syndicats emploient la protestation traditionnelle, font intervenir les avocats, dénoncent l'entreprise, organisent des grèves, le CUB fait quelque chose de plus, presque un début de guerre urbaine : il fait déboulonner les voies de chemin de fer du quai Greco Pirelli, bloque les magasins, sabote ; et les BR, le groupe armé semi-clandestin, va à la maison de l'ingénieur Loriga, le chef du personnel, lui brûle son automobile et publie un communiqué auquel le syndicat pourrait souscrire... Le Parti Communiste doit prendre ses distances... mais le syndicat évite les condamnations précises...

essayer de lutter en respectant la loi des patrons, c'est comme si on essayait de se couper les couilles

un communiqué auquel le syndicat pourrait souscrire

LE CAS DU 7 AVRIL
G. Bocca

UNE THÉORIE SOUS INFLUENCE : NÉO-STALINISME OU AUTONOMIE ?

LA THÉORISATION DE LA LUTTE ARMÉE

La violence ouvrière comme auto-défense

«Celui qui pense frapper impunément, licencier, attaquer, doit rencontrer une dure risposte. Mais ce n'est pas tout : nous devons apprendre à frapper les premiers, avant qu'il ne se soit préparé (...). Construisons des NOYAUX OUVRIERS DE DÉFENSE ET D'ATTAQUE, apprenons à nous protéger, à défendre un camarade quand il est attaqué (...). L'organisation de la violence est une nécessité de la lutte des classes.»

Feuille de lutte *SINISTRA PROLETARIA*
juillet 70

apprendre à frapper les premiers

La lutte armée comme expression organisée d'un besoin de classe.

Il existe une tendance dans le mouvement de classe, qu'on ne peut réduire à aucune des organisations extra-parlementaires opérantes, et qui exprime l'exigence de nouvelles formes d'organisation de la lutte révolutionnaire : organisation de l'autodéfense, premières formes de clandestinité, actions directes... Les BR ont saisi cette exigence et se proposent de passer de cette première expérience qui constitue une phase tactique nécessaire, à la phase stratégique de la lutte armée...

... Aucun mouvement révolutionnaire armé qui lutte pour le pouvoir ne peut faire face à l'affrontement sans avoir été en mesure de réaliser deux conditions fondamentales : 1) - se mesurer au pouvoir à tous les niveaux (libérer les détenus politiques, exécuter les condamnations à mort contre les policiers assassins, exproprier les capitalistes etc) et

le marxisme-léninisme, la révolution culturelle chinoise, les expériences des Tupamaros

non pas le bras armé d'un mouvement de masse mais la réponse à sa demande de pouvoir

naturellement démontrer sa capacité de survivre à ces niveaux de l'affrontement , 2) - faire naître un pouvoir alternatif dans les usines et les quartiers populaires...

... Nous entendons par là que la révolution n'est pas seulement un fait technico-militaire, et l'avant-garde armée n'est pas le bras armé d'un mouvement de masse désarmé, mais son plus haut point d'unification, sa demande de pouvoir.

Texte BR - septembre 71
publié dans *MAI PIU SENZA FUCILE*

Mobiliser et armer le peuple

le peuple à l'origine de tout

Notre point de vue est que la lutte armée en Italie doit être conduite par une organisation qui soit l'expression directe du mouvement de classe. Le peuple* est à l'origine de tout, donc il faut l'unir, le mobiliser et l'armer. Le développement d'une première phase de guerre de guerrilla, en situation urbaine et dans les grandes zones industrielles européennes semble possible, compte tenu de l'expérience et des limites des premiers groupes armés allemands, français et italiens à deux conditions : la croissance d'un moment réel de pouvoir ouvrier armé dans les plus grandes usines, dans les pôles de classes les plus significatifs et dans les quartiers populaires où se concentrent majoritairement révoltes et exploitations ; la construction d'une «force régulière stratégique» adéquate à affronter du point de vue de la lutte armée tous les devoirs qui se présenteront aux différents niveaux de l'affrontement.

Interview BR - *L'ESPRESSO* 16 mai 74

** contrairement à l'opinion la plus répandue, ce n'est pas «la lutte armée» qui a provoqué la répression, mais au contraire la violence de la répression anti-ouvrière et en général anti-rebellion métropolitaine, qui a favorisé l'essor de la lutte armée*

Curcio parle de la RAF

L'Italie et l'Allemagne sont respectivement le maillon le plus faible et le maillon le plus fort de la même chaîne : le système démocratique européen».

«La RAF a contraint... la bourgeoisie allemande à révéler sans réticence sa nature férocement contrerévolutionnaire...

la RAF a commencé à construire son organisation de façon externe au mouvement

... La RAF a commencé à construire son organisation de façon externe au mouvement, et toute indication, même embryonnaire, même tendancielle, de la voie à parcourir pour la construction d'un pouvoir populaire et prolétarien sans délégation, a été absente de son travail. Est-ce que cela veut dire que, pour la RAF, «la question ouvrière» ne se pose pas ? Qu'un irrémédiable pessimisme dans sa confrontation aux possibilités révolutionnaires du prolétariat industriel est à la racine de ses choix ? La RAF veut peut-être faire une révolution sociale sans la classe ouvrière ?

Je ne crois pas que le choix tactique de la RAF de développer dans la première phase de sa guerrilla une action de potentalité logistique et d'attaque sur le terrain partiel de la contre-révolution, signifie un refus d'affronter la question ouvrière. Ses choix doivent être mesurés à la situation allemande qui est indubitablement différente de celles de l'Italie et de la France. C'est un fait que «la conscience potentielle possible» du prolétariat allemand occidental, aujourd'hui ne dépasse pas la défense des intérêts immédiats. En signalant la contre-révolution organisée directement par l'État comme la contradiction principale, la RAF n'épuise certes pas l'ère politique des besoins réels, mais elle n'a pas non plus la prétention de le faire.

ses choix doivent être mesurés à la situation allemande

La bataille, dans les prisons et à l'extérieur des prisons, que mène la RAF, est non seulement héroïque, mais elle a une importance exceptionnelle pour les forces révolutionnaires de tout le continent européen. Notre devoir est de la soutenir par tous les

moyens. De son issue, dépend le renforcement ou l'affaiblissement de la guerre révolutionnaire en Europe...

Extrait de : Lettre de la prison de Casale publié dans *ABC* n° 9, 6 mars 1975 - écrite par CURCIO après la mort d'Holger Meins.

LA THESE DE LA FASCISATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT

Un néo-gaullisme italien ?

le fascisme sous les apparences de la démocratie

Nous nous trouvons aujourd'hui devant un renversement des perspectives politiques de la bourgeoisie... La bourgeoisie, face à l'initiative de la classe ouvrière qui a refusé le réformisme comme projet de stabilisation sociale, et qui a mis à l'ordre du jour la fin de l'exploitation d'une part, et aux objectifs contradictoires de l'impérialisme qui empêche la programmation pacifique du développement capitaliste dans certains pays d'autre part, a dû réorganiser à droite l'appareil entier de son pouvoir

...

Le despotisme croissant du Capital sur le travail, la militarisation progressive de l'État et des affrontements de classe, l'intensification de la répression sont deux conséquences objectives et inexorables. Dans la situation italienne, nous assistons en fait à la formation d'un bloc de l'ordre réactionnaire avec une alternative au centre-gauche. Il prospère sous la bannière de la droite nationale...

...

C'est un état de fait incontestable que ce projet répressif pour le moment tend moins à la liquidation institutionnelle de l'État «démocratique» comme l'a fait le fascisme qu'à la répression la plus féroce du mouvement révolutionnaire. En France, le «coup d'État» de de Gaulle et l'actuel «fascisme gaulliste» vivent sous les apparences de la démocratie...

DOCUMENTS DES BR - Septembre 71
(extrait) publié dans
MAI PUI SENZA FUCILE

«Un coup d'État blanc»

La crise du régime n'évolue donc

La crise du régime n'évolue donc pas vers une dissolution catastrophique des institutions mais au contraire les éléments de dissolution sont les anti-corps d'une restructuration efficace et militaire de l'appareil d'État tout entier. Le terrain de la résistance à la contre-révolution se pose ainsi comme le terrain principal du développement de la lutte ouvrière...

une vision déformée des initiatives de la bourgeoisie

...

Libérons et organisons toutes les forces révolutionnaires pour résister au «coup d'État blanc». Lutte armée pour le communisme.

Extrait d'un document BR publié le 21 février dans *LE CORRIERE DELLA SERA*

«Tous les éléments d'analyse de la crise et de la risposte de la bourgeoisie et de l'État ont été aplatis dans un schéma unique et réducteur. Ils font correspondre à cette vision déformée des initiatives de la bourgeoisie une évaluation injustifiée et optimiste de la situation de la classe ouvrière.

une évaluation optimiste de la situation de la classe ouvrière

... La résistance au «coup d'État blanc» est une perspective bien misérable, et encore une fois les Brigades Rouges ne se révèlent pas capables d'opposer à «la voie pacifique vers le socialisme» autre chose que : «la voie armée vers les réformes».

extrait de : *BANDIERA ROSSA* n° 4 - 1975

LES B. R. FACE AU P. C. I.

Dénonciation de la collaboration PCI/Patronat

En 1973, dans leur seconde phase de «réflexion théorique», les BR définissent le PCI comme «une grande force démocratique qui poursuit avec cohérence une stratégie exactement opposée à la notre», mais il ne

leur semble pas utile de «l'attaquer par des flots de paroles». A mesure que la ligne de la lutte armée et du pouvoir prolétarien se consolidera, les éléments du PCI sauront certainement faire le saut...

En 1976, après l'accord de novembre entre FIAT et les syndicats, les BR écrivent:

Camarades,

L'attitudes des directions syndicales a été, encore une fois, et de façon encore plus marquée que dans le passé, de s'en remettre à une position subordonnée, une position d'acceptation de la stratégie néocorporatiste d'Agnelli, qui a sa propre logique dans la relance impérialiste de l'entreprise, dans la désarticulation de l'unité politique de la classe. Aux patrons «l'honneur» d'intensifier l'exploitation et de gérer la crise, dans une perspective anti-ouvrière ; aux syndicats et au PCI «l'honneur» de démentir enfin le concept même de lutte et de résistance.

1973 : le PCI comme grande force démocratique

1976 : aux syndicats et au PCI l'honneur de démentir enfin le concept même de lutte et de résistance

... Ce qui est advenu ensuite ne fait que confirmer pesamment ce jugement : l'augmentation du chiffre d'affaires et l'expansion des holdings financiers d'un côté, et de l'autre la provocation montée par les hautes sphères de la bureaucratie syndicale et du PCI, durant la grève du 22 novembre, avec la tentative qui en dérive d'expulser les avantgardes du syndicat, ne sont pas des faits isolés, mais doivent être compris dans leur unité.

Mais la classe ouvrière ne peut plus accepter la désorientation, la résignation, que Berlinguer, Lama etc, voudraient imposer au nom du compromis. L'échéance contractuelle doit devenir une occasion pour reprendre la lutte et pour s'organiser doit se transformer en lutte de pouvoir. Les transferts, les licenciements, doivent devenir des moments de riposte.

Extrait de *MAI PIU SENZA FUCILE*

Critique du «compromis historique» (note)

Dans la gauche officielle, on ne comprend pas les profondes transformations, structurelles et politiques, qui ont été accomplies par la DC et la CONFINDUSTRIA à l'intérieur de la contre-révolution impérialiste globale.

Par dessus tout, le PCI a démontré son incapacité à indiquer une stratégie alternative de classe...

... Le compromis historique ne correspond pas à un besoin politique de classe, mais plus simplement à un intérêt opportuniste d'une couche de la classe qui réalise quelques misérables avantages dans le renforcement du système impérialiste.

C'est pour cela que le PCI s'oppose désormais violemment au mouvement révolutionnaire...

Le compromis historique correspond à un intérêt opportuniste d'une couche de la classe qui réalise quelques misérables avantages dans le renforcement du système

C'est pour cela que ses projets révisionnistes seront certainement battus. Mais il ne faut cependant pas sous-évaluer la fonction ambivalente que, dans une brève période, la ligne du compromis historique peut déployer au sein de la crise du régime :

– d'un côté, constituer un important facteur de crise politique du régime, apporter la peur et accélérer les contradictions dans les secteurs les plus conservateurs et les plus réactionnaires

– d'un autre côté, éviter que le pays ne devienne ingouvernable, et de ce point de vue, être un obstacle au développement de la guerre de classe... de larges secteurs du mouvement ouvrier et populaire restent prisonniers de la trappe paralysante de la ligne du «compromis historique». Et cette ligne, figeant les forces de classe, retarde, fait obstacle à la prise de conscience, au niveau des masses, de la nécessité de la guerre, et cela justement au moment où la situation était favorable aux forces révolutionnaires.

Extrait de *RISOLUZIONE DELLA DIREZIONE STRATEGICA*
avril 75 - publié dans *GENTE* n° 40

note : se reporter en outre, pour l'analyse de la restructuration à long terme, et le projet de pacte social, aux annexes 2 et 3 de la première partie du dossier

même si le terrorisme frappe le petit chef d'une usine, la cible, c'est vous, la classe ouvrière

La «lutte anti-terroriste» à l'usine

L'émotion du monde du travail a été immense (note). Pourtant, quelques groupes d'ouvriers ont rechigné à s'associer à la grève, considérant que le rôle du syndicat est d'organiser la lutte pour les salaires, ou les conditions de travail, pas pour Aldo Moro. Mais cette tendance s'est révélée très minoritaire, alors que six mois plus tôt, en novembre 1977, lors de l'assassinat du journaliste Casalegno, 90 % des ouvriers de la Fiat de Turin avaient refusé la grève. Casalegno dirigeait «la Stampa», journal de la Fiat, journal d'Agnelli. Interrogé par un envoyé spécial de «la Republica» sur sa non-participation à la grève, un ouvrier des presses répondait : *«Dis donc, journaliste, et toi, est-ce que tu te mets en grève si je suis descendu ?»*

Les syndicats ont alors réalisé qu'existaient, dans la classe ouvrière, *«des hésitations, des indécisions des zones de relative extériorité et de passivité face au terrorisme. Cela vient de ce que les B.R. prétendent aussi lutter contre l'État capitaliste et ses serviteurs et frappent les petits chefs, les journalistes, les magistrats, les avocats, les cadres démo-chrétiens, les membres des forces de l'ordre, sans parler des fascistes»*, comme l'explique Bruno Bertini dans son rapport sur le terrorisme présenté à l'École centrale du P.C.I... Pis : on a découvert dans quelques entreprises (par exemple aux presses de la Fiat Mirafiori à Turin) des tracts des Brigades Rouges ; et les carabiniers ont surpris, le 22 avril 1977, sur les collines de Verbania, sept ouvriers et employés milanais qui s'entraînaient au tir.

Comment remédier à cet état de choses ? Par des assemblées d'«antiterrorisme», ont répondu les syndicats. A Turin, cent quatre-vingt-quinze assemblées depuis le 16 mars, dont quarante-sept à la seule Fiat. Participation : 60 % des travailleurs. Que leur dit-on ? Que *«même si le terrorisme frappe un journaliste bourgeois, ou le dirigeant d'un parti «inter-classiste», où le petit chef d'une usine, la cible, en réalité, c'est vous, la classe ouvrière»*, comme le dit Fausto Bertinotti, syndicaliste de la C.G.I.L.

N.O. du 4 décembre 78

note : à propos de l'affaire Moro

LES B. R. FACE A L'AUTONOMIE

Vivre en dictature ou vivre en démocratie ?

le problème est de ne pas se tromper d'objectif

(Interview d'un ouvrier de l'Autonomie ouvrière de Porto Marghera)

Un dernier point – lié à la situation politique actuelle, dans laquelle, nous le répétons, le danger sérieux n'est pas un néo-gaullisme mais une «social-démocratie en armes» (note) où le syndicat assume, en fait, la fonction d'une institution d'État – : il ne faut pas se tromper d'objectif et faire place aux provocations qui peuvent être ensuite attribuées à la classe ouvrière.

Et là, une discussion approfondie sur l'organisation, sur le sens et la validité de la clandestinité, s'impose aussi.

...

changer une situation de démocratie bourgeoise contre une situation de répression dictatoriale est une erreur infantile

Le point central est que, malgré tout, subsiste en Italie un régime de démocratie bourgeoise parlementaire, dans lequel la classe ouvrière peut imposer le respect d'une série de ses droits élémentaires.

Changer une situation de ce genre contre une situation de répression dictatoriale ou autoritaire est une erreur infantile.

... Leur vision (note) trop pessimiste part du présupposé que la manœuvre réactionnaire (préparation de la seconde République-néo-gaullisme) est sur le point de réussir, et que seule l'initiative «armée» peut l'arrêter.

Le résultat du référendum du 12 mai démontre le contraire et démontre aussi que, pour la classe ouvrière, le terrain de la lutte légale n'est pas définitivement clos.

une croyance selon laquelle il est fondamental de construire un bras armé qui rassemblera tout le monde, réformistes y compris...

... Leur affirmation des exigences de lutte armée qui naissent dans les grandes usines urbaines comme refus du projet de restabilisation du système, sont des affirmations qui, dans la meilleure hypothèse, prennent pour des tendances opérantes des tendances qui ne sont d'abord que des réactions instinctives, des exigences d'auto-défense, et non une conception organique et concrète du passage à la lutte armée proprement dite.

... Ils savent bien qu'aucune expérience ne se répète et que l'Italie n'est pas l'Amérique du Sud.

... Le problème de la lutte armée comme ils le posent ne peut être appliqué dans la pratique à n'importe quelle situation de graves tensions politiques et sociales, mais seulement dans une situation révolutionnaire où il y a un double pouvoir, et en liaison avec la mobilisation des forces sociales anti-capitalistes ; autrement, quelles que soient les intentions, on finit dans le blanquisme.

cela ne signifie pas que nous ne devions pas poser le problème de la lutte armée

... Dire cela ne signifie pas que nous ne devions pas poser le problème de la lutte armée. Ce problème deviendra toujours plus imminent dans la mesure même où les conflits sociaux et politiques dans l'Europe capitaliste deviendront plus dramatiques. Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de lutter déjà contre la «déséducation» qu'ont provoquée des décennies de réformisme dans la classe ouvrière et contre l'adaptation opportuniste de la majorité des groupes d'extrême-gauche. Mais dans une situation comme la notre, caractérisée par les tentatives de la bourgeoisie de valoriser les «bandes armées»... pour éreinter la classe ouvrière et éliminer dans les faits les droits démocratiques fondamentaux, l'orientation doit être la réalisation d'un front unique ouvrier, tandis que la lutte armée doit être ramenée à un rôle d'auto-défense...

Extrait de : *«CONTRO IL PADRONE»*
bulletin des ouvriers communistes autonomes
gênois n° 2; 18 avril 1974

note : «una socialdemocrazia col mitra» : une social-démocratie avec la mitraillette

note : la vision des groupes armés

La Résolution Stratégique de 1975

on ne peut mener la lutte politique sans assumer la dimension militaire de l'affrontement

En avril 1975, la «RÉSOLUTION STRATÉGIQUE» fait apparaître que : d'une part, pour répondre aux accusations de «mégalomanie» dont ils font l'objet, les BR reconnaissent les limites de «l'accumulation des forces révolutionnaires sur le terrain de la lutte armée». Mais affirment leur intention de poursuivre leur offensive, «l'attaco al cuore dello stato» (note). «Le devoir principal de l'action révolutionnaire dans cette phase est de travailler à la désarticulation politique maximum tant du régime que de l'État. C'est-à-dire de développer au maximum des contradictions politiques entre les institutions et, à l'intérieur d'elles, entre les différents projets tactiques de solutionner la crise et à l'intérieur de chacun d'eux». D'autre part, et c'est une évolution très importante, elles déclarent nettement et définitivement ne plus se considérer comme le «bras armé» de l'Autonomie, et critiquent les illusions du mouvement autonome dans la légalité et la semi-légalité. Ils déclarent enfin nettement : «A notre avis la question dans son ensemble doit être considérée à partir de la «couche de la classe» qui plus que tout autre subit l'intensification de l'exploitation qui découle des projets de restructuration capitaliste et impérialiste... Les assemblées autonomes ne sont pas l'avant-garde de cette «couche de la classe».

porter l'attaque au cœur de l'État

les assemblées autonomes ne sont pas l'avant-garde

note : l'attaco al cuore dello stato : porter l'attaque au cœur de l'État

LA PRATIQUE : LA RÉFORME PAR LES ARMES ?

ACTIONS DIRECTES

A qui s'en prennent les BR ?

Contro Informazione n° 7/8 - juin 76

1975

2 febbraio	Leini (Torino). Incursione alla Singer: vengono "puniti" i dirigenti Boffa e La Sala.
18 febbraio	Casale. Liberazione di Curcio.
26 febbraio	Milano. Incursione all'IDI.
aprile	Le BR stampano la *Risoluzione strategica.*
15 maggio	Mestre. Attacco a una sezione della DC.
15 maggio	Torino. Incendio simultaneo di numerose auto di fascisti FIAT.
15 maggio	Milano. Incursione presso la sede di Iniziativa Democratica del democristiano De Carolis.
4 giugno	Acqui. "Mara" Cagol viene uccisa dai carabinieri durante il fallito sequestro Gancia. Muore anche un carabiniere.
15 luglio	Lonigo (Vicenza). Esproprio della Banca Popolare Agricola, 42 milioni.
8 ottobre	Genova. Rapina alla Cassa di Risparmio presso l'Ospedale S. Martino, 118 milioni.
21 ottobre	Torino. Sequestrato Enrico Boffa, dirigente della Singer di Leini, e capogruppo democristiano al consiglio comunale di Rivoli.
22 ottobre	Genova. Sequestrato Vincenzo Casabona, capo del personale dell'Ansaldo Meccanico.
29 ottobre	Milano. Viene perquisito un centro studi della Confindustria.
10 dicembre	Milano. Viene attaccata la caserma dei CC di via Montecatini, e distrutto un automezzo militare.
17 dicembre	Torino. Viene "punito" con una revolverata alla gamba il dottor Luigi Solera, medico della FIAT. Alcuni giorni prima erano state incendiate le auto di 6 fascisti FIAT.

Les «justiciers» à l'usine.

Sandro Antoniazzi est secrétaire du syndicat CISL. C'est l'homme qui a vu sa proposition de rassembler des signatures pour Sandrucci refusée, – de peur que le compte ne soit trop maigre – par les autres Confédérations.

un problème de compétition réelle

Il soutient : «les terroristes ont adopté aujourd'hui un langage presque politique, leur ton n'est plus seulement truculent et sanguinaire. Et cela pose, d'une certaine façon, des problèmes de réelle compétition». Après les années de la SIT-SIEMENS, après les usines de Sesto San Giovanni, les deux Marelli, la BREDA, la FALK, l'Alfa Romeo semble être devenue le plus important laboratoire politique des BR, c'est certainement l'endroit où leur présence est la plus forte (...). L'enlèvement de Sandrucci n'est que le dernier épisode d'une longue série qui commence dans le lointain, en 1973, avec l'agression contre Michele Mincuzzi (note)... Les ouvriers l'avaient retrouvé près d'une grille de l'entreprise, le rituel carton, signé Brigate Rosse, pendu au cou. En 1977, les armes à feu entrent en scène : Aldo Grassini, responsable de l'atelier assemblage est «gambizzato» (note). Ça se passe mieux pour Francesco Atzeni, communiste, membre du Conseil d'usine : les balles ne l'ont pas touché. Mais dix jours plus tard, nous sommes en février 1978, c'est Domenico Segala, du bureau du personnel, qui est estropié.

suffisamment en sécurité pour porter des armes à l'usine

Puis ils s'en prennent à Ippolito Bestonso, Directeur des travaux mécaniques. Après qu'ait été blessé Pietro Dall'Era, responsable de l'atelier peinture, un guet-apens a lieu à Arese, dans l'entreprise (...).

S'ils ne sont pas comme «des poissons dans l'eau», les BR ne s'en sentent pas moins suffisamment en sécurité pour porter des armes à l'usine, pour tirer devant témoins. Le nombre de tracts éparpillés dans l'usine ne se compte plus, ni les inscriptions sur les murs. Et encore, il y a peu de mois, la banderole de

la clandestinité

neuf mètres accrochée dans l'atelier peinture. Et puis les épisodes d'intimidations physiques, les menaces...

L'ESPRESSO - 2 août 1981 - à propos de l'affaire Sandrucci

note : Michele Mincuzzi, ingénieur de l'Alfa Romeo, «fasciste en chemise blanche».
note : touché aux jambes (c'est la jambisation)

DES LIENS JAMAIS DÉMENTIS AVEC LA CLASSE OUVRIERE

Les BR sont-elles inscrites au syndicat ?

l'accusateur de Sandrucci serait un militant syndical

Il ne fait pas de doute que c'est l'enlèvement de Renzo Sandrucci qui a fait le plus discuter, qui a provoqué le plus grand nombre de polémiques. Thème : les BR sont inscrites au syndicat ? Combien d'entre eux ? Et auxquels ?

C'est Enzo Mattina, Secrétaire confédéral et N° 2 de l'UIL, qui, le vendredi 17 juillet, a lancé la polémique. Sandrucci avait subi l'interrogatoire des BR et le quotidien socialiste l'avait publié, en même temps que d'autres documents sur l'enlèvement. De la lecture de l'interrogatoire, écrit Mattina, se dégage la conviction que l'accusateur de Sandrucci serait «un militant syndical, un délégué à temps plein». Le syndicaliste de l'UIL poursuit : «dans l'argumentation, dans le langage employé au cours de l'interrogatoire, il est facile de voir la similitude avec les raisonnements et les forces d'expression qui font partie de la culture de gauche et du syndicalisme» (...)

«nos usines restent contrôlables, on y peut connaître la vie et l'histoire de tout un chacun»

Sandro Antoniazzi, Secrétaire milanais de la CISL, et homme de pointe du syndicalisme lombard catholique, déclare : «Pendant l'année et demie qui vient de s'écouler, on peut dire que les terroristes se sont donnés comme objectif de s'insérer dans les entreprises et ensuite dans le syndicat, mais à Milan, nos usines restent contrôlables, on peut y connaître la vie et l'histoire de tout un chacun».

L'ESPRESSO - 2 août 1981 - à propos de l'affaire Sandrucci

Les BR et la nouvelle sensibilité ouvrière

détachement croissant des jeunes générations par rapport au travail

On parle de l'autonomie ouvrière turinoise comme d'un lieu de recrutement des formations terroristes, en particulier PRIMA LINEA... Ici, l'origine de l'Autonomie et des autres formations subversives est plus sérieuse, plus tragique, liée... au détachement croissant des jeunes générations par rapport au travail. Le terrorisme suit cette faille originelle... et devient riposte existentielle, refus total et suicide».

Bocca - (Le cas du 7 avril)

Les BR et la base ouvrière radicale

les deux ouvriers ont été dénoncés...

A la porte 17 de V. Settembrini, aux environs de 6 heures du matin, deux jeunes ouvriers : Peppino Muraca (23 ans) et Paolo Raffaele (20 ans) ont été arrêtés par la police et conduits au commissariat. Ce même jour, ils ont été conduits en prison et associés aux «Neuf», lesquels sont présumés appartenir aux Brigades Rouges, bien que les enquêteurs doivent admettre que les deux ouvriers sont étrangers au séquestre et à ses implications...

Interview ouvrière :

Je travaille au secteur Presse. J'ai connu Peppino Muraca assez récemment, durant les dernières luttes, celles du contrat, en février. Muraca travaillait à la Pinin depuis 3 ou 4 ans. Avant, il avait été ouvrier à LANCIA... Le discours politique de Muraca critique nettement le révisionnisme et les positions syndicales molles et inefficaces. Mais il n'épargne pas non plus les groupes. Il soutient que les grou-

en pratique, il adoptait le discours de l'Autonomie

pes, après 69, avec leur façon de faire politique, ont détruit tout ce qui avait été enseigné et construit au cours des années chaudes... En pratique, il adoptait le discours de l'Autonomie, la vraie, pas celle qui est orchestrée. Chaque usine, disait-il, doit s'organiser de façon autonome, à partir de ses exigences et de ses forces propres. Cette avant-garde ensuite, doit se coordonner...

P. Raffaele travaillait à la chaîne de montage des petits moteurs, off. 6 équipe 6913. Il venait de la Sot.

Il s'était fait licencié et s'était fait prendre à la Spa-Stura. Il est entré dans l'établissement le premier janvier de cette année... Il participait au conseil d'usine pour écouter, mais aussi pour critiquer la ligne du syndicat. Il est intervenu pour exprimer son désaccord sur l'entente conjointe syndicat/Agnelli.

il était dans le circuit syndical, comme la majorité des copains qui sont en désaccord mais qui n'ont pas d'autre alternative

Politiquement, il était dans le circuit syndical, comme la majorité des copains qui sont en désaccord avec la ligne réformiste mais n'ont pas d'autre alternative. Aussi, même s'il exprimait des revendications plus avancées..., il finissait par suivre le syndicat. Bien qu'il soit très jeune, et à cause de ça, plutôt impulsif, c'était un camarade sérieux.

CONTRO INFORMAZIONE - *n* • 4/5 Juillet 1974

Deux ouvriers de la FIAT commandaient les Brigadistes

Les carabiniers sont partis de la capture des brigadistes Peci et Micaletto pour arriver finalement à la cache découverte hier. DANS LA CITÉ SANCTUAIRE, PREMIER COUP A LA TERREUR. Gênes a longtemps été pour les BR une ville-symbôle. Ici les brigadistes ont toujours eu une base de partisans insuspectables et intouchables... La colonne gênoise... est décisivement stalinienne, liée aux grandes usines (il faut se souvenir que les premières enquêtes BR sur les usines ont été faites à Gênes)...

la colonne gênoise est stalinienne, liée aux grandes usines

C'est à Gênes qu'a été tué le premier magistrat, le procureur Coco, et à Gênes que deux années après, les BR ont enlevé le substitut-procureur Mario Sossi, et c'est à Gênes encore qu'a été prise la décision de tuer un ouvrier communiste jugé «délateur» ...

LA REPUBBLICA 29/3/80

Gênes - Dimanche prochain, il aurait eu 28 ans (note), ce matin il se serait présenté aux grilles de Mirafiori après un mois de maladie. Et jeudi prochain, il ne sera pas au Palais de Justice pour témoigner au procès qui oppose 61 licenciés à la Fiat. Lorenzo Betassa, un des quatre brigadistes qui a laissé la vie dans l'appartement du 12, rue Fracchia, était un ouvrier Fiat du département carrosserie de Mirafiori. «Un absentéisme militant» dit-on de lui. Mais aussi un militant syndical, un délégué de la FIN-CISL... Fils d'un ex-ouvrier de la FIAT, Lorenzo Betassa, après avoir suivi les cours de formation professionnelle de la Fiat, entre au département carrosserie de Mirafiori en 1972... Pour jeudi, on lui avait remis une convocation comme témoin à décharge de Riccardo Braghin, un des soixante-et-un ouvriers licenciés de la Fiat parce qu'en «odeur de terrorisme». Après cette découverte, aujourd'hui à Turin, les suspects augmentent. On parle aujourd'hui avec insistance d'un autre ouvrier des Presses, Luca Nicoletti, disparu le 17 mai 77.

un absentéisme militant, mais aussi un militant syndical

LA REPUBBLICA 1er avril 1980

note : en mars 1980, à Gênes, les carabiniers abattent 4 «terroristes» qu'ils viennent de surprendre dans leur appartement

TACTIQUE DE LA «SÉQUESTRATION» ET DE «L'INTERROGATOIRE»

Le premier enlèvement politique : «ce chien galeux de Macchiarini»

ils ne s'émeuvent pas du sort de leur dirigeant

Le 3 mars 1972, Idalgo Macchiarini, défini comme un des dirigeants les plus haïs de la SIT-SIEMENS, est séquestré à la sortie de son bureau par un noyau de brigadistes... Un tract est diffusé, dans lequel il est question d'arrestation», de «procès» et de «mise en liberté provisoire»... : «Macchiarini est un sâle chien gâleux et les ouvriers le savent tous...

... Macchiarini est... un NÉO-FASCISTE typique: un néo-fasciste en chemise blanche, et c'est, de nos jours, l'équivalent de la chemise noire...»

... La grande majorité des travailleurs de la SIT-SIEMENS, qui, quelques heures avant la séquestration, avaient essayé d'atteindre les bureaux de Macchiarini au cours d'un «cortège interne», approuve, à l'exclusion des hautes sphères syndicales, cette action. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne s'émeuvent pas du sort de leur dirigeant, puisque , à peu près un mois après, le 13 avril, comme en témoigne la presse de l'époque, celui-ci fera encore l'objet,au cours d'un «cortège interne», d'une visite particulière et «indésirable».

Extrait de *MAI PIU SENZA FUCILE*

La pratique de l'interview (note)

l'action combinéede la FIAT et du syndicat CISNAL

Il y a déjà quelques mois que dans la gauche,... on soulève le problème de l'action combinée de la FIAT et de la CISNAL (note) dans le but d'infiltrer dans les ateliers une masse de manœuvre docile, pour exécuter un vaste projet anti-ouvrier.

Puisque Labate est un des responsables fascistes de ce sale tour, nous lui avons demandé comment se passent les choses. Voilà les réponses. «Nous voulons savoir qui sont vos activistes, vos responsables à la FIAT.

Commençons par MIRAFIORI.

– Pour MIRAFIORI, le responsable est Angelo Trivisano, qui travaille à la carrosserie ... Puis... puis il y a Guiliano Benetti pour les mécaniciens et Ritota Piero pour la carrosserie, ce sont les responsables des groupes de sections respectifs...

un vaste plan anti-ouvrier

– Alors, quels sont vos autres activistes à la carrosserie ?

– Eh bien... il y a Cicilioni Giuseppe, puis les deux frères Dademo... Un qui s'appelle Antonio et l'autre Francesco... puis il y a Obino Nicola... Romagnini Sergio...» etc, etc

l'organisation de l'espionnage à l'usine

«Et Masera, ce fasciste qui fait le salut romain quand passent les cortèges ouvriers» etc...

Publié dans *CONTROINFORMAZIONE*
Octobre 73

note : extrait de «l'interview» de BRUNO LABATE par les BR, le 14 février 1973, qui révèle l'organisation d'un activisme anti-ouvrier par la FIAT et les syndicats jaunes

Des actions données en exemple

se présenter comme fonction directe du pouvoir ouvrier en formation...

Jeudi 28 juin 73, un noyau armé des Brigades Rouges a enlevé, interrogé et passé en procès MINCUZZI Michele, dirigeant de l'ALFA ROMEO.

Pour comprendre effectivement qui il est, commençons par quelques unes de ses phrases célèbres : «l'aplatissement des catégories est contre-nature» «l'égalitarisme est inhumain».

MINCUZZI ne se contente pas d'être le maître des argousins qui imposent les rythmes et les cadences infernales auxquels nous sommes soumis à l'ALFA, mais il enseigne même les méthodes fascistes aux dirigeants des autres usines...

...

Camarades, apprenons à repérer un à un nos ennemis, à les contrôler et à les punir chaque fois qu'ils se rendront directement responsables d'actions anti-ouvrières...

La politique terroriste des patrons

marchent sur des pieds bien précis, et ce sont ceux de nos dirigeants et de nos chefs.

Ceci est la premisse pour avancer sur la voie ouverte par les luttes de 69/73, pour développer les thèmes de la guerre à l'organisation capitaliste du travail, et de la résistance à la restructuration anti-ouvrière, pour permettre au mouvement de masse d'avancer sur la voie du communisme.

guerre à l'organisation capitaliste du travail et résistance à la restructuration anti-ouvrière

Lutte armée pour le communisme !

BRIGATE ROSSE

Publié dans *MAI PIU SENZA FUCILE*

Ce n'est pas nous qui devons avoir peur.

«Camarades, quand la peur s'installe dans les larges masses, le patron a déjà gagné la guerre à demi.

il n'y a pas de licenciements justes et de licenciements injustes !

... Nous savons tous que ce n'est pas tant l'économie des patrons qui est en crise, que leur pouvoir. Et leur capacité d'exploitation, de domination et d'oppression, qui a été définitivement secouée dans les luttes ouvrières de ces dernières années.

Face à cette situation, ce n'est pas nous qui devons avoir peur. Nous n'avons pas eu peur à la fin du mois de mars quand nous avons hissé le drapeau rouge, contre les patrons et les réformistes, sur la plus grande usine de Turin.

Dans cette situation, nous devons accepter la guerre... Pourquoi ne pas combattre quand il est possible de vaincre ?

cette crise, nous n'en sortirons pas par des compromis

Torino - 10 Déc. 73 - Brigate Rosse

publié dans *«CONTROINFORMAZIONE»*

n° 1/2 - fev/mars 75

Le premier enlèvement frappant l'appareil d'État

Le 18 avril 74, un noyau des BR enlève Sossi (note). Avec cette action, les BR semblent sortir de la logique «usiniste» et «partiquariste» qui était la leur... pour porter directement l'attaque contre l'État en frappant la magistrature, qu'elles considèrent comme le maillon le plus faible. Plus tard, elles expliqueront :

«Contre toute tendance «défensiviste» ou «liquidationniste» qui prend prétexte de la crise pour renoncer à la lutte et chercher le compromis, nous avons voulu, en frappant l'image du substitut-procureur Mario Sossi, frapper un centre vital du procès contre-révolutionnaire. Et nous sommes passés à l'attaque précisément maintenant dans ce sombre climat de referendum, parce que nous sommes convaincus que la Classe Ouvrière et le Mouvement Révolutionnaire se trouve justement maintenant en face d'une nouvelle phase de la guerre de classe...»

contre toute tendance qui prend prétexte de la crise pour renoncer à la lutte et rechercher le compromis

Extrait du document BR «contro il neogollismo» publié dans *MAI PIU SENZA FUCILE*

note : Tout Gênes, et plus spécialement les quartiers populaires avait ses inscriptions exprimant la haine qu'on avait pour le procureur Sossi: «Sossi, fasciste ; tu es le premier de la liste» «Sossi tu es noir ; le cimetière t'attend». En somme, comme le dira GENTE avec tact : «l'homme le plus haï d'Italie».

LES EXPROPRIATIONS

Une autre légalité

En somme, quelles sont les limites entre «délinquance de droit commun» et «vol pour raisons politiques» ?

quel est le criminel ? celui qui a fondé la Banque ou celui qui la dévalise ?

— Bertold Brecht met dans la bouche d'un de ses personnages une question de ce genre ? «qui est vraiment criminel ? Celui qui fonde la Banque ou celui qui la dévalise ?»

... Nous disons que l'expropriation est une composante stratégique, et non tactique, de toute guerilla. Même dans la phase initiale, elle est déjà une taxation pratique que le mouvement révolutionnaire impose à la bourgeoisie tandis que, à la fin du processus, elle

prendra la forme de l'expropriation générale de toute propriété sur laquelle pourraient être construits des rapports d'exploitation, de parasitisme et d'oppression...

Dans l'expropriation il y a donc une légalité et une morale révolutionnaire.

Interview de RENATO CURCIO
prison de Casale Monferrato
décembre 1974 - *L'ESPRESSO*

Une expropriation confortable

Guet-apens contre un fourgon transportant des fonds. Un gardien de nuit blessé, et peut-être un brigadiste.

ROME, LES B.R. ATTAQUENT LA SIP, TIRANT ET EMPORTANT 700 MILLIONS.

Les terroristes ont fait feu après que certains employés aient ébauché une tentative de réaction. Un policier en civil est intervenu pendant que le commando prenait la fuite. Il était entré dans les bureaux avec un autocar maquillé aux insignes de la Société des Téléphones. Au moins 15 terroristes ont participé à l'action. Ils se sont enfuis à bord de trois voitures.

Août 1981

LES REPRÉSAILLES ET LES ACTIONS PUNITIVES

L'affaire Peci : psychodrame dans la presse

Que signifie tout cela ? (note) se demande-t-on dans la maison des Peci, au 29, via Morosini. Une maison de pauvres, où l'on sort une nappe blanche, dans la salle à manger du dimanche, chaque fois qu'arrive un visiteur étranger. La mère Amelia est partie à l'hôpital, elle ne tient plus le coup : un fils en taule parce qu'il est terroriste, l'autre dans une prétendue prison du peuple parce qu'il est frère de terroriste – pardon, de terroriste repenti. Antonietta, la femme de Roberto, en est à son

cinquième mois de grossesse. Eleonora, la sœur, ne dit mot. Ida, la deuxième sœur, qui est plus politisée, cherche à sauver son frère tout en comprenant que, dans leur logique infernale et macabre, les B.R. ne cèderont pas. Quant au père de Roberto, il adressera une lettre ouverte aux *brigatisti*, le 27 juillet. Lettre digne et simple d'un ouvrier submergé par le désespoir.

lettre digne et simple d'un ouvrier submergé par le désespoir !?

«Je m'appelle Antonio Peci, écrit-il, *je suis un travailleur depuis toujours. Tout comme mon fils Roberto, enlevé alors qu'il gagnait son pain à la sueur de son front. Je demande aux Brigades Rouges si elles croient vraiment se battre en faveur de ceux qui travaillent lorsqu'elles menacent de faire couler le sang d'un ouvrier (...). Roberto est innocent»,* conclut-il. Mais qu'importe aux B.R. ! Pour justifier l'enlèvement elles ont monté une rocambolesque histoire de double arrestation : Patrizio Peci, le «pou infâme», se serait fait arrêter une première fois ; puis, pour mieux collaborer avec les carabiniers, il aurait été relâché et repris seulement lorsque l'arrestation se sera révélée plus juteuse. Le tout, avec l'aide de son frère Roberto.

LE NOUVEL OBSERVATEUR - 26/9/81

note : Convaincu de trahison grave par les hautes sphères BR, et en particulier d'avoir trempé dans l'affaire qui a coûté la mort à 4 brigadistes génois tués par les carabiniers en mars 80, Roberto Peci est le type de militant qui a trempé un temps dans les activités terroristes avant de retirer ses billes.
La campagne de presse fut remarquablement orchestrée et fit pleurer Margot, comme on peut en avoir une idée en lisant le document.

Mort d'un ouvrier communiste

... Guido Rossa, le syndicaliste du PCI tué par les Brigades Rouges le 24 janvier 79 : il avait eu le courage de dénoncer Francesco Berardi, son camarade de travail, qui était la liaison des terroristes...

CORRIERE DELLA SERA - le 29/3/80



L'HEURE DU BILAN

LE GRAND TOURNANT

Ce qu'on a trouvé dans les caches des B.R.

Le document sur le cas MORO, que les brigadistes s'apprêtaient à publier, est composé de deux parties. La première contient une introduction de la direction stratégique comprenant une évaluation politique de toute l'affaire. On y passe en revue les comportements des partis politiques et des forces de gauche, avec une attention toute particulière pour l'Autonomie ouvrière. Après avoir expliqué pourquoi les BR ont décidé d'enlever Moro, le document continue par une auto-critique. Cette auto-critique porte surtout sur le fait que les brigadistes n'ont pas su «intégrer» à leur action le Mouvement et l'Autonomie, auxquels ils n'ont pas réussi à faire «comprendre la possibilité révolutionnaire liée à l'action contre Aldo Moro». Un problème d'incommunication que les BR, elles en sont conscientes, auront à affronter.

L'ESPRESSO - 15 octobre 78
(LIBRO BIANCO SUL CASO MORO)

les brigadistes n'ont pas su «intégrer» le Mouvement autonome à leur action

un problème d'incommunication

Une nouvelle génération de terroristes

Seconde caractéristique : l'apparition d'une nouvelle génération de terroristes, sans formation politique, mal préparés idéologiquement à la clandestinité et offrant une faible résistance lorsqu'ils sont pris.

(...)

Le second phénomène qui va modifier la composition des B.R. est la disponibilité d'une extrême gauche, venue à la politique après 1977. L'effritement des organisations gauchistes (Lotta continua, Il Manifesto,

l'effritement des organisations gauchistes

un paroxysme en 1977

Avanguardia operaia) laissera soudain à la dérive cette masse en révolte (étudiants, jeunes ouvriers, marginaux) à l'origine d'Il Movimento qu'elles canalisaient et contrôlaient jusqu'à un certain point.

Au lendemain de 1977, pour ceux qui ont participé au «mouvement», c'est l'alternative : ou se replier sur des luttes parcellaires native : ou se replier sur des luttes parcellaires et renoncer plus ou moins à la politique, les partis de gauche traditionnels n'offrant aucune perspective, ou bien se lancer dans la lutte armée. De là toute une période de terrorisme diffus, de terrorisme de quartier. Mais avec la rapide déconfiture des groupuscules terroristes, les B.R. vont devenir un pôle de référence.

la majorité des personnes arrêtées dernièrement n'ont pas d'histoire politique

Après avoir été longtemps une organisation fortement structurée, elles s'ouvrent en raison de leur évolution interne, au recrutement de «nouveaux sujets révolutionnaires» elles vont puiser dans les prisons mais aussi dans ce magma de révolte sans encadrement.

(...)

un autre terrorisme plus imprévisible...

Dans l'hypothèse d'un réel démantèlement des B.R., incontestablement durement touchées par la vague d'arrestations en cours, il reste à se demander si la fin du terrorisme organisé ne va pas engendrer un autre terrorisme, désorganisé, plus spontanéiste, imprévisible, aveugles dans ses actions : car vaincre militairement le terrorisme, comme c'est peut-être le cas aujourd'hui, ne signifie pas en effet, avoir remédié, pour autant, aux causes qui poussent des jeunes, étudiants, ouvriers, parfois insérés dans le tissu social, à croire que la révolution est au bout d'une mitraillette, et à passer à l'acte.

LE MONDE - 13/14 mars 1982

les BR s'ouvrent, en raison de leur évolution interne, au recrutement de «nouveaux sujets révolutionnaires»

Où l'on retrouve le clivage entre «orthodoxes» et «subjectivistes»

... un clivage entre deux lignes : celle des «orthodoxes» (ou militaires) et celle des «mouvementistes». A l'origine, et jusqu'en 1981, lorsque vont se structurer de véritables

courants divergents, voire rivaux, il ne s'agit que du débat traditionnel à tout mouvement de lutte armée : celui du rapport entre mouvement de masse et bras armé. Ou bien privilégier le renforcement d'un parti armé de type léniniste, rejetant le spontanéisme (thèse des «orthodoxes»), et en cela les B.R. se situent bien dans l'«album de famille» communiste ; ou bien cultiver les liens avec les masses, s'insérer dans les luttes sociales en jouant davantage de la spontanéité (thèse des «mouvementistes).

les différentes lignes stratégiques : celle des «usinistes» et celle des «ouverturistes»

(...)

Tant les arrestations qui se succèdent – parmi lesquelles celles de plusieurs chefs du courant «orthodoxe» comme Moretti (en avril 1981) – qu'une évolution dans le recrutement vont sinon renverser le rapport de force au sein de la direction stratégique du moins renforcer considérablement la tendance au «réformisme armé» qui cherche à travers des opérations ponctuelles à agir sur la société en faisant éclater les contradictions partout où elles se trouvent par un élargissement du champ d'action aux «nouveaux sujets révolutionnaires». Pour les «mouvementistes» le «sujet révolutionnaire» n'est plus l'«ouvrier en bleu», le prolétariat au sens léniniste, mais le «prolétariat métropolitain» formé de marginaux, de précaires, de ceux qui s'excluent ou sont exclus du corps social (d'où l'ouverture à cette «contre-société» que seraient les prisons). Une opération «mouvementiste» sera par exemple l'enlèvement en 1981 de l'assesseur de Campanie chargé de l'urbanisme : une manière pour les B.R. de s'insérer dans les luttes de l'après-tremblement de terre à Naples.

un clivage entre «orthodoxes» et «mouvementistes» (usinistes / ouverturistes) qui affaiblit l'organisation

LE MONDE - 13/14 mars 1982

La voie armée vers les réformes mâtinée de phraséologie

Contre la restructuration du marché du travail, soutenir les luttes du prolétariat marginal et illégal et construire des organismes de

les conquêtes du prolétaire marginal et illégal

masses révolutionnaires signifie articuler le contenu du programme stratégique dans la spécificité du prolétariat marginal et illégal. Cette articulation établit un point de suture politique ; entre la désarticulation des masses sur le terrain de la lutte armée pour le communisme. Et en effet contre le contrôle et la gestion capitalistes du marché du travail les luttes offensives du prolétariat marginal et illégal ont affirmé dans le centre métropolitain de Naples les plus hauts niveaux d'angagonisme et d'exercice du pouvoir prolétaire. Dans un inépuisable et puissant cycle de lutte le prolétariat marginal et illégal crée et fait croitre dans le centre une organisation autonome aux pourtours d'un programme de pouvoir inconciliable et irréductible à l'empire de l'état impérialiste tout concentré sur ses besoins politiques immédiats.

PER IL COMUNISMO
BRIGATE ROSSE -FRONTE CARCERI -
COLONNA DI NAPOLI - Mai/Juin 1981

LIBÉRATION - 4/5 juillet 1981

RÉPRESSIONS, TORTURES... ET REPENTIR

La nébuleuse terroriste

cette nébuleuse terroriste, cette arrière-garde des BR que constituent sympathisants et «infiltrés» dans les divers secteurs de la vie sociale

La police se sent-elle proche du but ? L'enchaînement des arrestations, des aveux, des recoupements, ont accéléré son action. Elle frappe dans toutes les couches de la population, cherchant non seulement à atteindre l'organisation elle-même mais aussi à mordre dans cette «nébuleuse» terroriste, cette arrière-garde des B.R. que constituent sympathisants et «infiltrés» dans les divers secteurs de la vie sociale.

La chasse aux «taupes» a donné lieu à des arrestations en série : dans les administrations, à la RAI-TV, dans les hôpitaux. Pas plus le Parlement (récemment perquisitionné) que les milieux syndicaux ne sont épargnés.

(...)

S'il paraît légitime que la police veuille aller vite, cette «grande rafle» a ouvert une «ère du soupçon» : toute personne qui a, ou a eu, des liens avec l'extrême gauche devient un suspect potentiel. Chacun est à la merci d'une dénonciation de ceux qu'on nomme les «repentis». Ayant tout intérêt à donner des noms pour obtenir une remise de peine, ceux-ci sont loin d'être «au-dessus de tout soupçon» lorsqu'ils sont pris de logorrhée dénonciatrice.

(...)

La vaste opération de police en cours révèle deux caractéristiques du terrorisme rouge aujourd'hui. D'abord son extrême diffusion dans le tissu social, l'étendue de cette «nébuleuse» de sympathisants, d'informateurs, de prête-noms (pour la location d'un appartement par exemple), allant de personnes «insoupçonnables» dont certaines travaillaient même dans des ministères (justice, industrie), jusqu'au monde de la pègre.

LE MONDE - 13/14 mars 1982

les «repentis» sont loin d'être au-dessus de tout soupçon lorqu'ils sont pris de logorrhée dénonciatrice

Les réactions de la presse italienne

Un journaliste italien arrêté pour ne pas avoir dénoncé ses informateurs

Pier Vittorio Buffa, journaliste de l'hebdomadaire *L'Espresso*, a été écroué mardi après-midi sur ordre du substitut du procureur de Venise pour avoir refusé de divulguer ses sources dans une enquête sur le terrorisme, a annoncé la direction de ce journal.

Le magistrat a reproché à M. Buffa un article publié le 28 février dans lequel il est fait état de prétendues violences exercées par la police et les carabiniers contre les membres des brigades rouges arrêtés dans la région.

L'Espresso précise dans un communiqué que le journaliste a invoqué le secret professionnel. La direction et la rédaction de l'hebdomadaire se sont déclarées solidaires du journaliste qui, ont-elles dit, a mené son enquête «avec une grande conscience professionnelle».

une équipe de spécialistes de l'anti-terrorisme américain

Le ministre de l'Intérieur, M. Virgilio Rognoni, a déjà démenti devant le parlement, rappelle-t-on, que les forces de l'ordre aient malmené les terroristes présumés arrêtés au cours des dernières semaines. L'un d'eux, Cesare Di Lenardo, s'est publiquement plaint d'avoir été «torturé à l'électricité» lors de la première séance du procès des ravisseurs du général Dozier, lundi matin à Vérone. Le préfet de police de cette ville s'est inscrit mardi en faux contre cette assertion.

LIBÉRATION - 10 mars 82

Le reste de la presse n'en restait pas moins gênée aux entournures, parlant pudiquement de *«violences»* plutôt que de tortures. Et le grand quotidien *La Repubblica* refusait même sur cette question tablou l'article d'un de ses collaborateurs réguliers, le député de la gauche indépendante Stefano Rodota.

LIBÉRATION - 19 février 1982

Tortures, mesures d'urgence contre «le terrorisme»

mystérieuses injections

L'avocat Di Giovanni dépose plainte au nom de deux de ses clients Ennio Di Rocco et Stefano Petrella, arrêtés le 4 janvier à Rome. Tous deux auraient été battus jusqu'au sang et **«subi de mystérieuses injections qui leur auraient fait perdre conscience»**. On évoque le Penthotal ou des substances analogues de production américaine importées par une équipe de spécialistes de l'anti-terrorisme américain, dépêchés en Italie à l'occasion de l'enlèvement du général Dozier.

La presse italienne ne laisse d'abord transparaître que des remarques allusives. Des délégations de parents de détenus qui font le siège de certaines rédactions afin que l'on dénonce les tortures, s'entendent répondre *«c'est la vie»*.

Le 9 février le quotidien «Lotta Continua» publie le texte intégral d'une autre plainte, dans laquelle Gianfranco Fornoni,

détails à l'appui accuse les carabiniers de l'avoir torturé pendant des heures.

(...)

tabassages

Le 3 février, Rodolfo Znidarcic, ouvrier à la Navicolor, confronté à l'un des dirigeants des B.R. qui avait organisé l'enlèvement. Antonio Savasta, déclare qu'il est physiquement *«détruit par les tabassages»*. Pendant toutes ces semaines, aucune photo de lui ne sera d'ailleurs diffusée. L'hebdomadaire l'*Europeo* raconte que lors de son arrestation, dans le repaire où était retenu le général Dozier, les policiers avaient laissé certains brigadistes entre la vie et la mort à force de leur frapper la tête contre les murs. Il aurait même fallu attendre que l'on nettoie le sang sur les murs pour que les opérateurs de la télévision italienne puissent venir filmer. Au point qu'Antonio Savasta, en se réveillant dans sa cellule, le visage encapuchonné, n'aurait même pas compris qu'il se trouvait en face d'un policier.

laissée nue au froid pendant des heures

Selon des informations sorties de prison, deux autres brigadistes, Di Lenardo et Ciucci seraient arrivés *«défigurés»*, *«sans connaissances» et «sous perfusion»*. Anna Maria Sudati, infirmière à l'hôpital de Venise, laissé nue au froid pendant des heures aurait été *«méconnaissable»*. (note)

LIBÉRATION - 19 février 1982

***note : voir la plainte déposée par* G. Fornoni,**

LA CLASSE OUVRIERE TOUJOURS !

Grandeur et décadence du Conseil d'usine

Milan – Conseil d'usine de l'Alfa d'Arese, où les Brigades Rouges ont revendiqué l'enlèvement de R. Sandrucci, le lendemain, dans un tract laissé dans un tiroir. Arrive un ouvrier méridional, il est en colère, contre les délégués syndicaux qui ont accepté un accord dans lequel certains camarades ont une augmentation

alors que ceux de son coin n'en ont pas...

Cazzaniga, Codisposti et Silvestrini, les trois chefs de l'exécutif du conseil d'usine, d'autres délégués qui sont là écoutent avec patience, cherchant à expliquer... Puis éclatent «Ce matin, on nous accusait d'être des terroristes. Les ouvriers nous accusent de servir le patron. Mais qu'est-ce qu'on peut faire ?» *L'ESPRESSO* - 2 août 1981

Les B.R. étaient vraiment inscrites au syndicat...

Plus de dix syndicalistes ont été arrêtés mardi et mercredi passé , ils sont accusés de faire partie des Brigades Rouges. Pour le moment, seuls dix noms sont connus, à cause du secret qui couvre l'opération et le manque d'intérêt des moyens d'information, paralysés par la grève des journalistes. Un nom a fait sensation, celui de Rita Casavola, de la direction provinciale de la CGIL et membre du Parti Communiste. Les autres sont Giorgio Pozzoli, dirigeant du conseil d'usine de la Riva Calzoni, inscrit à l'UIL, Pietro Germo, délégué de la FIM-CISL à la Philips, Franco Grillo, employé à la CEI, détaché de la production chargé du recrutement pour le syndicat, Roberto Alberton, dirigeant syndical à la SNAM, et Carlo Garofalo, ouvrier à Alfa Romeo, une des personnalités les plus connues du conseil d'usine, déjà arrêté pour des faits liés au terrorisme et libéré après une année de détention, avec les excuses des magistrats.

(...)

le terrorisme a réussi à jeter le doute, même sur ceux qui sont à mes côtés...

Tous les syndicalistes arrêtés sont-ils vraiment des terroristes ? Renzo Canciani, secrétaire provincial des métallurgistes de la UIL de Milan n'est pas loin de le penser : *«Le terrorisme a réussi à jeter le doute, même sur ceux qui sont à nos côtés. Moi, je ne mets plus ma main au feu pour personne. Je me suis déjà brûlé une fois. Il y a deux ans, j'ai défendu bec et ongles un ouvrier, délégué syndical. Il m'a lui-même désavoué en admettant avoir hébergé Patrizio Peci pendant un mois et avoir participé à quelques réunions. Depuis je me tais. J'attends et j'observe».*

LIBÉRATION - mars 1982

Quand Marcelle s'inquiète des sympathies ouvrières

Enfin, qu'en plus de leur volonté de mettre un terme à l'hémorragie des repentirs elles ont désormais une stratégie d'enracinement dans les milieux «défavorisés» qui risque de poser de nouveaux problèmes. Au moment où s'ouvrent les négociations pour le renouvellement des conventions collectives de cinq millions de travailleurs, les Brigades n'annoncent-elles pas leur retour à l'usine ? *«La campagne d'automne,* affirme leur dernière «résolution stratégique», *sera centrée sur la Fiat. L'affrontement entre la révolution et la contre-révolution a pris le visage de la guerre civile. Il faut battre le révisionnisme et la social-démocratie».*

être convaincus que le terrorisme n'a plus d'avenir. Ni dans les prisons ni dans les usines

Si d'aventure les Brigades rouges réussissaient dans leur opération de *«participation aux batailles sociales»*, la loi sur les repentis risquerait, elle, de n'être guère utile. Car, pour se dissocier de la lutte armée, les candidats à la contrition ont besoin avant tout d'être convaincus que le terrorisme n'a plus aucun avenir. Ni dans les prisons ni dans les usines.

MARCELLE PADOVANI

L'OBSERVATEUR - 26 septembre 1981

PRISONS : SECOND BAPTEME THÉORIQUE

Prisonniers BR : l'heure de la formation théorique (1)

Le travail que nous présentons aux camarades a deux caractéristiques fondamen-

tales et une ambition. A ce travail collectif, ont contribué, d'une façon ou d'une autre, des dizaines et des dizaines de militants. C'est un travail qui cumule des thèmes, des problèmes et des contributions mûris dans la pratique révolutionnaire et qui fixe une base de réflexion ouverte à des développements ultérieurs. Son ambition est de réussir à entraîner directement dans ce projet le plus grand nombre possible de prolétaires, de militants et de communistes.

la séparation entre la pensée et l'action

Contre toute tentation de déléguer notre devoir de *penser* aux coteries intellectuelles. Contre toute sous-évaluation de l'importance du travail politique dans le cours de la révolution. Tentation et sous-évaluation qui se sont accumulées spécialement dans les organisations combattantes (2) avec pour résultat la possibilité de voir émerger des positions fausses et de voir émerger des positions idéologiques remâchées des autres classes. La pratique réductive de la «destruction», la mythisation de «l'action», ont favorisé le sacrifice de l'initiative théorique, politique, prospective, apportant au sein du prolétariat métropolitain un vice originel du mode de production capitaliste : la séparation entre la politique et le militaire, entre la pensée et l'action.

notre critique de la lutte armée qui réintroduit subrepticement les formes séparées...

(...)

La théorie révolutionnaire comme grande œuvre collective à laquelle tous les prolétaires communistes doivent contribuer, a comme objet fondamental, dans la phase actuelle, l'élaboration des grandes lignes d'un projet de transition au communisme. Elle se propose de mettre au jour les UNIVERSELS POSSIBLES DU RÉEL que les rapports de production en gestation «au sein de la vieille société» expriment...

Dans les métropoles impérialistes, il n'est pas possible de «faire exister», au niveau de l'économie, les rapports de production «subversifs» comme l'avait fait la bourgeoisie naissante au sein du féodalisme : il sont condamnés à n'avoir qu'une existence virtuelle,

et pour cela à n'opérer qu'au sein du politique, comme anticipation programmatique, comme force matérielle organisée sur le terrain du pouvoir.

Mettre à jour ces rapports de production virtuels, possibles, latents, potentiels, déjà mûrs et contenus dans la matérialité présente, et les traduire en PROGRAMME DE TRANSITION VERS LE COMMUNISME, est l'objectif central de la pratique révolutionnaire des organisations communistes combattantes dans la conjoncture présente...

mettre à jour ces rapports de production virtuels et les traduire en un programme de transition vers le communisme est l'objectif central de la pratique révolutionnaire des organisations communistes combattantes

(Extrait de l'INTRODUCTION de :
L'APE E IL COMUNISTA,
COLLETIVO PRIGIONERI COMMUNISTI
delle BRIGATE ROSSE)

(1) Il s'agit d'un travail théorique mené par des prisonniers des Brigades Rouges ; son intérêt réside dans le fait qu'il montre toute l'éducation se faisant en prison : auto-critiques, relecture des textes fondamentaux du marxisme, adhésion passionnée aux textes sacrés, réévaluations stratégiques, enfin tentative de cerner le fonctionnement de la restructuration du Capital italien, comme le montre le document suivant celui-ci.

(2) les organisations qui pratiquent la lutte armée

(3) allusion à la thèse gramscienne relative au rôle des intellectuels dans la société

Au niveau de la classe ouvrière, c'est le syndicat qui est appelé à gérer directement le Plan Triennal et le projet de la CONFINDUSTRIA. (1) Le pacte néo-corporatif touche ainsi à sa conclusion logique : le Syndicat est assumé, et utilisé, comme courroie de transmission de l'État, c'est-à-dire comme médiateur des intérêts de la bourgeoisie impérialiste. Devenir courroie de transmission ne signifie pas pour autant qu'entre Syndicat, Confindustria et État, il n'y ait pas de contradictions: la concurrence entre requins et bêtes féroces reste acharnée, particulièrement de nos jours où, avec l'aggravation de la crise, les entreprises se voient dans la nécessité de modérer la puissance des syndicats.

le syndicat est utilisé comme courroie de transmission de l'État

«Les fumeurs de pipe» syndicaux, dans l'immédiat, sont investis du devoir de faire passer la réforme salariale et d'administrer l'encadrement unique. La réforme salariale est centrée sur :

– une plus grande dépendance salaire/productivité

– une restructuration des échelles d'ancienneté

– l'abolition de l'indemnité de licenciement

– une répartition différente salaire direct/salaire indirect

– une modification de l'échelle mobile.

C'est un point central, incontournable, du Plan Triennal et de la contreplateforme de la Confindustria ; mais, malgré la bonne volonté de Lama et de ses «Tibétains» (2), il ne peut être mis en cause sans affronter durement la classe ouvrière des grandes usines. Qui vivra verra ! La réforme du salaire est directement liée à la gestion de l'encadrement unique. La restructuration et la militarisation auraient été impossibles sans l'introduction de cette grande victoire, comme la définissaient à l'époque les zombis de la «gauche syndicale» et les renards des groupuscules plus ou moins «léninistes».

L'encadrement unique a été le cheval de Troie pour réintroduire un «succédané» de professionalité

L'encadrement unique (...) a servi de cheval de Troie pour réintroduire, sous une forme nouvelle, un «succédané» de la professionalité. A la vieille professionalité, désormais périmée à cause de la déqualification du travail, on substitue une «nouvelle professionalité» qui n'est rien d'autre qu'un «engagement productif», et une «fidélité» au poste de travail et à la Direction.

Le «métier» ayant disparu, le nouveau critère devient – voyez-moi ça ! – la position du travailleur dans cette phase ou dans cette autre du processus productif ! L'usage de cette machine-ci, ou de cette machine-là, détermine... l'importance du poste de travail et donc de celui qui s'y trouve à travailler ! Alors que l'ancienne professionnalité était au moins reconnaissance de l'activité individuelle, la nouvelle professionnalité supprime l'habileté, qui se voit incorporée dans l'instrument, dans la machine. C'est «l'habileté» de la machine qui détermine la nouvelle professionnalité ; et toute «l'habileté»... des lèche-bottes... consiste donc à se faire attribuer le poste ou les machines qui ont le plus haut «contenu professionnel» !

Avec l'encadrement unique, le patronat peut donner le feu vert à ce qu'on appelle «la mobilité sauvage», et qui augmente les saturations à travers les cumuls des tâches.

au nom de l'intérêt national, intensification du travail et épuration des usines

L'objectif de l'entreprise a été de récupérer consentement, prévisibilité, certitude et productivité à travers les systèmes d'aiguillonage rigides, mais toutefois moins grossiers, du travail aux pièces.

L'encadrement unique a offert au syndicat l'occasion rêvée de refonctionner au sein de l'entreprise, intimidant les ouvriers avec sa «déclaratoria» et sa «propedeudica», et retrouvant son pouvoir sur les travailleurs...

Pour le syndicat, il ne s'agit pas en ce moment de valoriser un métier qui n'existe plus dans l'usine moderne. Pour lui, ce qui passe en premier, c'est la disponibilité du travailleur à s'adapter et à collaborer aux innovations, à la mobilité, à l'augmentation des rythmes etc... C'est ainsi que syndicats et patrons veulent «rétablir» et gérer la condition ouvrière.

La restructuration en cours ôte simultanément à l'ouvrier contemporain son pouvoir de contrôle sur l'organisation du travail (le peu que le taylorisme lui avait laissé) et son pouvoir de contrôle sur la dépense de sa propre force de travail ; l'organisation du flux productif a permis de casser le travail, même dans les secteurs industriels comme l'électromécanique-nucléaire, les chantiers, les machines-outils, la sidérurgie, réduisant ou mettant en déroute les dernières poches de «métiers», et leur substituant «l'ouvrier-masse». (3)

La séparation qu'introduisait la machine à contrôle numérique n'est plus seulement séparation entre ouvrier et produit, mais

séparation entre travail ouvrier et travail de la machine. Le travail de la machine, comme son propre travail, deviennent incompréhensibles à l'ouvrier. L'ouvrier attaché à la machine, qui avait conservé un résidu de métier, se trouve réduit maintenant au rang de manœuvre ou s'acquitte tout au plus d'une «petite manutention»...

On a ôté aux ouvriers de l'installation (contrôle du processus en «loop fermé» – loop signifie «nœud», ce qui est très évocateur pour celui qui est contraint de se trouver au milieu) le pouvoir de contrôle minimum qu'ils pouvaient avoir sur la portion du cycle dans laquelle ils opèrent, ce qui marque une plus grande violence et un plus haut degré de vigilance du commandement capitaliste sur la force de travail.

Les conséquences de cette restructuration, que les syndicalistes exaltent dans leurs tables rondes, signifie pour la classe ouvrière, augmentation de la fatigue, du stress, de la journée de travail, des nocivités, des accidents, des maladies professionnelles.

les syndicats abandonnent la défense des intérêts des couches les plus exploitées...

... Le syndicat, en tant qu'articulation de l' État, assume aussi une fonction de soutien militaire à la bourgeoisie impérialiste.

Avec la poursuite de la crise-restructuration, il abandonne progressivement les intérêts des couches ouvrières les plus exploitées et les plus écrasées, et, s'appuyant sur les bandes de dirigeants, de techniciens d'employés, sur l'aristocratie ouvrière (4), qui vienne s'ajouter à son appareil de nouvelle bureaucratie, il organise toujours plus la délation et le sabotage des actions, de la grève, en collaboration directe avec les forces anti-guerilla (5) et les Directions des entreprises.

(1) voir première partie du dossier, annexe 3

(2) allusion aux moqueries adressées aux syndicalistes de la CGIL : «Les lamas sont au Tibet» etc

(3) «l'ouvrier-masse» s'oppose conceptuellement aussi bien à «l'ouvrier-social», qu'à «l'ouvrier professionnel»

(4) se reporter à l'auto-critique du PCI et en général aux documents sur les grèves FIAT de 1980. 2ème partie du dossier.

(5) la guerilla des groupes menant «la lutte armée» ou développant des «actions directes» dans les usines

PETITE BIBLIOGRAPHIE :

en français :

FIAT : CONSEILS OUVRIERS ET SYNDICATS
Michel Burnier – Les Éditions Ouvrières – 1980

LUTTES SOCIALES EN ITALIE – Hugues Portelli

LES TEMPS MODERNES – Juin 1974

LE MOUVEMENT AUTONOME EN ITALIE ET EN FRANCE
brochure Spartacus – Mars-Avril 1978

POTERE OPERAIO (aux avants-gardes, pour le parti)
éditions adversaires – Genève n° 9 – 1972

MARX AU-DELA DE MARX
A. Negri – Christian Bourgeois – 1979

LA CLASSE OUVRIERE CONTRE L'ÉTAT
A. Negri – Galilée – 1978

DU TERRORISME ET DE L'ÉTAT
G. Sanguinetti – distribué par **le fin mot de l'histoire** – 1980

CORRESPONDANCE – Champ Libre – 1981 – vol. 2

PROTESTATIONS DEVANT LES LIBERTAIRES DU PRÉSENT ET DU FUTUR SUR LES CAPITULATIONS DE 1980 – 1981

en italien :

IL CASO 7 APRILE (Toni Negri e la grande inquisizione)
Giorgio Bocca – Feltrinelli – 1980

L'APE E IL COMMUNISTA (Collettivo prigionieri comunisti delle brigate rosse) Corrispondenza internationale – octobre / décembre 1980

MAI PIU SENZA FUCILE – Soccorso Rosso – Feltrinelli – 1975

POLITICA DI CLASSE (il motore e la forma - le cinque campagne oggi) - TONI NEGRI - Machina Libri - 1980

revues à consulter :

METROPOLI
CONTROinformazione